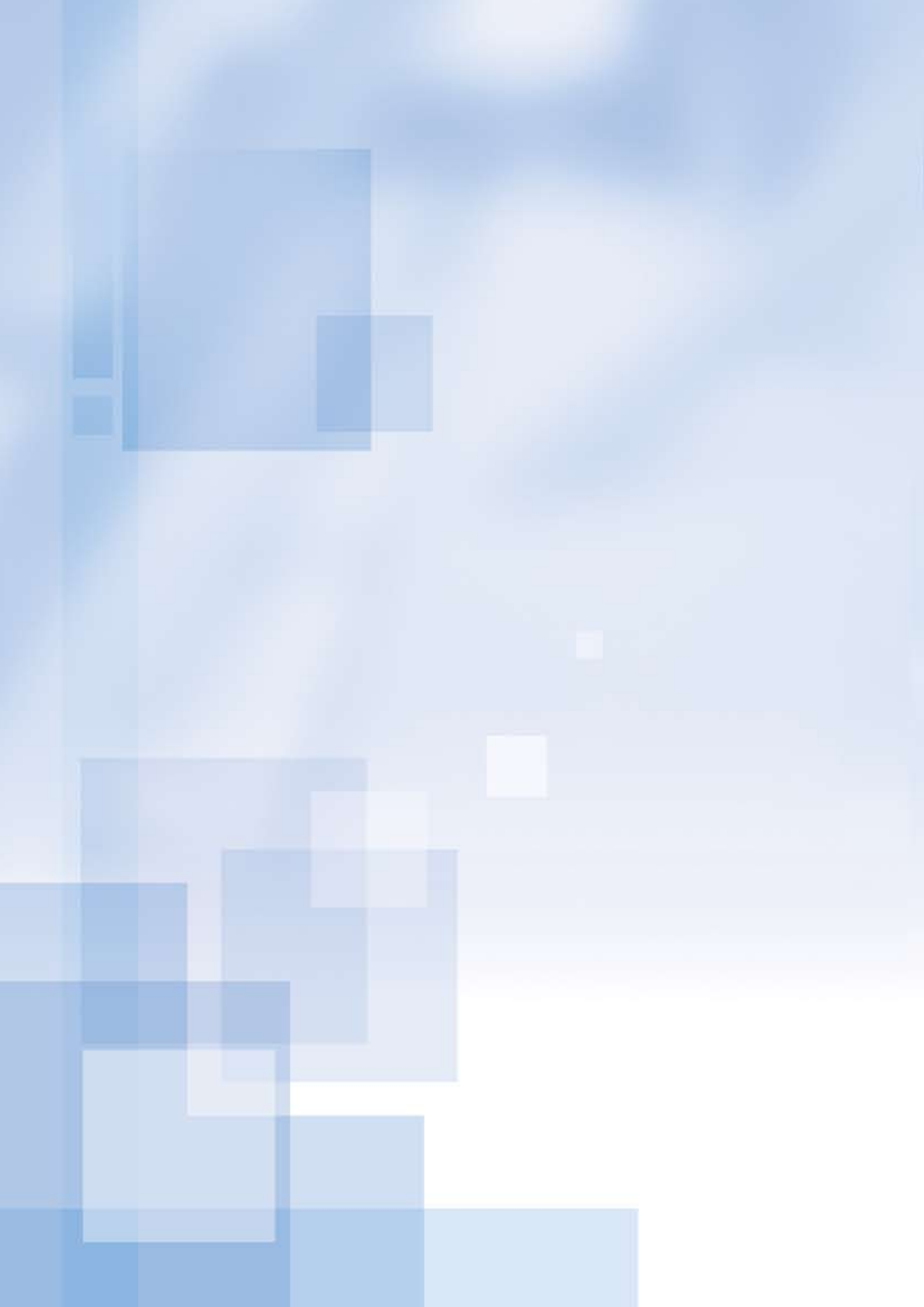




tessi

RAPPORT ANNUEL 2007



# Message du Président

L'exercice 2007 a été encore une fois riche en événements.

Nous avons, en début d'année restructuré CPR en transférant les activités de comptage euros à Keepway, créant ainsi une société homogène de comptage et de transport beaucoup plus adaptée au marché. Cette opération nous a permis en fin d'année de signer un protocole de cession de ces activités fortement déficitaires.

Début juillet, nous avons acheté à CEGEDIM un groupe de sociétés spécialisées dans la GEIDE, l'impression et le marketing direct, complétant ainsi nos offres de service de traitement de documents.

Nos activités de chèques, traitement de documents, intermédiation d'or et devises se sont très bien comportées et continueront à apporter à notre Groupe des revenus et du développement sur ces prochaines années.

Si notre croissance organique reste bonne, elle est toutefois largement obérée par la baisse de nos tarifs qui absorbe une partie importante de notre croissance. Une action importante sur la productivité nous a permis de maintenir nos marges habituelles.

Notre Groupe est bien structuré pour faire face à la demande de traitement de documents qui va se développer fortement dans les prochaines années.

Nos perspectives commerciales sont tout à fait bonnes et notre capacité d'investissement reste importante. Nous avons encore devant nous de très belles années de développement.

**Marc REBOUAH**  
Président Directeur Général





# Sommaire

- 5** Les Métiers
- 27** Tableau de bord de l'actionnaire
- 31** Rapport de Gestion
- 55** Comptes consolidés au 31 décembre 2007
- 87** Comptes sociaux au 31 décembre 2007
- 105** Informations juridiques et financières



Région parisienne

- Moyens de Paiements
- Documents
- Marketing Services



Réunion

Mayotte

# Les métiers

- 6 Historique**
- 7 Présentation**
- 8 Documents**
  - 8 Acquisition et Capture de Données
  - 10 Gestion Électronique de l'Information et des Documents pour l'Entreprise
  - 12 Portail Déclaratif
- 14 Marketing Services**
  - 14 Promotion, logistique et relation clients
  - 16 Éditique de Gestion et de Marketing Direct
- 18 Moyens de Paiements**
  - 18 Moyens de Paiement Scripturaux
  - 20 Encaissement
  - 22 CPR Billets et CPR OR
- 24 Organigramme juridique**
- 25 Chiffres clés**

# Historique

- 1971** - création de TESSI, activité acquisition de données
- 1979** - acquisition de TESSI par Marc Rebouah
- 1985** - démarrage de l'activité postmarquage de chèques (saisie des montants des chèques, acquisition de données dans le domaine bancaire) avec l'acquisition d'une société à Marseille
- 1988** - fort développement dans l'activité postmarquage (investissement de 0,75 M€ en matériels, locaux et embauche d'une force commerciale)
- 1991** - création de CIREC dont TESSI détient alors 20% du capital  
- démarrage de l'activité traitement de chèques
- 1997** - acquisition de SFDD, activité marketing opérationnel, logistique promotionnelle et marketing téléphonique
- 2001** - acquisition de CIREC (100%), renforcement de l'activité traitement de chèques  
- acquisition du pôle SSII de DEFITECH, activité informatique  
- acquisition de Hexagonale consultants, activité de conseil  
- acquisition de TGD, filiale de SODIFRANCE, activité traitement de chèques et acquisition de données
- 2002** - acquisition de Prima Informatique, activité de conseil
- 2003** - création d'une société de traitement de chèques à Bordeaux  
- renforcement de l'activité de traitement de chèques  
- acquisition de CETIP Encaissement, activité d'encaissement
- 2004** - acquisition de ACCES INFORMATIQUE, activité de traitement de documents
- 2005** - prise de participation majoritaire dans la société C2I, activité moyens de paiement  
- acquisition de Tigre Informatique, activité de traitement de documents et de moyens de paiement.  
- acquisition de STMP, activité de moyens de paiement  
- acquisition de 80% de CPR Billets, activité de change manuel devises et or, de caisse centrale euro et de transport de fonds alternatif
- 2006** - acquisition de ICSB, activité moyens de paiement
- 2007** - acquisition des activités Marketing Services, GEIDE et Portail Télédéclaratif du Groupe CEGEDIM  
- acquisition des actions minoritaires de C2I Ingenierie (49,98%)

# Présentation des activités

Depuis 1971, TESSI a construit son succès et son développement par croissance organique et par rachats successifs de structures liées à son métier d'origine. Différents métiers sont venus renforcer ses activités tel que : les Moyens de Paiements et les Marketing Services.

Aujourd'hui, TESSI centre son développement sur 3 axes :

- **Documents**
- **Moyens de Paiements**
- **Marketing Services**

Ces activités, toutes complémentaires, permettent au groupe de proposer à ses clients une offre globale à forte valeur ajoutée et de se positionner comme un expert de back et de front office.

**TESSI est reconnu pour :**

- **la cohérence de ses expertises**
- **la qualité des services apportés aux clients**
- **sa réactivité, sa proximité et son professionnalisme**
- **sa capacité d'innovation**

Le positionnement de TESSI est de pouvoir proposer une offre unique de services dans le domaine de la gestion des flux à l'ensemble de ses clients bancaires, institutionnels et grands comptes.

# Documents

## Acquisition et Capture de Données



tessi data

Depuis 35 ans, nous accompagnons les clients dans la course à la compétitivité, à l'efficacité et à la réussite.

Aujourd'hui, fidèles à notre vocation, nous continuons à mener avec les clients la bataille de compétence et de développement en capitalisant sur les atouts de la complémentarité et transversalité des compétences et technologies intra-groupe pour créer des prestations complémentaires à forte plus value reconnues pour leur excellence qui couvrent l'intégralité des tâches de back office insourcées et/ou outsourcées liées à l'exploitation du **document-valeur** en entreprise.

Exemples concrets de services opérationnels et d'intégrations réussies, **500 clients** nous confient à ce jour leur capital documentaire allant du traitement logistique des flux entrants hétérogènes à la dématérialisation des flux sortants transposables à divers secteurs d'activité, en passant par le fulfillment, la gestion et l'exploitation des salles courriers en entreprise.

Gagner la préférence de nos clients sur le long terme passe depuis toujours par des valeurs qui sont au cœur de notre métier : **proximité, rigueur et pro-activité**.

Parce que ces qualités nous ont permis de renforcer notre leadership sur un marché très concurrentiel, nos solutions personnalisées « clé en main » libèrent les entreprises de tâches administratives à faible valeur ajoutée tout en garantissant une traçabilité totale des flux traités et une modélisation des procédures pour gagner en efficacité et sécurité.

Expert dans le traitement et l'exploitation de l'image sous toutes ses formes, TESSI propose des prestations adaptées et des méthodes éprouvées en matière d'acquisition de données capables de répondre aux besoins actuels et futurs du marché ainsi qu'aux contraintes propres à l'organisation de chaque entreprise.



### FOCUS SUR NOTRE CATALOGUE DE SERVICES

#### ■ L'acquisition de données en mode « batch »

Sur la base de l'image numérisée du document, l'acquisition de données batch s'appuie sur une saisie traditionnelle ou assistée par des technologies LAD/RAD réalisée sur notre propre système à partir des masques de saisie paramétrables au profil de chaque prestation et accessible par l'ensemble de nos plateformes de vidéo-codage via un réseau privé hautement sécurisé. Les fichiers résultats sont contrôlés puis transférés en respect du format, protocole et cut-off contractuels.

#### ■ L'acquisition de données par écrans connectés

Directement connectés au système d'information de nos clients accessible via une ligne spécialisée et des authentifications fortes, les données sont saisies et intégrées en temps réel par des équipes internes segmentées par niveaux d'expertise. De la saisie réfléchie d'événements jusqu'à l'étude de recevabilité d'un dossier, l'exploitation des données brutes exige une qualité de services irréprochable et une confidentialité du personnel garanties par contrat.

#### ■ L'acquisition de données par une cellule dédiée insourcée ou outsourcée

Pour être au plus près de leurs attentes, la constitution de cellules dédiées et formées aux métiers des clients permet l'externalisation complète ou partielle de services back office sur des sites de proximité **en toute confiance**.

Si l'intégration de l'image aux processus d'entreprise est un enjeu stratégique, elle peut être assujettie à des contraintes de confidentialité, de sécurité et d'organisation interdisant la circulation des fonds documentaires. Pour les dépasser, TESSI assure des prestations en Assistance Technique au sein même des locaux du client en apportant tous les savoir-faire et conseils d'un professionnel de la gestion documentaire.

Comme le démontrent nos 500 clients-partenaires, **à chaque besoin il existe une solution TESSI**.

### DÉMATÉRIALISER : UN GAIN DE TEMPS, D'ARGENT ET D'ESPACE

Dans le cadre d'une politique d'amélioration durable et de recherche permanente de leviers de croissance économique, l'envol des e-services combiné à l'intérêt grandissant pour une organisation « zéro papier » fournissent un cadre solide pour le développement de la dématérialisation. Exploitée dans les règles de l'art où sécurité, crédibilité et performance sont des facteurs clés de la fidélisation de nos clients, la dématérialisation est aujourd'hui au cœur des activités de traitement de documents de TESSI.

Avec l'intégration en 2007 de DOCUBASE Systems, éditeur et intégrateur de logiciels spécialisé dans la GEIDE depuis près de 20 ans, TESSI s'est doté d'une technologie avancée visant à renforcer son avantage concurrentiel par l'appropriation de ses propres outils. Brevetées et modelées aux exigences des clients, intégrant toute la souplesse et la précision nécessaires aux documents sensibles, ces solutions complètes permettant de capturer, faire circuler, valider, consulter et archiver les fonds documentaires dans un environnement sécuritaire à valeur probante par l'utilisation de certificats numériques et de services tels que la signature électronique ou l'horodatage.

### SIMPLIFIEZ-VOUS LE PAPIER, DÉMATÉRIALISEZ !

Lecture automatique des documents ou lecture fulltext, indexation et typage des dossiers via un traitement de reconnaissance du document modélisé, interfaces ergonomiques et intuitives, catégorisation des documents suivant une arborescence d'items modulaires et assistée par la recherche de mots-clés ou accessibilité à un corpus documentaire interactif, autant de briques fonctionnelles qui font partie du panel de services composant une offre avant-gardiste.

Une infrastructure logicielle de services GEIDE interopérable avec les systèmes d'informations de nos clients (ERP, CRM, GEIDE ou workflow interne...).

Une robustesse et redondance des matériels utilisés tels que les scanners à haut débit de type IBML qui équipent les plateformes de numérisation principales permettant de capturer, horodater et trier des supports hybrides dans des timing réduits.

Des modes de transfert « à la carte » allant de la mise à disposition de fichiers images et index multi-formats cryptés via des protocoles sécurisés variés, à l'hébergement des données sur serveur dédié consultables à distance par internet en fonction des droits utilisateurs.

Des options de conservation physique et électronique d'archives à valeur probante incluant une offre « coffre-fort numérique ».

TESSI propose une gestion optimisée du patrimoine documentaire dans le respect des contraintes de délai, sécurité, réglementation et traçabilité.

**Une flexibilité synonyme de croissance, une structure au service de l'innovation, une dynamique au service de la performance : 3 credos qui font l'image de marque de TESSI.**

### AU CŒUR D'UNE ENTREPRISE PORTEUSE DE VALEURS

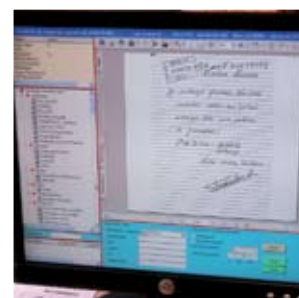
Dans le cadre d'une politique de développement durable Groupe initiée en 2005, chaque centre a défini un ensemble d'engagements et une charte éthique qui témoignent de la volonté du Groupe à trouver le meilleur équilibre entre les valeurs sociales, la protection de l'environnement et la performance économique.

**150 millions  
de pages traitées  
par an**

**1 000  
collaborateurs**

**500 clients**

**n° 1 en France**



# Documents

## La GEIDE

**docubase**  
*Information suite for business*

Depuis près de 20 ans, DOCUBASE SYSTEMS est éditeur et intégrateur de logiciels spécialisés dans la dématérialisation des flux, la gestion, la consultation et la conservation des documents et de l'information numérique.

L'un des principaux leaders du marché de la GEIDE (Gestion Électronique de l'Information et des Documents pour l'Entreprise), DOCUBASE SYSTEMS offre des prestations à valeur ajoutée autour de son offre DOCUBASE Information Suite™.

### UNE INFRASTRUCTURE LOGICIELLE DE GEIDE COMPLÈTE

La plate-forme de DOCUBASE Information Suite™ couvre l'ensemble des besoins de dématérialisation, de gestion et de conservation sécurisée des données, documents et dossiers numériques.

De la capture de l'information par numérisation, identification et Lecture Automatique des Documents (LAD/RAD) jusqu'à l'archivage à valeur probante, en passant par toutes les étapes : indexation, contrôle, stockage, consultation, traitement, circulation.

Une gestion optimisée des plans de classement, une circulation électronique des documents, historisée et

contrôlée, une consultation sécurisée s'appuyant sur les annuaires d'entreprise font des solutions DOCUBASE, les solutions des entreprises de demain.

L'offre est constituée de composants progiciels et de boîtes à outils. Cette modularité permet de répondre aux besoins aussi bien standards que spécifiques à un environnement professionnel. L'ensemble de ces modules permet de construire une solution complète du traitement de l'information.

L'architecture SOA Web 2.0 permet de fournir des services GEIDE et Workflow à un ensemble de sites d'entreprise ou d'une organisation, avec un minimum d'intervention pour un maximum de services.

Simple et rapides à mettre en œuvre, conviviales et évolutives, les solutions DOCUBASE ont séduit plus de 3 000 clients dans le monde.

Après avoir bâti sa notoriété en France sur la richesse fonctionnelle, la robustesse et la performance de ses produits, DOCUBASE SYSTEMS a poursuivi son développement en 1997, avec la création de sa filiale DOCUBASE SYSTEMS Inc. aux Etats-Unis et en 1999, avec l'ouverture en France de l'agence commerciale de Lyon.





**20 années**  
d'expertise

**80 collaborateurs**

**+ de 3 000 clients**  
dans le monde

**un réseau**  
de **50 partenaires**  
en France et  
à l'international

**des milliards de**  
document traités  
par des millions  
d'utilisateurs

#### **UNE GESTION DE PROJET**

Afin d'assurer une mise en œuvre rapide et efficace de la GEIDE, une équipe de professionnels s'implique aux côtés des clients et coordonne les phases d'analyse et d'audit, la rédaction des spécifications détaillées, les prestations d'installation, de formation et d'assistance à la mise en production dans le respect des engagements de qualité et de délais.

La démarche méthodologique de DOCUBASE SYSTEMS s'articule autour d'une gestion de projet comportant plusieurs étapes allant de la phase de lancement jusqu'aux transferts de compétence permettant l'autonomie et l'appropriation des outils GEIDE par les utilisateurs.

#### **DOCUBASE SERVICES : UNE OFFRE DE PRESTATIONS À VALEUR AJOUTÉE QUALITATIVE**

Outre son activité d'éditeur, DOCUBASE SYSTEMS propose depuis fin 2004 des prestations de numérisation, d'indexation, de stockage, d'archivage et de mise en ligne à travers le Web en GEIDE ASP (Application Service Provider) :

- création et reprise de fonds documentaires,
- saisie informatique des données,
- pilotage des services associés à la dématérialisation.



# Documents

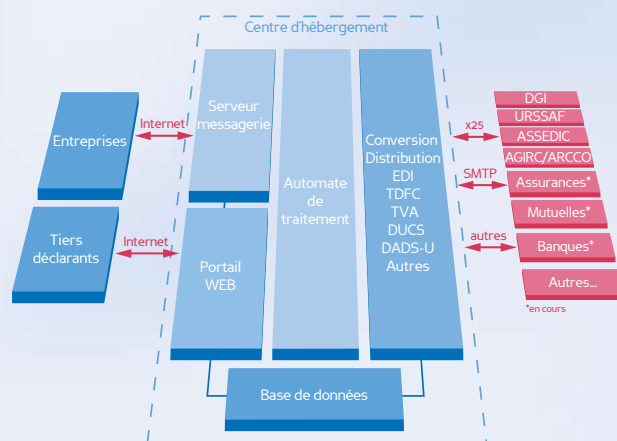
## Portail Déclaratif



ASPOne.fr est un portail déclaratif destiné aux entreprises, aux experts comptables et aux OGA (Organismes de Gestion Agréés). Véritable guichet unique de télé-déclarations, cette solution entièrement sécurisée permet de télétransmettre les déclarations fiscales (liasse fiscale et TVA) et sociales (DUCS, DADS-U, DUE) et de bénéficier d'un suivi unifié, d'une seule interface et d'un interlocuteur unique pour l'ensemble de ces déclarations.

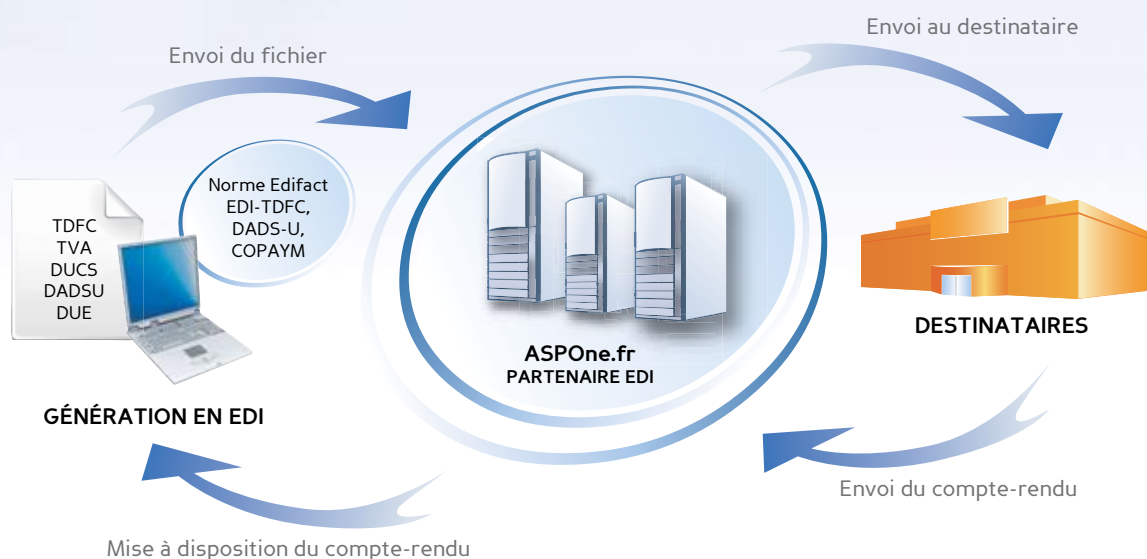
Le portail prend en charge, pour ses abonnés, l'ensemble des évolutions techniques et réglementaires et s'enrichit constamment de nouveaux services pour répondre toujours mieux aux besoins des déclarants. Ainsi, l'ouverture d'un service de saisie de la TVA en ligne, dénommé WEB-TVA, a permis aux entreprises de répondre aux nouvelles obligations légales de télé-déclarations imposées par la loi de Finances.

Les services d'ASPOne.fr sont commercialisés, soit en direct sous forme d'abonnement annuel, soit par des partenaires sous forme de marque blanche. Très récemment, ASPOne.fr a lancé sa gamme de Web Services Télédéclaratifs Universels baptisés « UpV@lue » qui permet à tous les éditeurs et autres fédérateurs de faire bénéficier leurs membres de fonctionnalités spécifiques et de tarifications avantageuses, tout en élargissant leur offre de services,

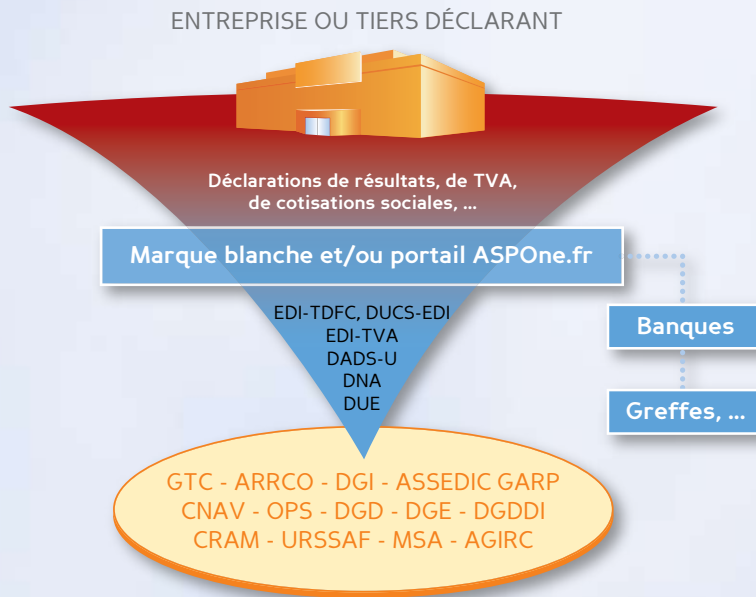


sans pour autant devoir mettre en place et exploiter une quelconque infrastructure technique.

Aujourd'hui, plus de 2 500 clients en France (soit plus de 50 000 entreprises et 750 cabinets d'Expertise Comptable) font confiance au portail ASPOne.fr. Cette activité témoigne de l'implantation de TESSI comme acteur de référence dans les échanges dématérialisés.



**Un GUICHET UNIQUE de télé-déclarations pour simplifier la problématique déclarative des entreprises**



**1<sup>er</sup> portail télé-déclaratif privé créé en 2001**

**+ de 50 000 entreprises, 250 OGA et 750 cabinets utilisent les services d'ASPOne.fr**

**5 télé-procédures disponibles (TVA, TDFC, DUCS, DADS-U, DUE)**

**Marché en forte croissance (baisse du seuil d'obligation en DUCS, nouvelle télé-déclaration de fréquence mensuelle comme la DNA - Déclaration Nominative ASSEDIC)**

**Impact de l'abaissement du seuil d'obligation de télé-déclarer (en TVA)**



**DÉCLARATIS**

Déclaratis est la filiale de TESSI chargée de développer le partenariat avec le Groupe SAGE pour le développement des échanges dématérialisés de la base de clients de l'éditeur (500 000 comptes). Le service de télé-déclarations fiscales et sociales SAGE DirectDeclaration utilise la plate-forme d'échanges dématérialisés opérée par TESSI dans le cadre de ce partenariat. Les solutions mises en place se distinguent par une très forte intégration aux logiciels de gestion SAGE et une grande facilité de déploiement.

# Marketing Services

## Promotion, logistique et relation clients



### LA GESTION DE PROMOTIONS DIFFÉRÉES

SFDD est le numéro 1 sur le marché des opérations promotionnelles différées en France.

Le Groupe TESSI, spécialiste dans le traitement de flux, a fourni à SFDD tous les moyens nécessaires à un développement ambitieux : une capacité de production permettant de traiter les dispositifs promotionnels les plus importants, un système d'information unique sur le marché, basé sur la traçabilité des flux, et une politique d'innovation autour des nouvelles technologies.

Tous ces moyens permettent à SFDD d'être aujourd'hui l'un des principaux acteurs du marketing opérationnel en France.

La mission de SFDD consiste à faire le lien entre les marques, les distributeurs et leurs clients à travers la gestion de promotions.

Les consommateurs qui participent aux opérations promotionnelles se placent dans une dynamique relationnelle forte avec la marque, dans certains cas la promotion est le moment de la première rencontre entre le client et une marque.

La gestion de ces opérations se doit donc d'être irréprochable, et doit s'inscrire dans une démarche qualitative de gestion de la relation clients.

SFDD propose un dispositif global de gestion de cette relation et fournit des solutions permettant aux consommateurs de rentrer en contact avec les marques 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 par tous les canaux de

communication, notamment le courrier, le téléphone (serveurs vocaux et réception d'appels sur plateaux de télé-conseillers), l'Internet, le SMS, MMS et l'Internet Mobile.

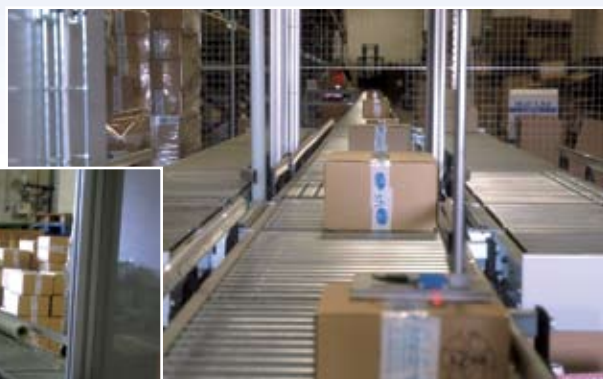
Quelle que soit la mécanique promotionnelle (ODR, primes, jeux et concours), quel que soit le volume de remontées et quel que soit le canal de participation à l'offre, SFDD s'engage sur la qualité de sa gestion et sur la disponibilité et la réactivité de ses équipes.

SFDD a su créer un foyer de compétences très fort sur un certain nombre de métiers nécessaires à la gestion de ces opérations et fournit à ses clients un conseil avant-vente à forte valeur ajoutée, ainsi qu'un fonctionnement en cellule de gestion de projet.

Chacune des opérations met en œuvre de façon différente : le traitement du courrier, la saisie, le traitement informatique, l'édition, le stockage, l'expédition, le téléphone, la gestion du service clients.

Grâce à son département Recherche et Développement intégré, SFDD assure une veille technologique constante pour anticiper et permettre à ses clients de bénéficier des dernières technologies de communication avec leurs consommateurs.

Depuis plus de 40 ans, SFDD est auprès de ses clients, pour leur apporter conseil et prestations de qualité, dans la gestion de leurs opérations promotionnelles.



## LA LOGISTIQUE PROMOTIONNELLE ET LE E-COMMERCE

SFDD affirme un positionnement original sur le marché de la logistique, puisque sa culture est issue de son métier de base : la gestion de la relation clients.

Ce positionnement est fortement différenciateur, la force de SFDD réside dans l'organisation et les moyens qu'elle propose pour accompagner la logistique d'une réelle gestion de la relation clients : accès à l'information en mode multi-canal (extranet, push SMS, call center), conduite de projet à forte valeur ajoutée, gestion qualitative du service clients.

SFDD a pu développer son activité au-delà des opérations de pure promotion telles que les envois d'objets, de PLV ou de kits, elle intervient dans toutes les opérations de logistique à forte réactivité, nécessitant un flux important en réception et en expédition.

Le process est appuyé par un outil informatique performant qui gère tous les mouvements avec une totale traçabilité et une gestion des stocks consultables à distance sur internet. SFDD gère 25 000 m<sup>2</sup> d'entrepôts pour 8 860 tonnes de fret par an.

SFDD a également développé des solutions spécifiquement adaptées aux exigences des sites e-commerce : traitement de tous types de matériels, formats, conditionnements, gestion des réceptions de matériels avec identification unitaire par code barres, radio-fréquence, synchronisation des informations de stocks, mouvements avec le front office, conditionnement avec scan des articles et validation de la conformité des commandes en temps réel (solution propriétaire Colisflash).



## ÉMISSION ET RÉCEPTION D'APPELS

Né de la volonté d'offrir à nos clients une solution packagée avec l'activité de traitement de documents et/ou marketing opérationnel, TELEDIRECT est un call center de 100 télé-conseillers rigoureusement sélectionnés pour leur écoute active, leur empathie très développée et leur efficacité éprouvée par leur retour d'expérience.

Bénéficiant d'une formation continue afin de fournir des prestations de haut niveau, nos téléconseillers assurent au quotidien toutes les prestations d'émission et de réception d'appels téléphoniques à l'aide d'outils de gestion automatisés HERMES PRO permettant de tracer, qualifier et suivre les appels entrants ou sortants associés à des indicateurs de performance et une sauvegarde automatisée des informations.

Engagé, TELEDIRECT a développé une approche qualité qui repose sur des fondamentaux :

- l'écoute client pour mieux cerner les besoins en début de projet et d'améliorer en continu les prestations offertes,
- l'implication du personnel qui passe par une analyse participative des résultats d'écoute et sondages clients,
- la formation initiale, la montée en compétence et une sensibilisation des cellules dédiées à la culture d'entreprise des clients pour maintenir un niveau de performance à hauteur de ses engagements.

Support hotline réactif, TELEDIRECT vient en appui des activités traditionnelles en intervenant sur des domaines tels que l'information consommateur, la gestion consommateur, le service consommateur, les enquêtes et études, la qualification de fichiers.

Parce que la relation client est un réel différenciateur sur le marché, TELEDIRECT mobilise les meilleures équipes pour un service très personnalisé. L'objectif de TELEDIRECT : la satisfaction de ses clients.

**1 500 dossiers de promotion gérés simultanément**

**12 millions d'adresses traitées par an**

**7 millions de remboursements par an**

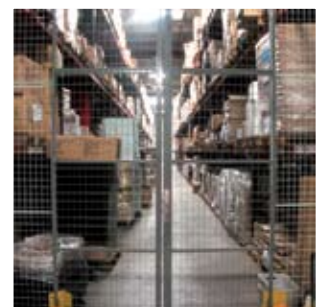
**3 millions d'appels SVI traités par an**

**1 million de contacts téléphoniques par an**

**4,5 millions de colis expédiés par an**

**295 collaborateurs**

**n°1 en France**



# Marketing Services

## Éditique de Gestion et de Marketing Direct



En juillet 2007, le Groupe TESSI a complété son développement par l'acquisition des sociétés SDI et MEDIPOST spécialisées dans l'Éditique de Gestion et le Marketing Direct. Cette acquisition permet au Groupe TESSI de proposer à ses clients une offre globale pour optimiser la performance et le coût de la filière courrier.

### LE MÉTIER

SDI est spécialisée dans l'éditique de gestion (personnalisation et routage de factures, de fiches de paye, de relevés de comptes...) et MEDIPOST dans le routage de Marketing Direct (prise en charge complète des opérations de mailing avec personnalisation).

Grâce à la confiance et à la fidélité des clients, ces sociétés mettent en œuvre leur savoir-faire avec une rigueur forte pour produire en respectant leurs engagements de services.

Flexibilité, réactivité, innovation, sont les maîtres mots pour fournir des prestations de haute qualité à forte valeur ajoutée dans le plus grand respect des consignes des clients. Leur professionnalisme leur permet de mettre en œuvre les flux et les campagnes les plus complexes dans les meilleurs délais.

Compétences humaines et techniques à chaque étape du cycle de traitement :

- Conseil
- Réception des données et/ou des supports
- Traitement informatique des données et préparation informatique pour le routage postal
- Edition
- Façonnage
- Mise sous plis
- Affranchissement
- Dépôt Poste
- Traitement des NPAI

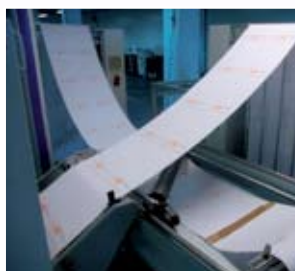
Une traçabilité des flux des documents est garantie à chaque étape du traitement ainsi qu'une vérification du contenu des plis. Un reporting détaillé est envoyé aux clients à la fin de chaque opération.

Les clients sont accompagnés dans la réussite de leurs projets.

La priorité est une relation client efficace basée sur des moyens modernes.

### LES MOYENS

- une équipe Client dédiée au suivi des dossiers. Un outil informatique permet le tracé complet de chaque opération,
- une cellule qualité contrôle le fonctionnement de la chaîne de production, le respect des consignes client. Cette équipe opère régulièrement des enquêtes clients afin d'améliorer les process,
- un parc éditique complet, en page à page, en continu, en noir, en bichromie et en quadrichromie,
- un parc de matériel de mise sous plis et de mise sous film dernière génération KERN, Burhs et Sitma,
- un fonctionnement de production en back up sur deux sites et une mutualisation des moyens techniques et humains,
- une cellule Développement assure une veille technologique constante pour adapter en permanence les process, intégrer les nouveaux moyens de communication, développer des solutions techniques pour répondre à la nouvelle gamme Postale Destinéo.



**148 millions de pages éditées par an**

**161 millions de messages déposés par an**

**25 000 m<sup>2</sup> de surface de stockage entièrement informatisée**

**220 collaborateurs**

**Centre de production SDI Certifié Iso 9001 V2000**



### LES NOUVELLES OFFRES

Sur un marché en constante évolution, des solutions sont développées pour apporter toujours plus de valeur ajoutée.

#### ■ M@ilDoc

Avec M@ilDoc, à partir d'un poste de travail, quel que soit le volume de courrier, chacun peut industrialiser sa filière courrier.

Chacun crée son courrier avec son logiciel habituel, on sélectionne « imprimer » sur l'imprimante M@ilDoc, et on valide pour lancer son courrier dans une chaîne de traitement industriel multi-canal (poste, mail, sms...)

Sur un site web dédié et sécurisé, on peut consulter son fichier suivi, actualisé en temps réel. Les documents sont classés, archivés, consultables et modifiables pour générer un autre envoi.

D'une grande simplicité d'utilisation, M@ilDoc permet de réduire les coûts d'affranchissements et de bénéficier d'une qualité d'impression professionnelle.

#### ■ Archivage électronique - Consultation en ligne

En complément du traitement du courrier, ce service offre la possibilité de créer des documents PDF indexés. Les documents sont transférés sur un serveur, hébergé par TESSI, et sont archivés pour une durée établie avec le client. Ils sont consultables via un portail web sécurisé (identifiant et mot de passe requis).

#### ■ Composition Interactive

Cette offre permet aux clients de récupérer dans une bibliothèque en ligne de « documents types », validée au préalable, un document. Ils le modifient et le déposent pour l'envoyer dans la chaîne de traitement industriel. Un circuit de validation avant envoi peut aussi être intégré si le client le souhaite.

#### ■ Stockage / Archivage physique

Un espace de stockage informatisé de grande capacité (5 000 palettes en paletier et environ 8 000 m<sup>2</sup> au sol) est dédié au stockage de consommables pour l'activité éditique et l'archivage physique de documents conditionnés en boîtes d'archive ou en conteneurs.

TESSI assure l'enlèvement des documents, l'indexation, le stockage pendant toute la durée légale de conservation et la destruction à l'issue.

Ces pièces justificatives peuvent, à tout moment, être restituées par fax, par e-mail, par coursier ou en recommandé.



# Moyens de Paiements

## Moyens de Paiement Scripturaux



tessi

### Traitement

TESSI est un des acteurs majeurs du traitement de chèques et des moyens de paiement en France.

Depuis plus de 20 ans au service des banques, TESSI a forgé sa notoriété sur sa capacité à anticiper les évolutions de son marché pour toujours proposer l'offre de services la mieux adaptée à ses clients.

Cette dynamique se traduit par une politique d'investissements soutenue tant au niveau technologique qu'organisationnel.



#### ■ Aujourd'hui, TESSI c'est :

- **10 usines** de traitement régionales, capable chacune de traiter plus de 250 millions de documents par an, avec une gamme de services complète et modulable regroupant l'ensemble des services industrialisables de la chaîne chèques et des autres moyens de paiement scripturaux,
- **20 centres de capture** de proximité, pour répondre aux besoins d'accélération des échanges pour certains clients,
- **20 ateliers de vidéocodage** reliés via un réseau interne à 2 plateformes techniques de télécollecte et de distribution, totalement sécurisées et mise à jour en temps réel pour pouvoir assurer un véritable plan de continuité d'activité dynamique à tous les clients,

- **900 collaborateurs, techniciens et cadres** qui contribuent 24h sur 24 à l'optimisation du recouvrement quotidien des moyens de paiement de plus de 150 clients bancaires sur la totalité du territoire français et Outre mer.

#### ■ TESSI, c'est aussi :

Une indépendance technologique sur la chaîne de traitement complète avec la création d'une société de services spécialisée dans l'édition et l'intégration de solutions informatiques dédiées au traitement des moyens de paiement.

Cette société de services informatiques conçoit, développe, installe, héberge et maintient les solutions exploitées par TESSI et ses clients bancaires.

C'est un véritable système d'information de production chèque qui est alimenté par TESSI et mis à disposition des clients pour une supervision, un suivi pertinent et efficace des traitements sous traités, en temps réels.



#### ■ C'est surtout :

Une entreprise pérenne soucieuse du respect des réglementations, qui a engagé depuis 2006, au travers de sa certification ISO 9001, une démarche qualité relayée par chacun de ses collaborateurs pour optimiser le processus de traitement et consolider la confiance témoignée depuis de nombreuses années par ses clients.



# Édition et Intégration de Solutions

Avec 90 collaborateurs, chefs de projet, techniciens et Ingénieurs, TESSI est reconnu comme l'un des leaders incontournables des solutions logicielles moyens de paiement.

L'activité de ce pôle repose sur plusieurs métiers :

## ■ L'infogérance des solutions traitement de chèques et VPEE (virements-prélèvements et effets électroniques)

Ce segment de marché a fortement progressé suite aux investissements réalisés en apportant souplesse et rapidité d'installation aux clients. L'environnement hautement sécurisé répond aux dernières recommandations en matière de plan de continuité d'activité et de sécurité opérationnelle. 2008 doit être l'année de confirmation de l'explosion de ce créneau.

Durant l'année 2007, TESSI a mis en place et développé un centre de télécollecte grands remettants en association avec ses clients bancaires. Aujourd'hui, près de 2 000 clients sont télécollectés chaque jour.



## ■ L'édition logicielle sur le marché du traitement de chèques et VPEE

TESSI investit massivement dans les solutions back office résolument tournées vers le réglementaire et la lutte contre la fraude et le blanchiment.

TESSI a complété son offre SEPA en répondant de manière pragmatique à l'attente du marché et a de plus étendu son offre en matière de traitement des grands remettants. TESSI offre une solution complète de gestion des moyens de paiement scripturaux organisée autour d'un pilote de flux autorisant une supervision et une traçabilité des opérations interfacée avec la majorité des Systèmes d'Information Bancaires Français.

## ■ L'activité d'ingénierie et de support

Dans un marché en recherche d'optimisation permanente, TESSI investit avec ses équipes et au travers de partenariats techniques sur plusieurs projets novateurs :

- nouvelles architectures « client léger »,
- bornes de remises de chèques autonomes,
- automatisation des contrôles de conformité.

Avec un objectif permanent : contribuer à l'amélioration continue de la relation client au quotidien.

TESSI a également entrepris d'exporter son savoir-faire dans d'autres pays, présentant un profil d'utilisateur de moyens de paiement analogue.

## ■ La vente de matériels et de consommables (Intégration de solution)

Partie intégrante de son offre de services en matière de solutions moyens de paiement, TESSI a continué de progresser en passant de nouveaux accords avec les acteurs incontournables du marché du hardware notamment des scanners pour la capture à la source ou en centralisé.

## ■ La solution gestion des risques clients

TESSI propose également des solutions de mise à disposition de l'information légale des événements légaux pouvant impacter les entreprises (notamment en matière de procédures collectives de type redressement, liquidation, sauvegarde...).

Cette offre a été conçue pour gérer les clients à risques et est utilisée à ce jour par plus de 50 établissements financiers.

Des solutions complémentaires de fourniture des incidents de paiement préalables aux jugements sont en cours d'intégration.

Les Moyens  
de Paiement  
Scripturaux en  
quelques chiffres

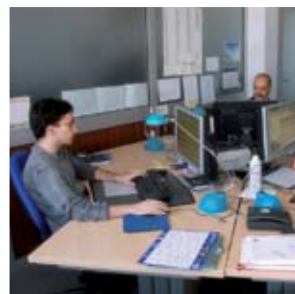
**1023 collaborateurs**

**1,25 milliards  
de documents  
chèques traités  
par an**

**1 milliard d'images  
« télécollectées »  
par an**

**6 000 scanners  
agences**

**120 millions de  
mouvements VPEE  
traités par an pour  
50 000 clients  
utilisateurs**



# Moyens de Paiements

## Encaissement



### AGIR ENSEMBLE : UN PARTENARIAT POUR UNE CONVERGENCE D'INTÉRÊTS

Pionnier dans l'externalisation du traitement de masse de tout type de moyens de paiement (TIP, coupons privatifs et dons, chèques bancaires, mandats, traites, espèces, virements, autorisations de prélèvement, titres de services, chèques cadeaux, bons d'achat,...), TESSI Encaissements accompagne depuis 30 ans ses clients pour construire ensemble des solutions « sur mesure » et évolutives génératrices de gains de productivité et leur permettant de se recentrer sur leur cœur de métier.

Depuis toujours, la disponibilité, le professionnalisme et l'engagement des équipes font de l'écoute du client un vecteur de progrès pour déceler, comprendre ses attentes, anticiper ses besoins présents et à venir, pour que chacun exprime sa différence en toute confiance.

Des prestations de conseils crédibles au traitement industrialisé des courriers entrants et sortants de type lock-box, en passant par la remise en banque traditionnelle ou au format EIC, le rapprochement des paiements non identifiés via des cellules d'experts ou workflow transactionnels, le lettrage sur les bases référentiels Client, l'archivage à valeur probante et la gestion des demandes clients via un extranet, TESSI Encaissements se positionne aujourd'hui comme un prestataire-partenaire de premier plan couvrant l'ensemble de la chaîne de paiement-valeur.

Optimiser les délais de recouvrement des créances, accélérer la mise à jour des comptes débiteurs, réduire le stock des crédits non rapprochés : des défis stratégiques visant à conforter et pérenniser l'efficacité économique des clients face à un marché où « performance » et « rentabilité » sont les maîtres mots. Pour les relever, TESSI Encaissements s'engage sur des résultats et une qualité des prestations éprouvés dans une dynamique d'exigences et d'innovations continues et une forte synergie avec l'activité du traitement de chèques.



### JOUER NOS ATOUTS : EXPLOITER NOTRE MARCHÉ NATUREL

En conjuguant un savoir-faire en matière de rationalisation et gestion de flux, des process industriels robustes et rodés, capables d'appréhender les fluctuations de volumes, des technologies de pointe répondant aux évolutions du marché, les différents centres d'encaissements offrent des méthodes d'encaissement fiables et homogènes alliant flexibilité, performance et précision tout en maintenant un niveau de sécurité élevé et un respect des règles interbancaires et déontologiques liées à la protection des données.

Plaçant la Qualité de service au centre de sa politique de croissance, TESSI Encaissements a initié une démarche Qualité en vue d'une certification ISO 9001 à horizon 2009.

### POUR UNE OPTIMISATION DE VOTRE TRÉSORERIE ET UNE MAÎTRISE PERMANENTE DES COÛTS ENGAGÉS, TESSI ENCAISSEMENTS S'ENGAGE SUR DES RÉSULTATS

En misant sur une architecture socle en mode web favorisant la délocalisation des opérations d'acquisition de données, TESSI Encaissements bénéficie de satellites back-up actifs permanents tout en proposant des solutions façonnées aux contraintes métier de chaque segment clients, et ce quelque soit la nature du document.

Un pôle informatique assure la maintenance évolutive de l'ensemble des composantes logicielle et matérielle

## L'encaissement en quelques chiffres

de la chaîne de production ainsi que les développements nécessaires à l'adaptabilité des modules pour répondre à des besoins spécifiques.

Interface privilégiée de la relation client / fournisseur, la cellule Support Clientèle gère l'ensemble des appels entrants en assurant réactivité et qualité des réponses qui sont tracées sur un intranet et analysées dans un souci permanent de fiabilité des solutions.

### ÉCHANGER, EN TOUTE SÉRÉNITÉ

Organiser, gérer et partager l'information en temps réel est devenu aujourd'hui un facteur d'amélioration du service rendu au client et un moteur d'efficacité. Souscrivant à cette double ambition, TESSI déploie des portails web sécurisés accessibles via des habilitations paramétrables au profil de chaque utilisateur permettent de visualiser par un simple « clic » les encaissements traités ou rejetés, courriers d'accompagnement, reporting...

Totalement personnalisable et à l'ergonomie intuitive, le système de workflow collaboratif permet de consulter, contrôler, traiter online les cas d'anomalies contribuant ainsi à accélérer les prises de décisions et minimiser les échanges papier.

Véritables outils de traçabilité et de pilotage de l'activité déléguée, les espaces interactifs participent au quotidien à la cimentation de la qualité de services et témoignent d'une volonté de transparence et de recherche des meilleures pratiques. TESSI Encaissements agit en tant que fédérateur et facilitateur : le client reste maître du cœur de son métier.

Chaque centre dispose d'une infrastructure sécuritaire physique et informatique robuste et complète afin de garantir la confidentialité et la protection des informations.

Les flux d'informations cryptés sont exportés vers une plate-forme de transfert multi-formats et pluri-protoculaires accessible via des sessions d'authentification, gages de l'intégrité et l'inaltération des données échangées. Des sauvegardes complètes des systèmes et bases de données sont réalisées chaque jour et conservées dans des coffres-forts ignifugés sur le site principal et son back-up.

### L'INNOVATION AU SERVICE DE LA PERFORMANCE

Parce que l'évolution rapide des technologies incite fortement aux partenariats nécessaires à l'atteinte de niveaux de performance optimum, TESSI Encaissements a ancré cette dimension dans sa culture et réalise régulièrement des benchmarks visant à soutenir sa compétitivité dans l'attribution de futurs marchés.

### APRÈS L'EURO... LE SEPA !

Avec l'avènement du projet SEPA, les infrastructures existantes bâties sur des schémas nationaux doivent s'adapter pour passer à un environnement européen.

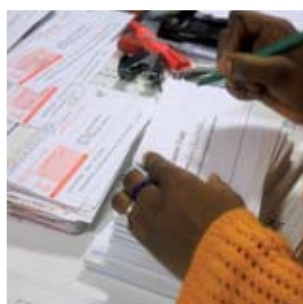
Parce que le passage au SEPA constitue un challenge commun, TESSI travaille en étroite collaboration avec les organismes bancaires et intégrateurs du marché afin d'anticiper les évolutions technologiques ainsi que les impacts dans les chaînes d'encaissements permettant une transition sans modification structurelle des parcs matériels et logiciels.

**1<sup>er</sup> centre agréé par le CFONB pour le traitement du TIP**

**40 millions de plis traités par an**

**150 clients-partenaires**

**30 millions de moyens de paiement traités par an**



# Moyens de Paiements

## CPR Billets & CPR OR



CPR BILLETS



CPR OR

Etablissement de crédit filiale à 80% du Groupe TESSI et à 20% du Crédit Agricole SA, CPR Billets est le principal intervenant grossiste sur le marché du billet de banque étranger en France.

A ce titre, la société assure la liquidité du marché en approvisionnant l'ensemble des établissements bancaires et financiers en devises et travelers chèques.

Si l'évolution des pratiques en matière de moyens de paiement renforce progressivement la part des règlements par carte bancaire internationale, la croissance constante et régulière du volume des déplacements internationaux, privés ou commerciaux, garantit une progression du marché du change manuel.

Depuis plusieurs années, CPR Billets a aussi développé une offre de services spécifique à l'international auprès d'une clientèle de banques et se présente aujourd'hui comme un acteur majeur du marché du change à l'étranger.



**160 collaborateurs**

**150 millions de billets traités par an en intermédiation devises**

**15 tonnes d'or traitées par an en intermédiation or**

**Un acteur majeur du marché du change à l'international**



Sous le nom commercial de CPR OR, CPR Billets est également le principal intervenant sur le marché de l'or monétaire en France où la société assure le traitement des opérations pour l'ensemble de la communauté bancaire ainsi que pour les autres professionnels du secteur. Elle gère l'intégralité des opérations, de la reconnaissance à l'évaluation des pièces ou lingots, de même que la conservation physique de l'or pour compte de tiers.

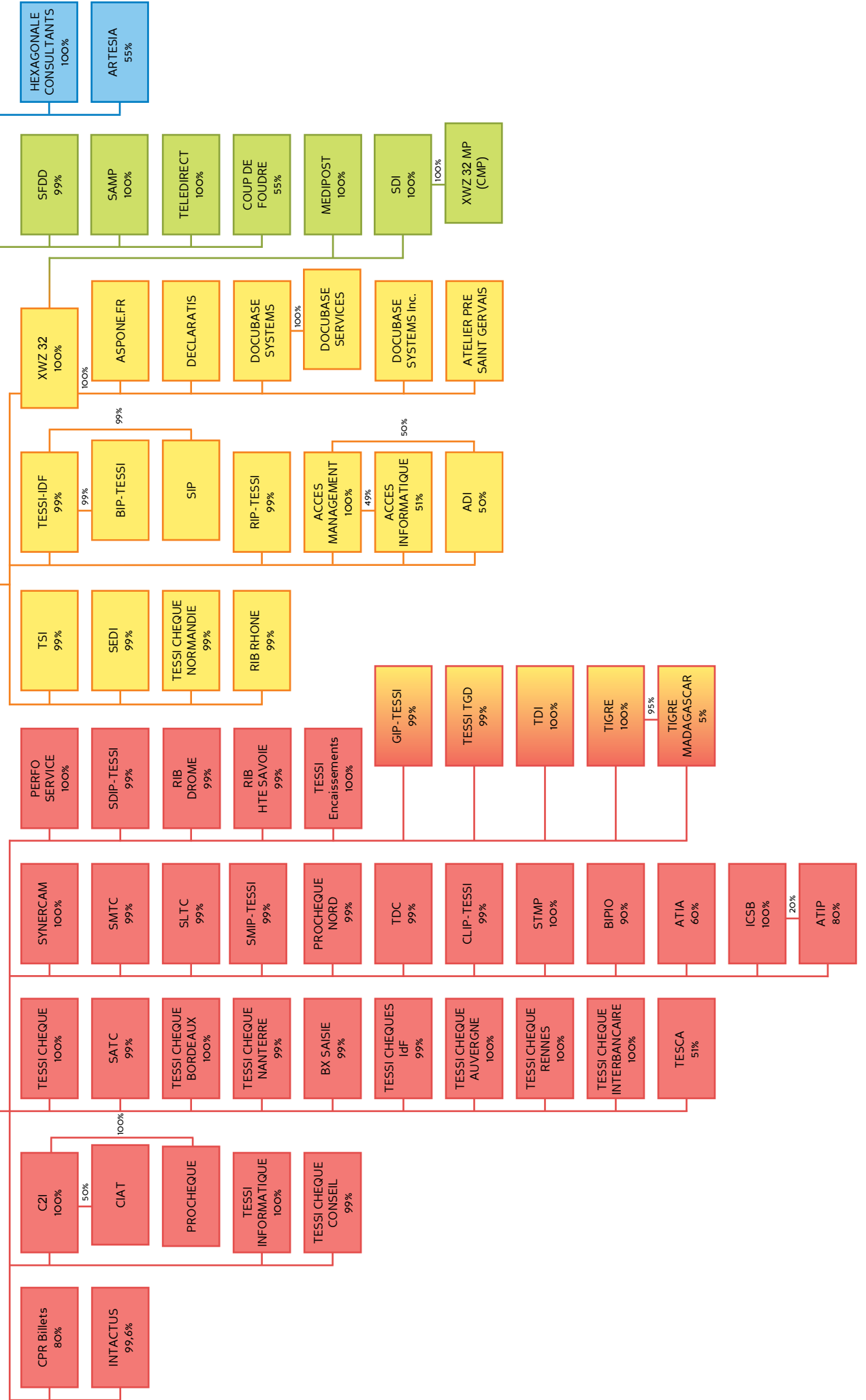


Moyens de Paiements

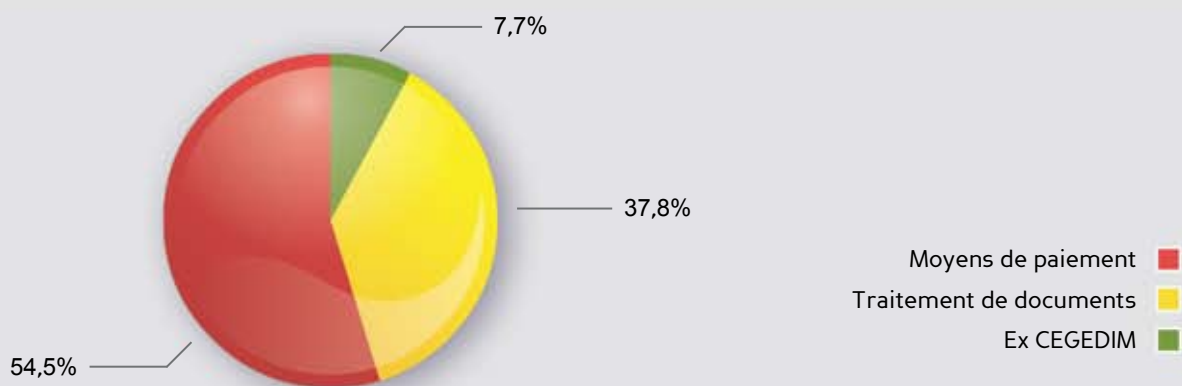
Documents

Marketing Services

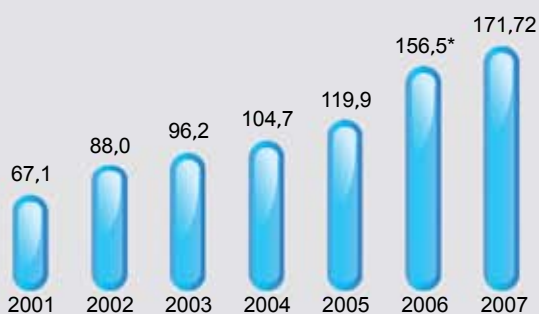
Activités transversales



## ■ Chiffre d'affaires 2007

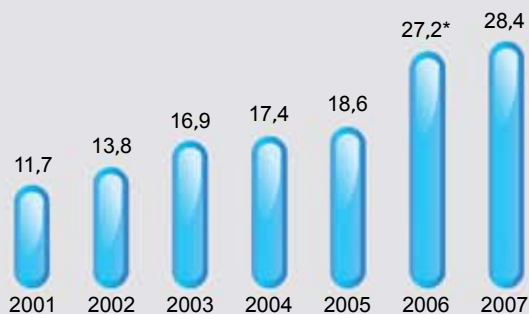


## ■ Chiffre d'affaires (en M€)



\* retraité des activités destinées à être cédées

## ■ E.B.E. (en M€)



## ■ Ratios d'endettement net

### Capitaux propres (%)



### E.B.E. (%)



## ■ Analyse du résultat net par action

### Résultat net par action



### Résultat net par action des activités poursuivies

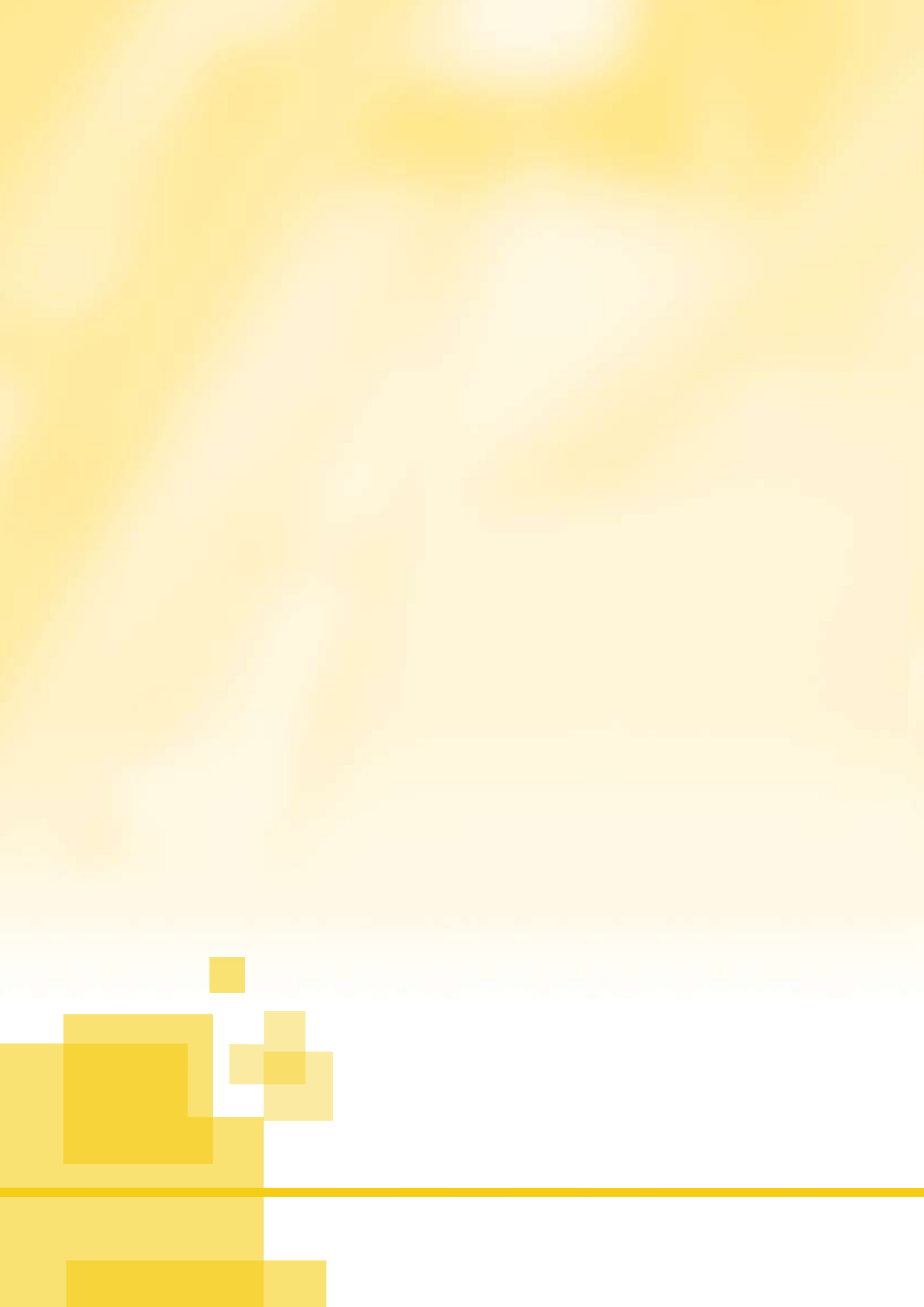


### Résultat net dilué par action



### Résultat net dilué par action des activités poursuivies





# Tableau de bord de l'actionnaire

- 28** Calendrier
- 28** Tableau de bord
- 28** Cours de bourse
- 28** Politique de dividendes
- 29** Répartition du capital et des droits de vote
- 29** Franchissements de seuil

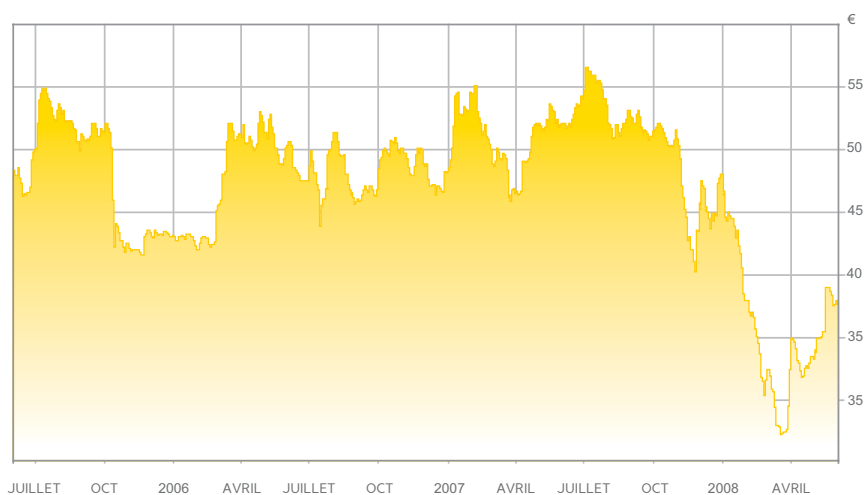
## I. CALENDRIER INDICATIF DES PUBLICATIONS EN 2008

11 février 2008	→	Chiffre d'affaires annuel 2007
17 avril 2008	→	Résultats annuels 2007
7 mai 2008	→	Chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> trimestre 2008
16 juin 2008	→	Assemblée Générale
7 août 2008	→	Chiffre d'affaires du 2 <sup>ème</sup> trimestre 2008
4 septembre 2008	→	Résultats semestriels 2008
6 novembre 2008	→	Chiffre d'affaires du 3 <sup>ème</sup> trimestre 2008

## II. TABLEAU DE BORD DE L'ACTIONNAIRE

- Introduction au second marché d'Euronext le 10 juillet 2001
- Cotation sur NYSE Euronext
- Compartiment C
- Code ISIN : FR 0004529147- TES
- Reuters : TESI.PA
- Bloomberg : TES FP
- Animateur de marché : CM-CIC Securities
- Cours d'introduction : 23 €
- Cours le + haut en 2007 : 56,40 €
- Cours le + bas en 2007 : 40,03 €

## III. ÉVOLUTION DU COURS DE BOURSE DEPUIS JUILLET 2005



## IV. POLITIQUE DE DIVIDENDES

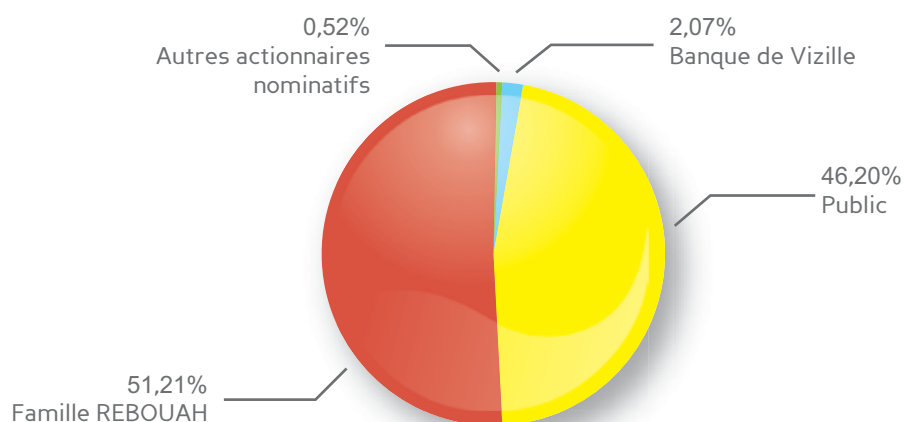
	2004	2005	2006	2007
Dividende par action	0,75 € <sup>(1)</sup>	0,80 € <sup>(2)</sup>	1,00 € <sup>(2)</sup>	1,00 € <sup>(2)</sup>

(1) Ouvrant droit à un abattement de 50% pour les personnes physiques

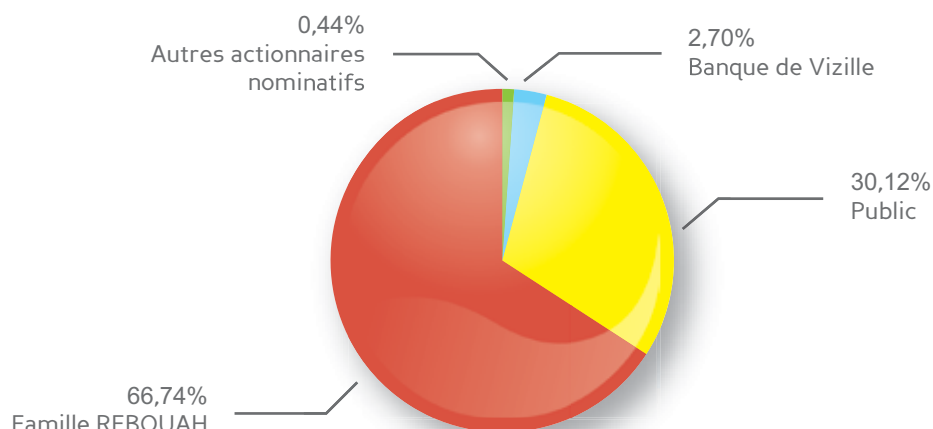
(2) Ouvrant droit à un abattement de 40% pour les personnes physiques

## V. RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 31.12.2007

### 1. Répartition du capital



### 2. Répartition des droits de vote

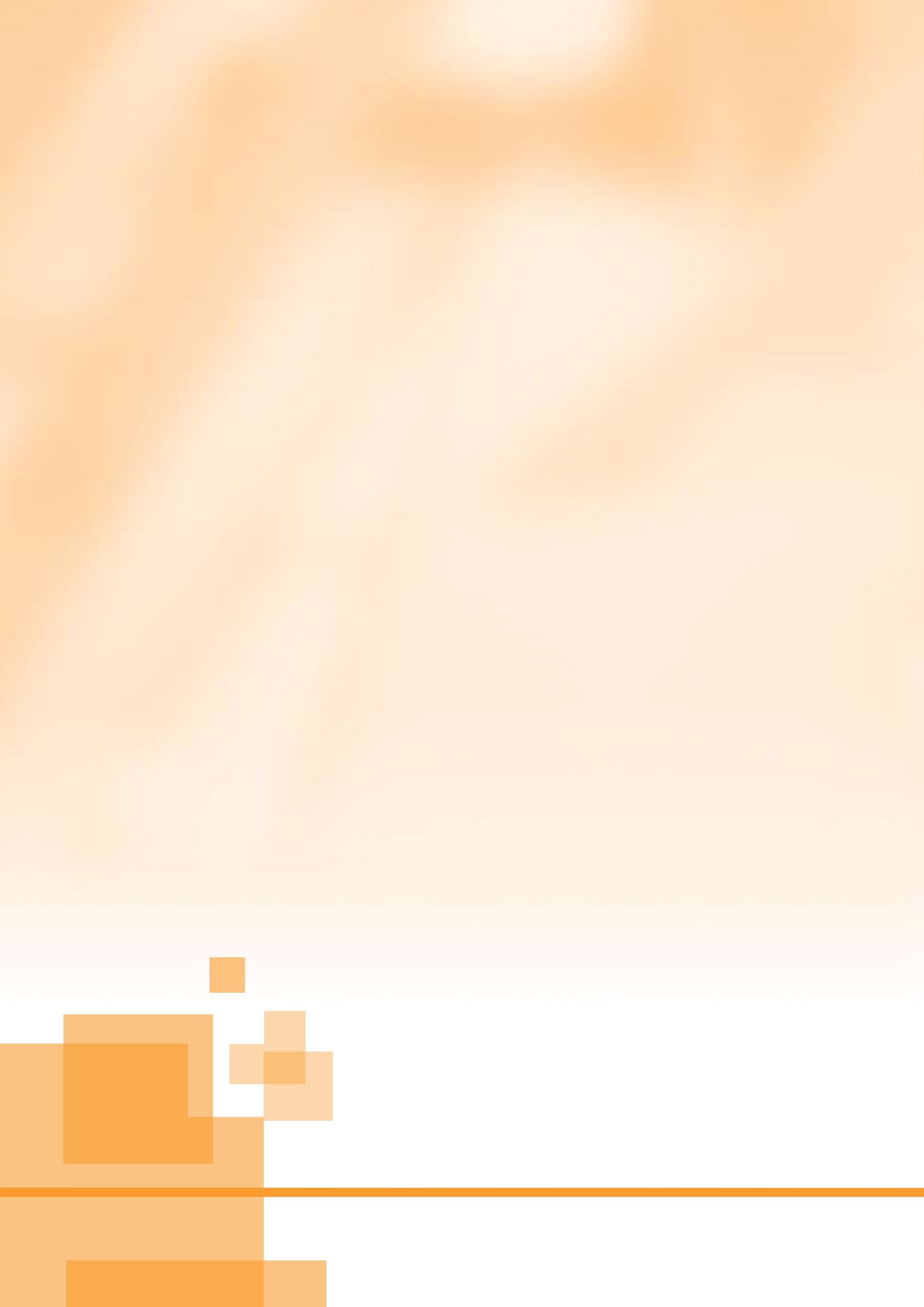


## VI. RÉPARTITION DU CAPITAL ET FRANCHISSEMENTS DE SEUIL

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de Commerce et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L.233-7 et L.233-12 dudit Code de Commerce, nous vous indiquons ci-après :

L'identité des actionnaires possédant, à la clôture de l'exercice 2007, plus de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 33,33%, 50%, 66,66%, 90% et 95% du capital social ou des droits de vote :

- la Famille REBOUAH détient 51,21% du capital social et 66,74% des droits de vote,
- la société Morgan Stanley & Co International Ltd, contrôlée par Morgan Stanley détient 6,04% du capital social,
- la société Parvus Asset Management, agissant au nom des fonds dont elle assure la gestion, détient 7,40% du capital social.



# Rapport de Gestion

# Rapport de Gestion du Conseil d'Administration sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale, en application des statuts et de la loi sur les sociétés commerciales, pour :

- vous rendre compte de l'activité de notre société et du Groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir,
- soumettre à votre approbation, les comptes sociaux, l'affectation du résultat et les comptes consolidés dudit exercice,
- vous proposer de renouveler les administrateurs dont les mandats sont arrivés à expiration,
- vous proposer de renouveler l'autorisation conférée au Conseil d'Administration de faire procéder au rachat, par la société, de ses propres actions notamment en vue de la régularisation du cours des actions.

## I. RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE

### A. PRÉSENTATION DES COMPTES SOCIAUX ET CONSOLIDÉS

Les comptes sociaux et les comptes consolidés au 31 décembre 2007 que nous soumettons à votre approbation ont été établis en conformité avec les règles de présentation et les méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les états financiers consolidés du Groupe TESSI au 31 décembre 2007 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 31 décembre 2007.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire en 2007.

Le Groupe n'est pas concerné par les amendements d'IAS1 portant sur les informations complémentaires à fournir sur le capital.

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente. Les actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

#### 1. Comptes consolidés

Les méthodes de consolidation sont décrites dans l'annexe aux comptes consolidés.

##### 1.1. Périmètre de consolidation

Les Sociétés inscrites dans le périmètre de consolidation du Groupe TESSI sont indiquées dans l'annexe aux comptes consolidés.

Le périmètre de consolidation a connu au cours de l'exercice 2007 les modifications suivantes :

#### a. Sont intervenues les acquisitions et créations des sociétés suivantes

- Acquisition au 2 juillet 2007 et consolidation par intégration globale des sociétés suivantes spécialisées dans le marketing services, la gestion électronique de l'information et des documents pour l'entreprise (GEIDE) et les portails télédéclaratifs :
  - ASP ONE.FR
  - ATELIER PRE SAINT GERVAIS
  - DECLARATIS
  - DOCUBASE SERVICES
  - DOCUBASE SYSTEMS
  - DOCUBASE SYSTEMS Inc, immatriculée aux Etats-Unis
  - MEDIPOST
  - SOCIETE DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE - SDI
  - XWZ 32
  - XWZ 32 MP
- Rachat des actions des minoritaires au 24 et 27 juillet 2007 de la société TESSI CHEQUE INTERBANCAIRE spécialisée dans les moyens de paiement.
- Acquisition au 21 octobre 2007 de la société ATIP spécialisée dans les moyens de paiements.
- Rachat des actions des minoritaires au 31 décembre 2007 de la société C2I Ingénierie spécialisée dans l'édition de solutions informatiques bancaires destinées aux moyens de paiement.

#### b. Autres mouvements

La société SFDD Logistique a fusionné avec la société SFDD, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## 1.2. Résultats consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007

En K Euros	Exercice au 31/12/2007	Rappel exercice au 31/12/2006 *	Variation 2007 / 2006 en %
Chiffre d'affaires net	171 718	156 539	9,7
Produits d'exploitation	174 466	158 911	9,8
Charges d'exploitation	152 923	138 274	10,6
Résultat opérationnel courant	21 543	20 637	4,4
Autres charges et produits opérationnels non courants	-6	235	-102,6
Résultat financier	-599	-835	28,3
Résultat avant impôt	20 938	20 037	4,5
Résultat net des sociétés intégrées	13 443	13 078	2,8
Résultat net des activités destinées à être cédées ou abandonnées	-5 653	-2 628	-115,1
Résultat net de l'ensemble consolidé	7 790	10 450	-25,5
Résultat net (part du Groupe)	7 024	9 031	-22,2
BNPA	2,43	3,14	-22,6

\* Les chiffres ont été ajustés conformément aux dispositions de la norme IFRS 5, suite à la décision de TESSI de se désengager des métiers transport de fonds, gestion de valeur et gestion des automates bancaires, et ne correspondent donc pas aux états financiers publiés dans le rapport annuel 2006.

## Situation de l'endettement net consolidé

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Valeurs mobilières de placement	13 621	13 923
Disponibilités des activités commerciales	19 172	9 917
Disponibilités des activités financières	80 665	119 745
Découverts bancaires	-8 062	-2 526
<b>Trésorerie</b>	<b>105 396</b>	<b>141 059</b>
Avances reçues pour le compte des opérations promotionnelles	-12 887	-10 532
Trésorerie gérée pour le compte de tiers dans le cadre des activités financières	-66 715	-102 207
<b>Trésorerie nette des avances</b>	<b>25 795</b>	<b>28 319</b>
Dettes financières	-45 396	-29 525
<b>Endettement net</b>	<b>-19 602</b>	<b>-1 206</b>

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Dettes financières inférieures à 1 an	12 588	7 992
Dettes financières supérieures à 1 an et inférieures à 5 ans	32 809	21 485
Dettes financières supérieures à 5 ans		48

## 2. Comptes sociaux

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007, les résultats de la société TESSI ont été les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>
Chiffre d'affaires	9 445	8 246
Produits d'exploitation	9 545	8 266
Charges d'exploitation	7 568	5 930
Résultat d'exploitation	1 977	2 336
Résultat financier	3 143	2 445
Résultat courant	5 120	4 781
Résultat exceptionnel	-30	93
Impôt sur les bénéfices	-759	-391
<b>Résultat net</b>	<b>5 848</b>	<b>5 265</b>

Nous vous précisons qu'au cours de l'exercice 2007, le capital social a été augmenté d'un montant total de 50 064 euros, par la souscription de 25 032 actions nouvelles, suite à la levée d'options de souscriptions d'actions.

Est joint en annexe au présent rapport, le tableau des résultats prévu par l'article R 225-102 du Code de Commerce.

## **B. ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES AFFAIRES, DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE, NOTAMMENT DE LA SITUATION D'ENDETTEMENT, AU REGARD DU VOLUME ET DE LA COMPLEXITÉ DES AFFAIRES**

TESSI a annoncé le 27 décembre dernier être entré dans un processus de négociations afin de céder les activités non stratégiques du transport de fonds, de gestion des valeurs et de gestion d'automates bancaires.

Ces activités ont représenté en 2007 un chiffre d'affaires de 10,6 M€ pour un résultat opérationnel courant négatif de 8,3 M€.

Dans ce cadre et conformément aux normes internationales en vigueur, ces activités sont présentées dans les comptes consolidés 2007 sur une ligne distincte « activités destinées à être cédées ou abandonnées ». Ainsi, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5, les données financières 2006 sont retraitées des activités destinées à être cédées ou abandonnées.

En 2007, TESSI a connu une forte augmentation de son niveau d'activité provenant principalement de l'impact des acquisitions réalisées le 2 juillet 2007 (sociétés acquises à CEGEDIM).

Si l'activité moyens de paiement affiche une quasi stabilité de son chiffre d'affaires 2007 comparée à 2006, le traitement de documents a connu un dynamisme particulièrement soutenu notamment, en ce qui concerne l'acquisition et la capture de données (+ 9,7%).

TESSI a dégagé en 2007 un excédent brut d'exploitation de 28,4 M€ (16,5% du CA) contre 27,2 M€ (17,3% du CA) en 2006.

TESSI affiche au 31 décembre 2007 un endettement net consolidé de 19,6 M€, sachant que deux nouveaux emprunts ont été souscrits en cours de période pour un montant de 20 M€ afin de financer les opérations de croissance externe et de rachat des minoritaires.

TESSI reste confiant dans sa poursuite de croissance et de maintien de marge importante.

## **C. ANALYSE FINANCIÈRE DES RISQUES**

### **1. Risques de taux**

Dans le cadre de son financement, TESSI souscrit des emprunts bancaires à taux variables. Les emprunts font l'objet d'une couverture d'intérêts à hauteur de 50% (opérations d'échange de conditions d'intérêt permettent de fixer le taux payé).

### **2. Risques de variation de cours**

La société n'est pas exposée de manière significative à des variations de cours.

## **II. ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE**

La société TESSI SA exerce une activité de holding.

A ce titre, elle fournit à ses filiales des prestations de Direction Générale, de services administratifs, comptables et financiers, juridiques et sociaux.

## ■ Analyse des résultats du Groupe

### 1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires a augmenté de 15,2 M€, passant de 156,5 M€ à 171,7 M€, soit une hausse de 9,7%.

Cette hausse provient notamment :

- des acquisitions réalisées le 2 juillet 2007 pour un montant de 13,4 M€,
- de l'activité traitement de documents, en augmentation de 3,2 M€ et ce sous l'impulsion d'une forte croissance organique de l'acquisition et la capture de données (+9,7%),
- des moyens de paiement, en diminution de 1,4 M€ et ce principalement du fait de la baisse d'activité constatée au niveau de l'activité intermédiation d'or qui avait connu en 2006 une année particulièrement exceptionnelle (-1,7 M€, soit -27,4% par rapport à 2006).

### 2. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant 2007 s'élève à 21,5 M€ contre 20,6 M€ en 2006. Le taux de marge opérationnelle passe donc de 13,2% à 12,6%.

Le tassement de la marge opérationnelle s'explique principalement par les activités acquises en juillet 2007 dont les chiffres d'affaires représentent 13,4 M€ en 2007 et dégagent sur cette même période un résultat opérationnel négatif de 0,6 M€.

### 3. Autres charges et produits opérationnels

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Plus ou moins values de cession	179	-108
Cession d'activité « Transfert d'argent »	0	1 527
<b>Total plus ou moins values de cession</b>	<b>179</b>	<b>1 419</b>
Litiges	0	-1 184
<b>Total autres charges et produits opérationnels non courants</b>	<b>-6</b>	<b>235</b>

L'année 2006 a été marquée par la cession par CPR Billets de l'activité transfert d'argent dégageant ainsi une plus value de 1,5 M€.

Par contre, TESSI Informatique a été condamnée à verser dans le cadre d'un contrat avec l'un de ses clients, une somme de 1,2 M€.

Il convient de noter que ce litige est né à partir d'un contrat signé avant l'acquisition de cette société en 2001.

### 4. Résultats financiers

Le résultat financier s'est amélioré de 0,2 M€ (+28,3%) et provient principalement de dividendes à caractère exceptionnel perçu d'une participation non consolidée.

### 5. Impôts sur les résultats

L'impôt sur les résultats passe de 6,9 M€ à 7,5 M€, soit un taux d'imposition faciale 2007 de 35,8%.

### 6. Résultat net des activités destinées à être cédées ou abandonnées

L'impôt de ces activités est présenté sur cette unique ligne. Il s'élève à -5,6 M€ en 2007 contre -2,6 M€ en 2006. Cet impact a été calculé en isolant les contributions de ces activités et peuvent se détailler ainsi :

<i>En millions d'euros</i>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Chiffre d'affaires	10,63	9,92
Autres produits opérationnels	0,14	0,13
Achats consommés	-0,71	-0,68
Charges de personnel	-8,49	-7,92
Autres charges opérationnelles	-2,36	-2,29
Impôts et taxes	-0,45	-0,42
Dotations aux amortissements et aux provisions	-7,03	-2,71
Résultat opérationnel courant	-8,27	-3,97
Autres charges et produits opérationnels non courants	-0,21	0,03
Résultat avant impôt	-8,48	-3,94
Impôt sur les résultats	2,83	1,31
Résultat net	-5,65	-2,63

## 7. Résultat de l'ensemble consolidé

Au final, le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à 7,8 M€ en 2007 contre 10,5 M€ en 2006.

## III. ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

La société n'a eu aucune activité en matière de recherche et de développement.

## IV. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Depuis la clôture de l'exercice 2007, aucun évènement important ayant une incidence significative sur les comptes n'est intervenu.

## V. PERSPECTIVES 2008

TESSI présente de très bonnes perspectives. L'année 2008 nous permettra de finaliser l'intégration opérationnelle des sociétés acquises en 2007 et de consolider nos marges dans un contexte de croissance organique modéré.

## VI. AFFECTATION DU RÉSULTAT

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice soit la somme de 5 848 246,47 euros de la manière suivante :

- à la réserve légale 4 650,80 €
- à titre de dividendes aux actionnaires, la somme de 2 904 370,00 €
- le solde, soit la somme de 2 939 225,67 €  
au poste « Autres réserves »

Conformément à l'article L.225-210 (al. 4) du Code de Commerce, cette proposition d'affectation est déterminée au vue des actions existantes. Dans l'éventualité où la société détiendrait une partie de ses propres actions lors de la mise en paiement, le bénéfice correspondant aux dividendes non versés en raison de ces actions sera affecté au compte « report à nouveau ».

Chaque actionnaire recevra ainsi un dividende de 1 € par action de nominal 2 €.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2008.

Conformément aux dispositions de l'article 158 3.2° du Code Général des Impôts, la distribution de dividendes proposée est éligible pour les personnes physiques domiciliées fiscalement en France à l'abattement de 40%. En cas d'option prise individuellement par un actionnaire ou un associé pour le prélèvement forfaitaire libératoire visé à l'article 117 quater du Code Général des Impôts, l'abattement visé ci-avant ne lui sera pas applicable.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividende, pour les trois précédents exercices, ont été les suivantes :

<i>Exercice</i>	<i>Dividende par action</i>	<i>Abattement fiscal pour les personnes physiques</i>
31/12/2004	0,75 €	50%
31/12/2005	0,80 €	40%
31/12/2006	1,00 €	40%

## VII. DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 46 239 € correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

Nous vous indiquons que ces dépenses n'ont pas donné lieu au paiement d'impôt au titre de cet exercice.

## VIII. RENOUVELLEMENT DE MANDATS D'ADMINISTRATEURS

Les mandats d'Administrateur de Monsieur Michel ANGÉ et de la société FONDELYS arrivant à expiration à l'issue de la présente Assemblée, nous vous proposons de les renouveler pour une nouvelle période de six années, soit jusqu'à l'Assemblée qui sera appelée en 2014 à statuer sur les comptes de l'exercice clos 31 décembre 2013.

## IX. FIXATION DE JETONS DE PRÉSENCE

Nous vous proposons d'allouer à votre Conseil d'Administration, à titre de jetons de présence, pour l'exercice 2008, une somme globale de 60 000 €.

## X. CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE L.225-38 DU CODE DE COMMERCE

Vos Commissaires aux Comptes vous donneront lecture de leur rapport, lequel mentionne les conventions dûment autorisées par le Conseil d'Administration au titre des exercices antérieurs et qui se sont poursuivies pendant l'exercice clos le 31 décembre 2007.

## XI. CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE L.225-39 DU CODE DE COMMERCE

La liste des conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales dont l'objet ou les implications financières sont significatives pour les parties, a été tenue à votre disposition dans les délais légaux et communiquée à vos Commissaires aux Comptes.

## XII. AUTORISATIONS DONNÉES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

### RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION DONNÉE À LA SOCIÉTÉ D'ACHETER EN BOURSE SES PROPRES ACTIONS

Nous vous proposons d'autoriser à nouveau la Société à opérer en Bourse sur ses propres actions, dans le cadre des dispositions de l'article L.225-209 du Code de Commerce et conformément aux dispositions du Règlement Européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003, et sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires applicables au moment de son intervention, aux fins exclusives, par ordre de priorité :

- d'interventions réalisées par un prestataire de service d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité établi conformément à la charte de déontologie de l'AFEI,
- de conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport,
- de couverture de plans d'options,
- d'annulation des actions achetées,
- de couverture de titres de créances convertibles en actions.

Il n'est pas envisagé d'autres utilisations de ce programme de rachat d'actions.

Les opérations effectuées dans le cadre du programme de rachat seront réalisées conformément la réglementation en vigueur.

Un document d'information sera diffusé conformément à la réglementation en vigueur après la décision, s'il y a lieu, du Conseil d'Administration de procéder au lancement effectif du programme de rachat autorisé par l'Assemblée Générale.

- Nombre maximum d'actions à acquérir : maximum de 10% du capital social (incluant les actions déjà détenues) dont 5% du capital social s'il s'agit d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport.
- Prix unitaire maximum d'achat, sous réserve des ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la société, fixé à 75 euros (hors frais d'acquisition).

Le montant maximum théorique destiné à la réalisation de ce programme est de 21 782 775 € financé soit sur ressources propres soit par recours à du financement externe à court ou moyen terme.

Les rachats d'actions pourront s'opérer par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, en une ou plusieurs fois, y compris en période d'offre publique.

Validité de l'autorisation : à compter de la date de l'Assemblée Générale Annuelle statuant sur les comptes au 31 décembre 2007 jusqu'à la date de la prochaine Assemblée Générale d'approbation des comptes, dans la limite légale de dix-huit mois.

Le Conseil d'Administration devra, si vous adoptez cette résolution, vous rendre compte chaque année de l'usage de cette autorisation.

## XIII. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Nous vous avons exposé l'activité des filiales en vous rendant compte de l'activité du Groupe. Le tableau des filiales et participations est annexé au présent rapport.

Au cours de l'exercice écoulé, notre société a pris les participations suivantes :

- ATIP,
- XWZ 32,
- TESSI CHEQUE INTERBANCAIRE,
- C2I Ingenierie.

Concernant ces participations, nous vous apportons les informations suivantes :

- **Prises de participation directe et accroissement de participations**

Au cours de l'exercice écoulé, notre Société a pris des participations ou accru son taux de participation en capital et en droits de vote \* dans les sociétés, ayant leur siège social sur le territoire français, suivantes :

Nom des Sociétés	Quote-part du capital détenu avant l'opération en capital et en droits de vote		Quote-part du capital détenu après l'opération en capital et en droits de vote	
	en capital	en droits de vote	en capital	en droits de vote
ATIP			80 %	80 %
XWZ 32			100 %	100 %
TESSI CHEQUE INTERBANCAIRE	50 %	50 %	100 %	100 %
C2I Ingenierie	50,02 %	50,02 %	100 %	100 %

\* plus du 20<sup>ème</sup>, du 10<sup>ème</sup>, du 5<sup>ème</sup>, du tiers, de la moitié, des deux tiers et des 18/20<sup>e</sup> du capital ou des droits de vote

## XIV. SOCIÉTÉS CONTROLÉES

### Directement

• TESSI ILE DE FRANCE	Traitement de documents
• TESSI CHEQUE NORMANDIE	Traitement de documents
• RIP TESSI	Traitement de documents
• GIP TESSI	Traitement de documents / Moyens de paiement
• SDIP TESSI	Moyens de paiement
• PERFO SERVICE	Moyens de paiement
• SMIP TESSI	Moyens de paiement
• TESSI CHEQUE NANTERRE	Moyens de paiement
• SLTC	Moyens de paiement
• SMTC	Moyens de paiement
• CLIP TESSI	Moyens de paiement
• SEDI	Traitement de documents
• SATC	Moyens de paiement
• BORDEAUX SAISIE	Moyens de paiement
• TDC TESSI	Moyens de paiement
• SFDD	Marketing opérationnel
• TSI ACTION INFORMATIQUE	Traitement de documents
• TELEDIRECT	Marketing opérationnel
• PROCHEQUE NORD	Moyens de paiement
• PROCHEQUE	Moyens de paiement
• SYNERCAM	Moyens de paiement
• TESSI CHEQUE	Moyens de paiement
• TESSI TGD	Traitement de documents / Moyens de paiement
• HEXAGONALE CONSULTANTS	Conseil et Informatique
• TESSI CHEQUES ILE DE FRANCE	Moyens de paiement
• TESSI INFORMATIQUE	Conseil et Informatique
• TESSI CHEQUE CONSEIL	Moyens de paiement
• SAMP	Marketing opérationnel
• TESSI CHEQUE RENNES	Moyens de paiement

• TESSI CHEQUE Auvergne	Moyens de paiement
• TESSI CHEQUE Interbancaire	Moyens de paiement
• TESSI Encaissements	Moyens de paiement
• ACCES Développement Interactif	Traitement de documents
• ACCES Informatiques	Traitement de documents
• ACCES Management	Traitement de documents
• BIPIO	Moyens de paiement
• RIB INFORMATIQUE DROME	Moyens de paiement
• RIB INFORMATIQUE RHONE	Traitement de documents
• RIB INFORMATIQUE HAUTE SAVOIE	Moyens de paiement
• C2I	Moyen de paiement
• TIGRE	Moyens de paiement / Traitement de documents
• TIGRE MADAGASCAR	Moyens de paiement
• TDI	Moyens de paiement
• TESSI CHEQUE BORDEAUX	Moyens de paiement
• TESCA	Moyens de paiement
• STMP	Moyens de paiement
• CPR BILLETS	Traitement de devises, vente et dépôt de monnaie or et traitement fiduciaire de l'Euro
• KEEPWAY	Transport de fonds
• INTACTUS	Transport sécurisé
• COUP DE FOUDRE	Conseil en Communication
• ARTESIA	Communication en 3 D
• ATIA	Moyens de paiement
• I.C.S.B.	Moyens de paiement
• ATIP	Moyens de paiement
• XWZ 32	Holding

## Indirectement

• BIP TESSI par TESSI ILE DE FRANCE	Traitement de documents
• SIP par TESSI ILE DE FRANCE	Traitement de documents
• SOFT PROMO par TELEDIRECT	Marketing opérationnel
• CIAT par C2I Ingenierie	Moyens de paiement
• ASP ONE.FR par XWZ 32	Portail télédéclaratif
• ATELIER PRE SAINT GERVAIS par XWZ 32	Traitement de documents
• DECLARATIS par XWZ 32	Portail télédéclaratif
• DOCUBASE SERVICES par DOCUBASE SYSTEMS	Traitement de documents
• DOCUBASE SYSTEMS par XWZ 32	Gestion électronique de documents
• DOCUBASE SYSTEMS Inc par XWZ 32	Gestion électronique de documents
• MEDIPOST par XWZ 32	Marketing services
• SOCIETE DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE - SDI par XWZ 32	Marketing services
• XWZ 32 MP par SDI	Marketing services

## XV. STOCK-OPTIONS

Conformément aux dispositions de l'article L.225-184 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale doit être informée des plans d'options mis en œuvre par le biais d'un rapport spécial, annexé au présent rapport.

## XVI. COMPTE-RENDU DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES PAR LA SOCIÉTÉ SUR SES PROPRES ACTIONS AU COURS DE L'EXERCICE

En application des dispositions de l'article L.225-211 alinéa 2 du Code de Commerce et dans le cadre de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2007, nous vous informons que la société a procédé aux opérations suivantes au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007 :

• nombre d'actions achetées au cours de l'exercice :	29 430
• nombre d'actions vendues au cours de l'exercice :	29 605
• cours moyen des achats :	50,56 €
• cours moyen des ventes :	50,24 €
• montant des frais de négociation :	0
• nombre d'actions inscrites au nom de la société au 31 décembre 2007 :	1 278
• valeur évaluée des actions au cours d'achat :	64 616 €
• valeur nominale des actions :	2 €
• fraction du capital qu'elles représentent :	0,04%

Information sur la réalisation des opérations d'achat d'actions par finalités fixées dans le programme de rachat d'actions arrêté par l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2007 :

Finalités	Nombre d'actions acquises	Prix d'achat €	Volume d'actions utilisées	Réallocations éventuelles
Contrat de liquidité	1 278	50,56		

Pour votre information, le cours de l'action TESSI était de 48,49 euros à l'ouverture de l'exercice le 2 janvier 2007, et de 48 euros à la clôture le 31 décembre 2007.

Nous vous apportons les précisions suivantes sur la liquidité moyenne du titre :

• cours moyen :	50,43 €
• volume moyen :	2 124 titres
• journée de transaction moyenne :	107 126 €

## XVII. INFORMATIONS RELATIVES AU CAPITAL SOCIAL ET AUX DROITS DE VOTE

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de Commerce et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L.233-7 et L.233-12 dudit Code de Commerce, nous vous indiquons ci-après :

1) l'identité des actionnaires possédant, à la clôture de l'exercice 2007, plus de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 33,33%, 50%, 66,66%, 90% et 95% du capital social ou des droits de vote :

- la Famille REBOUAH détient 51,21% du capital social et 66,74% des droits de vote,
- la société Morgan Stanley & Co International Ltd, contrôlée par Morgan Stanley détient 6,04% du capital social,
- la société Parvus Asset Management, agissant au nom des fonds dont elle assure la gestion, détient 7,40% du capital social.

2) Notifications de franchissements de seuils communiqués à la Société, depuis le 1<sup>er</sup> jour de l'exercice 2007 jusqu'au jour de l'établissement du présent rapport :

- (avis AMF du 30 mars 2007 n° 207C0581) : La société Morgan Stanley & Co International Ltd, contrôlée par Morgan Stanley a déclaré avoir franchi :
  - en hausse le 22 mars 2007, les seuils de 10% en capital et de 5% des droits de vote et détenir ainsi 13,17% du capital de la société et 8,59% des droits de vote,
  - en baisse le 26 mars 2007 le seuil de 10% en capital et détenir 7,94% du capital et 5,17% des droits de vote.
- (avis AMF du 22 août 2007 n° 207C1918) : La société Morgan Stanley & Co International Ltd, contrôlée par Morgan Stanley a déclaré avoir franchi :
  - en hausse le 13 août 2007, les seuils de 10% en capital et détenir ainsi 10,59% du capital de la société et 6,90% des droits de vote,
  - en baisse le 14 août 2007 le seuil de 10% en capital et détenir 9,98% du capital et 6,50% des droits de vote,
  - en baisse le 15 août 2007 le seuil de 5% des droits de vote et détenir 6,04% du capital et 3,93% des droits de vote.

## **XVIII. OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LES DIRIGEANTS, OU PAR DES PERSONNES AUXQUELLES ILS SONT ÉTROITEMENT LIÉS, SUR LEURS TITRES**

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, nous vous présentons ci-après un état récapitulatif des opérations réalisées sur les titres de la société au cours de l'exercice 2007 par les dirigeants ou par des personnes auxquelles ils sont étroitement liés, établi sur la base des informations qui nous ont été communiquées :

• Nombre de titres cédés :	7 317
• Nombre de titres acquis :	Néant
• Nombre de titres souscrits :	14 827
• Nombre de titres échangés :	Néant

## **XIX. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE**

Conformément aux dispositions du nouvel article L.225-100-3 du Code de Commerce, nous vous communiquons les informations complémentaires suivantes, susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

- Structure du capital social de la société

Le capital social est divisé en 2 900 017 actions de 2 € de valeur nominale.

Conformément aux dispositions légales, le Conseil d'Administration a établi un rapport spécial sur les stock-options pour l'exercice clos au 31 décembre 2007, qui est annexé au rapport de gestion.

Le rapport spécial du Conseil d'Administration mentionne le nombre d'options de souscription exercées au cours de l'exercice 2007.

En complément du rapport spécial susvisé, nous vous informons que 84 612 options de souscription d'actions ont été attribuées à des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe dans le cadre des différents plans de stock-options.

Nous vous informons également qu'il n'existe pas d'autres valeurs mobilières composées et qu'il n'y a pas de droits de contrôle spéciaux.

- Vous trouverez au point XVII du rapport de gestion toutes informations relatives au capital social et aux droits de vote.

Nous vous précisons que la société n'a pas connaissance d'accords entre actionnaires qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote.

Il n'existe pas de clauses statutaires restrictives en matière de transferts d'actions ou d'exercice du droit de vote.

L'article 29 des statuts sociaux prévoit cependant que « tout titulaire d'actions entièrement libérées qui justifie d'une inscription nominative à son nom depuis quatre ans au moins, jouit du droit de vote double ».

- Les règles applicables à la nomination et au remplacement des Administrateurs ainsi qu'à la modification des statuts de la société sont les règles légales. Des informations relatives au Conseil d'Administration de la société vous sont communiquées dans le rapport du Président du Conseil d'Administration sur les procédures de contrôle interne.
- Vous trouverez annexées au rapport de gestion, les délégations données au Conseil d'Administration en matière d'augmentation de capital.
- Les accords conclus par la société, qui seraient modifiés ou qui prendraient fin en cas de changement de contrôle de la société, ne peuvent être communiqués car leur divulgation porterait gravement atteinte aux intérêts de la société.
- Nous vous précisons qu'il n'y a pas d'accords prévoyant des indemnités pour les Administrateurs ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.

## XX. ACTIONNARIAT DES SALARIÉS DE LA SOCIÉTÉ

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de Commerce, nous vous rendons compte de la proportion de capital que représentent au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2007, les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code de Commerce :

- dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise, d'un fond commun de placement d'entreprise,
- et/ou directement, au titre de la participation aux résultats, mais seulement durant la période d'incessibilité prévue par la loi.

→ Le pourcentage de détention s'élève à **0,106%**.

## XXI. INFORMATIONS RELATIVES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Afin de satisfaire aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-dessous :

- de la rémunération totale fixe et exceptionnelle et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice, à chaque mandataire social, ainsi que du montant de la rémunération et des avantages de toute nature que chacun de ces mandataires a reçu durant l'exercice de la part des sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 du Code de Commerce, ou de la société qui contrôle, au sens du même article, la société dans laquelle le mandat est exercé :

- Monsieur Marc REBOUAH	307 022,67 €
- Mademoiselle Corinne REBOUAH	111 841,96 €
- Monsieur Julien REBOUAH	20 000,00 €
- Monsieur Frédéric VACHER	238 280,00 €
- La société FONDELYS	20 000,00 €
- Monsieur Michel ANGÉ	20 000,00 €

- des engagements de toutes natures pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus du fait de la cessation ou du changement de fonction :

- Néant



M. Michel ANGÉ	TESSI SA LYONNAISE DE BANQUE SA BANQUE DE VIZILLE SA  BIOMERIEUX SA  FONDATION RICHARD FINANCIERE DELION SAS LA RESERVE DE BEAULIEU SAS Centre Technique des Institutions de Prévoyance - CTIP Fonds de Garantie des Institutions de Prévoyance APICIL PREVOYANCE APICIL GESTION LE PETIT MONDE- Association 1901 Fondation APICIL GERP - ADERIA Groupement National de Prévoyance Association des Amis de L'Université de Lyon	Administrateur Administrateur Vice-Président du Conseil de Surveillance et Administrateur Administrateur et Président du Comité d'Audit Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur  Vice-Président  Président Administrateur Administrateur Président Président Administrateur Administrateur
M. Frédéric VACHER	TESSI SA SARL ATIP SARL PROCHEQUE NORD SARL STMP SARL TESSI CHEQUE CONSEIL SARL TESSI CHEQUE NORMANDIE SARL TESSI CHEQUES ILE DE FRANCE SARL TDI SAS ICSB SAS TESCA SAS TESSI CHEQUE RENNES SAS TESSI CHEQUE AUVERGNE SAS TIGRE SAS TESSI CHEQUE BORDEAUX SA TESSI TGD BIPIO SA CPR BILLETS	Administrateur Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Gérant Président Président Président Président Président Président Président Président-Directeur Général Chairman & Administrateur Membre du Conseil de Surveillance

## XXII. INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 alinéa 4 du Code de Commerce, nous vous donnons ci-après les informations relatives à la prise en compte des conséquences sociales et environnementales de notre activité.

Nous vous informons que les données sociales relatives aux sociétés entrées dans le périmètre en cours d'exercice sont reprises pour leur totalité au titre de chaque exercice civil.

### A. Informations sociales

#### 1. EMPLOI

##### 1.1. Effectifs du Groupe

###### ■ Effectif total

L'effectif global du Groupe TESSI au 31.12.2006 s'élevait à 2 558 salariés.

2 225 salariés appartenait à la catégorie des employés, 333 à celle des cadres et assimilés.

Au 31 décembre 2007, l'effectif global est de 2 948 salariés, soit 2 579 employés et 369 cadres et assimilés.

Il est à souligner que l'effectif des salariés intermittents (152 en 2006 et 2007) n'a pas été comptabilisé dans cet effectif global.

	2005	2006	2007
Employés	2 244	2 225	2 579
Cadres & Assimilés	329	333	369
<b>Effectif total</b>	<b>2 573</b>	<b>2 558</b>	<b>2 948</b>

#### ■ Effectif CDI

En 2006, le nombre de salariés en CDI était de 2 148 : 1 819 appartenant à la catégorie des employés, contre 329 cadres ou assimilés.

En 2007, 2 532 salariés sont en CDI, soit une augmentation du nombre d'employé de 345 salariés et 39 cadres et assimilés.

	2005	2006	2007
Employés	1 809	1 819	2 164
Cadres & Assimilés	324	329	368
<b>Effectif total</b>	<b>2 133</b>	<b>2 148</b>	<b>2 532</b>

#### ■ Effectif CDD

Pour l'année 2007, 1 546 Contrats à Durée Déterminée ont été réalisés avec un effectif présent au 31.12.2007 de 416 personnes.

	2005	2006	2007
Employés	435	405	415
Cadres & Assimilés	5	4	1
<b>Effectif total</b>	<b>440</b>	<b>409</b>	<b>416</b>

## 1.2. Recrutement

En 2006, 257 salariés ont été recrutés en contrat à durée indéterminée. Parmi ceux-ci, on recense 220 employés et 37 cadres ou assimilés.

En 2007, le nombre d'embauches s'est élevé à 429 personnes, dont 325 employés et 104 cadres et assimilés. Ce chiffre comprend l'intégration des nouvelles entités rachetées en cours d'exercice.

	2005			2006			2007		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	114	207	321	77	143	220	141	184	325
Cadres & Assimilés	20	10	30	20	17	37	65	39	104
<b>Effectif total</b>	<b>134</b>	<b>217</b>	<b>351</b>	<b>97</b>	<b>160</b>	<b>257</b>	<b>206</b>	<b>223</b>	<b>429</b>

En 2006, 1 093 salariés ont été recrutés en contrat à durée déterminée. La plupart font partie de la catégorie des employés. Il s'agit en grande majorité de femmes.

En 2007, 1 546 salariés ont été recrutés en contrat à durée déterminée. Il s'agit toujours, en majorité d'employés et de femmes.

	2005			2006			2007		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	281	913	1 194	300	788	1 088	430	1 112	1 542
Cadres & Assimilés	5	5	10	1	4	5	4	0	4
<b>Effectif total</b>	<b>286</b>	<b>918</b>	<b>1 204</b>	<b>301</b>	<b>792</b>	<b>1 093</b>	<b>434</b>	<b>1 112</b>	<b>1 546</b>

### 1.3. Départs

#### ■ Nombre de licenciements pour cause économique

	2005			2006			2007		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	10	47	57	22	64	86	8	41	49
Cadres & Assimilés	2	0	2	14	6	20	1	3	4
<b>Effectif total</b>	<b>12</b>	<b>47</b>	<b>59</b>	<b>36</b>	<b>70</b>	<b>106</b>	<b>9</b>	<b>44</b>	<b>53</b>

#### ■ Nombre de licenciements pour d'autres causes

	2005			2006			2007		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	24	53	77	19	43	62	31	57	88
Cadres & Assimilés	12	4	16	11	3	14	13	10	23
<b>Effectif total</b>	<b>36</b>	<b>57</b>	<b>93</b>	<b>30</b>	<b>46</b>	<b>76</b>	<b>44</b>	<b>67</b>	<b>111</b>

#### ■ Nombre de départs à la retraite

	2005			2006			2007		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	1	8	9	1	10	11	3	8	11
Cadres & Assimilés	0	1	1	0	0	0	0	0	0
<b>Effectif total</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>11</b>

#### ■ Nombre de démissions

	2005			2006			2007		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	51	86	137	18	75	93	22	56	78
Cadres & Assimilés	11	5	16	9	4	13	11	5	16
<b>Effectif total</b>	<b>62</b>	<b>91</b>	<b>153</b>	<b>27</b>	<b>79</b>	<b>106</b>	<b>33</b>	<b>61</b>	<b>94</b>

#### ■ Nombre de fin de contrat à durée déterminée

	2005			2006			2007		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	237	587	824	205	623	828	295	787	1 082
Cadres & Assimilés	7	5	12	1	2	3	1	2	3
<b>Effectif total</b>	<b>244</b>	<b>592</b>	<b>836</b>	<b>206</b>	<b>625</b>	<b>831</b>	<b>296</b>	<b>789</b>	<b>1 085</b>

## 2. RÉMUNERATION ET CHARGES ACCESSOIRES

### 2.1. Masse salariale

La masse salariale de l'année 2006 était de 60 935 374 €. Les charges sociales s'élevaient à 23 192 054 € (soit 38%).

La masse salariale de l'année 2007 est de 67 571 990 € soit une hausse d'un peu moins de 11%. Les charges sociales s'élèvent à 25 739 696 € soit une hausse de 11%.

	2005	2006	2007
Masse salariale	54 607 160 €	60 935 374 €	67 571 990 €
Charges sociales	21 306 438 €	23 192 054 €	25 739 696 €

### 2.2. Heures supplémentaires

Les heures supplémentaires réalisées sur 2006 s'élevaient à 51 698 heures soit un équivalent temps plein de 32 personnes environ.

En 2007, le nombre d'heures supplémentaires est quasi stable avec 51 725 heures réalisées.

	2005	2006	2007
Heures supplémentaires	49 938	51 698	51 725

### 2.3. Participation

En 2006, le montant de la réserve brute de participation était de 885 782 €, ce qui représentait 836 266 € en participation nette. Le nombre de bénéficiaires était de 1 485 salariés, avec une part moyenne de 563 € par personne.

En 2007, le montant de la réserve brute s'est élevé à 707 239 €, pour une réserve nette de 652 358 €. Le nombre de bénéficiaires a été de 1 529 avec une part moyenne de 427 €.

	2005	2006	2007
Réserve brute	591 675 €	885 782 €	707 239 €
Réserve nette	558 581 €	836 266 €	652 358 €
Nombre de bénéficiaires	1 457	1 485	1 529
Part moyenne	383 €	563 €	427 €

## 3. CONDITIONS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

### 3.1. Accidents

Le nombre d'accidents avec arrêt a diminué de 27% entre 2006 et 2007.

	2005	2006	2007
Nombre d'accidents avec arrêt	52	66	48

### 3.2. Nombre de journées perdues

Le nombre de journées perdues pour cause d'accident du travail et accident de trajet était de 4 340 pour l'année 2006. En 2007, 3 171 journées ont été perdues, soit une baisse de 27% par rapport à l'année précédente.

	2005	2006	2007
Nombre de journées perdues	2 231	4 340	3 171

## 4. AUTRES CONDITIONS DE TRAVAIL

### 4.1. Absentéisme

La cause la plus fréquente d'absentéisme est la maladie, avec 25 370 journées perdues recensées en 2006, 25 368 en 2007.

La maternité a été à l'origine de 11 184 journées d'absence en 2006 et 9 096 en 2007.

Le nombre de journées perdues pour cause d'accidents du travail a diminué entre 2006 et 2007, passant de 3 903 à 2 538.

Au total, le nombre de journées d'absence s'élève donc à 41 414 sur l'année 2006, et à 37 315 sur 2007, soit 4 099 journées perdues en moins.

	2005	2006	2007
Maladie	33 514	25 370	25 368
Accident du travail	2 688	3 903	2 538
Maternité	12 005	11 184	9 096
Evènements familiaux	781	957	313
Total	48 988	41 414	37 315

### 4.2. Travailleurs handicapés

En 2006, le nombre de salariés déclarés inaptes définitivement à leur emploi par le médecin du Travail était de 6. Il est de 1 en 2007.

Aucun salarié n'a pu être reclassé dans l'entreprise suite à inaptitude.

	2005	2006	2007
Salariés déclarés inaptes définitivement par le médecin du travail	2	6	1

## 5. FORMATION

### 5.1. Part de la masse salariale

L'entreprise a consacré, en 2006 ainsi qu'en 2007, 0,90% de sa masse salariale à la formation continue (hors CIF et contrats en alternance), ce qui est conforme à l'obligation de dépense imposée par la loi.

	2005	2006	2007
Formation	0,90%	0,90%	0,90%

## 5.2. Stagiaires

Le nombre total de stagiaires formation sur 2006 était de 424, répartis entre 304 employés et 120 cadres et assimilés. En 2007, le nombre total de stagiaires formé est de 396. En 2007 comme en 2006, les femmes sont au total plus représentées que les hommes parmi les stagiaires.

	2005			2006			2007		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Employés	89	98	187	105	199	304	111	175	286
Cadres & Assimilés	110	65	175	72	48	120	58	52	110
Effectif total	199	163	362	177	247	424	169	227	396

## 6. RELATIONS PROFESSIONNELLES

### 6.1. Elections des DP

En 2006, la participation aux élections des Délégués du personnel a été de 76%, sur un nombre d'inscrits de 1 025. En 2007, elle est passée à 55,76% de votants pour 849 inscrits.

	2005	2006	2007
Pourcentage de votants	72,00%	76,00%	55,76%

### 6.2. Election du comité d'établissement

La participation aux élections du Comité d'Etablissement a été, en 2006, de 58,45%, sur un nombre d'inscrits de 562. En 2007, la participation s'est élevée à 47,06%, pour un nombre d'inscrits de 724.

	2005	2006	2007
Pourcentage de votants	51,37%	58,45%	47,06%

## 7. CONDITIONS DE VIE DES SALARIÉS

En 2006, 2 258 salariés travaillaient à temps plein, c'est-à-dire un horaire de 151,67 heures par mois.

Les salariés concernés par le temps partiel étaient en majorité des femmes (elles représentaient 84% des travailleurs à temps partiel).

En ce qui concerne le travail de nuit, la différence entre hommes et femmes est légèrement moins importante: 7 hommes sont concernés, contre 45 femmes. Les femmes représentent donc 86% des salariés concernés par le travail de nuit.

En 2007, le nombre de salariés à temps plein est en augmentation passant de 2 258 à 2 781.

Le nombre de salariés à temps partiel a quant à lui légèrement diminué passant de 340 salariés à 319 (baisse de 6%).

Cependant les femmes représentent toujours la majorité des travailleurs à temps partiel (85% des effectifs).

Le nombre de travailleurs de nuit a encore diminué en 2007 par rapport à 2006 et 2005.

	2005			2006			2007		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Salariés temps plein	714	1 548	2 262	700	1 558	2 258	964	1 813	2 781
Travailleurs de nuit	10	61	71	7	45	52	7	41	48
Salariés temps partiel	11	231	242	54	286	340	48	271	319

## B. Informations Environnementales

Nous vous informons également que notre activité n'a pas de conséquence particulière sur l'environnement.

### XXIII. RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L.225-37 du Code de Commerce, le Président du Conseil d'Administration rend compte, dans un rapport joint aux présentes, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société et des éventuelles limitations que le Conseil d'Administration apporte aux pouvoirs du Directeur Général.

### XXIV. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES DÉLÉGATIONS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de Commerce, sont annexées au présent rapport, les informations relatives :

- aux délégations de compétence et de pouvoir, en cours de validité, accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital,
- à l'usage fait au cours de l'exercice des délégations visées ci-dessus.

### XXV. CONTRÔLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous allons vous donner lecture des rapports généraux et spéciaux des Commissaires aux Comptes relatifs :

- aux comptes sociaux,
- aux comptes consolidés,
- aux procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière,
- aux conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de Commerce,
- à l'annulation des titres acquis dans le cadre du programme d'achat par la Société de ses propres actions.

Nous espérons que l'ensemble des résolutions qui vous sont présentées, recevront votre agrément.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

## ANNEXE

### RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES DÉLÉGATIONS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Afin de satisfaire aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-dessous des informations relatives :

#### 1. aux délégations de compétence et de pouvoir, en cours de validité, accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital :

L'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2007 a :

- autorisé la société à augmenter son capital social par émission de toutes valeurs mobilières, avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription, selon les cas, avec délégation au Conseil d'Administration pour une durée de vingt-six mois, à l'effet de décider lesdites émissions,
- dans le délai de vingt-six mois susvisé, autorisé le Conseil d'Administration à l'effet de fixer, selon les modalités arrêtées par ladite Assemblée Générale, le prix d'émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, sans droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10% du capital,
- autorisé pour une durée de vingt-six mois, le Conseil d'Administration à émettre des actions ordinaires, avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour rémunérer des apports de titres en cas d'OPE ou d'apport en nature,
- a autorisé pour une durée de vingt-six mois le Conseil d'Administration à augmenter le nombre de titres à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital exposée ci-dessus, en cas de demandes excédentaires de souscription, le tout dans les conditions de l'article L.225-135-1 du Code de Commerce,
- autorisé pour une durée de vingt-six mois le Conseil d'Administration à procéder sur ses seules décisions, à une augmentation de capital réservée à l'ensemble des salariés de la Société et des sociétés de son groupe dans les conditions prévues par l'article L.443-5 du code du travail,
- autorisé, pour une durée de trente-huit mois, le Conseil d'Administration à attribuer des options de souscription ou d'achat d'actions au profit de salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe.

#### 2. à l'usage fait au cours de l'exercice des délégations visées ci-dessus :

Le Conseil d'Administration du 15 juin 2007 a attribué 10 442 options de souscription d'actions à des salariés du Groupe.



# Comptes consolidés au 31 décembre 2007

# Comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007

## I. COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2007

### A. COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2006 ET 31 DÉCEMBRE 2007

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<i>31/12/2007</i>	<i>31/12/2006*</i>
Chiffre d'affaires	4	171 717	156 539
Autres produits opérationnels	6	2 749	2 372
Achats consommés		-8 788	-7 959
Charges de personnel	5	-85 532	-76 959
Autres charges opérationnelles	6	-45 070	-41 215
Impôts et taxes		-6 692	-5 622
Dotations aux amortissements et aux provisions	7	-6 841	-6 519
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>21 543</b>	<b>20 637</b>
Autres charges et produits opérationnels non courants	6	-6	235
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>21 537</b>	<b>20 872</b>
Coût de l'endettement financier net	8	-879	-929
Autres charges et produits financiers	8	280	94
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>20 938</b>	<b>20 037</b>
Impôts sur les résultats	9	-7 496	-6 959
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>		<b>13 443</b>	<b>13 078</b>
Participation dans des entreprises associées			
Résultat net des activités poursuivies		13 443	13 078
Résultat net des activités destinées à être cédées ou abandonnées	3	-5 653	-2 628
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>7 790</b>	<b>10 450</b>
Dont intérêts minoritaires		766	1 419
Dont part du Groupe		7 024	9 031
<b>Résultat net par action de l'ensemble consolidé</b>	17	<b>2,43</b>	<b>3,14</b>
<b>Résultat net dilué par action de l'ensemble consolidé</b>	17	<b>2,38</b>	<b>3,06</b>
<b>Résultat net par action des activités poursuivies</b>	17	<b>4,38</b>	<b>4,06</b>
<b>Résultat net dilué par action des activités poursuivies</b>	17	<b>4,29</b>	<b>3,96</b>

\* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 3, suite à la décision du Groupe de se désengager des métiers transport de fonds, gestion de valeur et gestion des automates bancaires, et ne correspondent donc pas aux états financiers publiés dans le rapport annuel 2006.

## B. BILANS CONSOLIDÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2006 ET 31 DÉCEMBRE 2007

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<i>31/12/2007</i>	<i>31/12/2006</i>
<b>ACTIF</b>			
<b>Actifs non courants</b>			
Goodwill	10	46 365	31 353
Immobilisations incorporelles	11	1 204	693
Immobilisations corporelles	12	17 742	22 554
Immeuble de placement	13	159	164
Titres mis en équivalence			
Actifs financiers non courants	14	2 217	1 767
Impôts différés	9	5 011	3 722
<b>Total actifs non courants</b>		<b>72 698</b>	<b>60 253</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks et en-cours		589	802
Clients et comptes rattachés	15	50 281	33 723
Autres créances et comptes de régularisation	16	11 613	9 526
Impôt courant actif	16	3 377	2 355
Valeurs mobilières de placement	21	13 621	13 923
Disponibilités des activités commerciales	21	19 172	9 917
Disponibilités des activités financières	21	80 665	119 745
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés	3	5 427	
<b>Total actifs courants</b>		<b>184 745</b>	<b>189 991</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>257 443</b>	<b>250 244</b>

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<i>31/12/2007</i>	<i>31/12/2006</i>
<b>PASSIF</b>			
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>			
Capital	17	5 801	5 755
Primes	D	8 139	7 741
Réserves et résultat consolidé	D	38 842	34 890
<b>Total capitaux propres (part du Groupe)</b>	<b>D</b>	<b>52 782</b>	<b>48 386</b>
Intérêts minoritaires	D	4 630	7 022
<b>Total capitaux propres</b>		<b>57 412</b>	<b>55 408</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Provisions et avantages au personnel	18 & 19	4 852	2 446
Emprunts et autres dettes financières	20	32 809	21 534
Impôts différés	9	178	183
<b>Total passifs non courants</b>		<b>37 839</b>	<b>24 163</b>
<b>Passifs courants</b>			
Provisions	18	407	1 413
Dettes financières à court terme	20	20 806	10 722
Dettes liées aux activités financières	20	66 715	102 207
Fournisseurs et comptes rattachés	20	17 315	10 304
Impôt courant passif	20	1 399	1 276
Autres passifs courants	20	55 550	44 749
<b>Total passifs courants</b>		<b>162 192</b>	<b>170 673</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>257 443</b>	<b>250 244</b>

## C. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2006 ET 31 DÉCEMBRE 2007

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<i>31/12/2007</i>	<i>31/12/2006</i>
<b>FLUX LIÉS À L'ACTIVITÉ</b>			
Résultat net (part du Groupe)	A	7 024	9 031
Intérêts minoritaires	A	766	1 419
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	<b>A</b>	<b>7 790</b>	<b>10 450</b>
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	A		
Dotations et reprises des amortissements et provisions		11 484	9 266
Plus ou moins values de cession		-209	-1 447
Autres produits et charges calculés		-997	128
Charge d'impôts différés		-164	-484
Coût de l'endettement brut		1 485	1 386
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>		<b>19 389</b>	<b>19 300</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>22</b>	<b>-3 218</b>	<b>-5 492</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>16 171</b>	<b>13 806</b>
<b>FLUX LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles		-6 340	-2 281
Diminutions nettes d'immobilisations financières		-242	-639
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)			
Incidence des variations de périmètre		-21 148	-4 052
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-27 730</b>	<b>-6 972</b>
<b>FLUX LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation de capital ou apports		669	172
Distributions de dividendes		-3 343	-2 678
Coût de l'endettement brut		-1 485	-1 386
Emission / Remboursement d'emprunts		13 183	-4 608
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>9 024</b>	<b>-8 500</b>
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>			
Incidences des variations de taux de change		2	-11
<b>TRÉSORERIE À L'OUVERTURE</b>			
Reclassement de trésorerie	21	28 319	30 217
<b>TRÉSORERIE DE CLÔTURE</b>			
	21	25 795	28 319

Ce tableau de flux n'intègre pas les flux de trésorerie gérés pour le compte de tiers dans le cadre des activités financières de CPR Billets et des activités promotionnelles.

## D. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2006 ET 31 DÉCEMBRE 2007

	Capital social	Primes	Réserves	Actions propres	Résultat	Ecarts de conversion	Capitaux propres du Groupe	Intérêts minoritaires
<i>En milliers d'euros</i>								
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2005</b>	5 746	7 628	20 973	-95	7 247	-10	41 489	5 967
Gains et pertes actuariels IFC			-141				-141	-4
Ecarts de conversion : variations						-63	-63	-7
<b>Résultats enregistrés directement en capitaux propres</b>			<b>-141</b>			<b>-63</b>	<b>-204</b>	<b>-11</b>
Résultat net de l'ensemble consolidé					9 031		9 031	1 419
<b>Total des charges et produits comptabilisés</b>			<b>-141</b>		<b>9 031</b>	<b>-63</b>	<b>8 827</b>	<b>1 408</b>
Acquisitions de Titres								26
Augmentation de capital	9	113					122	
Titres d'autocontrôle				25			25	
Affectation résultat 2005			7 247		-7 247			
Dividendes versés			-2 298				-2 298	-380
Stock-options			221				221	
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2006</b>	5 755	7 741	26 002	-70	9 031	-73	48 386	7 022
Gains et pertes actuariels IFC			-64				-64	
Ecarts de conversion : variations						97	97	-5
<b>Résultats enregistrés directement en capitaux propres</b>			<b>-64</b>			<b>97</b>	<b>33</b>	<b>-5</b>
Résultat net de l'ensemble consolidé					7 024		7 024	766
<b>Total des charges et produits comptabilisés</b>			<b>-64</b>		<b>7 024</b>	<b>97</b>	<b>7 057</b>	<b>761</b>
Acquisitions de Titres								-2 702
Augmentation de capital	46	397					443	
Titres d'autocontrôle				9			9	
Affectation résultat 2006			9 031		-9 031			
Dividendes versés			-2 893				-2 893	-449
Stock-options			-220				-220	
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2007</b>	5 801	8 139	31 856	-61	7 024	24	52 782	4 630

## E. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2007

### NOTE 1 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés du Groupe TESSI au 31 décembre 2007 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 31 décembre 2007.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire en 2007.

Le Groupe n'est pas concerné par les amendements d'IAS1 portant sur les informations complémentaires à fournir sur le capital.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 15 avril 2008.

#### 1. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente. Les actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

#### 2. Règles de consolidation

Les sociétés consolidées par le Groupe ont établi leurs comptes au 31 décembre 2007, selon les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe.

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle exclusif existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages des activités de celle-ci.

Toutes les sociétés dans lesquelles le Groupe TESSI exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les titres de filiales non significatives sont classés en tant qu'actifs non courants et sont comptabilisés à leur juste valeur, les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe TESSI exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif ou un contrôle conjoint sont mises en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe contrôle au moins 20% du capital de la société.

Selon la méthode de la mise en équivalence, la participation du Groupe TESSI dans l'entreprise associée est comptabilisée au bilan pour un montant égal à la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée majoré du goodwill.

Au 31 décembre 2007, aucune société du Groupe n'est intégrée selon la méthode de la mise en équivalence.

Toutes les opérations et comptes réciproques ainsi que les profits latents résultant de transactions intragroupes font l'objet d'une élimination dans les comptes consolidés.

#### 3. Conversion des états financiers

Les comptes financiers présentés dans ce rapport ont été établis en euros.

La monnaie de fonctionnement des filiales étrangères du Groupe est la monnaie locale en vigueur.

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis selon les principes suivants :

- les postes du bilan à l'exception des capitaux propres sont convertis au taux de clôture,
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice,
- les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux ne sont pas incluses dans le résultat de la période mais affectées directement en réserves de conversion.

## 4. Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Les goodwill correspondent à la différence, lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition.

Les goodwill ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « regroupements d'entreprises » et IAS 36 « dépréciation d'actif ».

La valeur des goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

Pour ce test, les goodwill sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT), qui correspondent à des filiales ou des regroupements de filiales appartenant à un même secteur d'activité et générant des flux de trésorerie significativement indépendants de ceux générés par d'autres UGT.

Les flux de trésorerie retenus sont issus des « business plans » des UGT couvrant les trois prochains exercices et sont actualisés par application d'un coût moyen pondéré du capital déterminé en fonction de l'activité des UGT.

## 5. Méthodes et règles d'évaluation

### 5.1. Immobilisations incorporelles

#### a. Frais de développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement sont obligatoirement immobilisés comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au Groupe et qu'ils peuvent être mesurés de manière fiable,
- et que le coût de cet actif peut être également évalué de façon fiable.

Au sein de TESSI ces frais concernent essentiellement les logiciels développés pour un usage interne ou commercial. Les frais de développement ainsi capitalisés incluent le coût des matériaux, la main d'œuvre directe et une quote-part appropriée de frais généraux.

#### b. Logiciels

Les logiciels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût d'achat, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeurs éventuelles. Les logiciels créés par le Groupe sont comptabilisés au coût de production.

Leur durée d'utilité est estimée au maximum à 3 ans, et ils sont amortis linéairement sur cette durée.

### 5.2. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou de production diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles. Les immeubles de placement sont comptabilisés à leur coût historique.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

#### a. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 « Contrats de location », les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces derniers sont comptabilisés séparément.

Les immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrites ci-dessous.

## b. Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant la méthode linéaire. Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

• Ensembles immobiliers :	
- terrain	Non amortissable
- aménagements terrain	10 ans
- structure - Béton	40 ans
- structure - Métal	35 ans
- couverture	30 ans
• Agencements	5 à 8 ans
• Matériel et outillage	3 à 7 ans
• Mobilier, matériel de bureau	3 à 10 ans

## c. Dépenses ultérieures

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'un composant d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct, et l'actif remplacé est éliminé.

Toutes les autres dépenses sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues, notamment les coûts d'entretien et de réparation.

## 5.3 Actifs et passifs financiers

### a. Titres de participation

Les titres de participation des sociétés non consolidées sont enregistrés à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'estimation si celle-ci est inférieure.

La valeur d'estimation des titres correspond à leur valeur d'utilité pour le Groupe et est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette réestimée et des perspectives de rentabilité. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'estimation est inférieure au coût d'acquisition.

### b. Stocks

Les stocks de marchandises sont évalués suivant la méthode du Premier Entré Premier Sorti. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks de matières premières sont évalués au coût d'achat.

Les stocks d'en-cours de production de services sont évalués en fonction de la valeur de réalisation nette par référence au prix du marché.

### c. Créances d'exploitation

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur valeur nominale diminuée des corrections de valeur liées notamment à la date prévisible de leur encaissement.

### d. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition. La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture.

Les actifs détenus à des fins de négociation sont classés en tant qu'actifs courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat. Les placements ayant une échéance fixée supérieure à un an, que le Groupe a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à échéance, sont inclus dans les actifs non courants et sont comptabilisés au coût amorti. Ce dernier est déterminé en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des placements, diminué des pertes de valeur.

Les autres investissements sont classés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en résultat.

La juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs disponibles à la vente est définie comme la valeur boursière (offre) à la date de clôture, ou sur la base des techniques d'actualisation des flux de trésorerie pour les instruments non cotés.

## 5.4 Dépréciation des actifs

Le Groupe détermine régulièrement, conformément à la norme IAS36, s'il existe des indices de perte de valeur des actifs. En cas d'identification objective de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

### • Reprise d'une perte de valeur

A l'exception des pertes de valeurs constatées sur les goodwill, une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur.

## 5.5 Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise lorsqu'il existe une obligation légale ou implicite vis-à-vis du tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

## 5.6 Régimes de retraite et indemnités de cessation de services

Régimes à prestations définies

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées et résultent des conventions collectives applicables aux sociétés du Groupe. Les engagements sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite. L'actualisation des engagements et la revalorisation des salaires ont été calculées par un actuaire indépendant utilisant une méthode actuarielle.

Il est considéré que les départs se font à l'initiative du salarié.

Les écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies postérieures à l'emploi, qui proviennent d'une part des changements d'hypothèses actuarielles et d'autre part des écarts d'expérience, sont reconnus en contrepartie des capitaux propres, nets d'impôts différés selon l'option de l'amendement à IAS 19.

## 5.7 Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé et le bilan consolidé pour tenir compte de l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales de certains éléments actifs et passifs du bilan consolidé.

Ils sont calculés selon la méthode bilancielle avec application du report variable, sans actualisation.

Les pertes fiscales reportables font l'objet de la reconnaissance d'un impôt différé à l'actif du bilan dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les différences temporelles correspondantes pourront être imputées.

Les actifs d'impôts différés sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la proportion où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

## 5.8 Actions propres

Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation des capitaux propres.

Les titres de TESSI SA détenus par elle-même sont déduits du total des capitaux propres consolidés et classés sous la rubrique « actions propres » jusqu'à ce qu'ils soient annulés ou cédés.

## 5.9 Avantages accordés au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres

Des options de souscriptions d'actions peuvent être accordées à un certain nombre de salariés du Groupe. Elles donnent le droit de souscrire à des actions de TESSI pendant un délai de quatre ans à un prix d'exercice fixe déterminé lors de leur attribution.

Les options font l'objet d'une évaluation déterminée par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres octroyés appréciée à la date d'octroi. Cette évaluation tient compte du prix d'exercice, de la durée de vie des options ainsi que du cours de l'action sous-jacente. Il n'a pas été tenu compte d'un taux de rotation des bénéficiaires, ceux-ci étant supposés présents à la date de levée des options.

Le coût des opérations réglées en actions est comptabilisé en charge avec, en contrepartie, une augmentation correspondante des capitaux propres, sur une durée qui se termine à la date à laquelle le bénéficiaire salarié devient créancier de la gratification. Aucune charge n'est reconnue au titre des avantages dont les titulaires ne remplissent pas les conditions exigées pour acquérir un droit de créance définitif.

L'effet de dilution des options non exercées a été pris en compte au niveau du résultat par action.

Le Groupe a utilisé les dispositions transitoires de la norme IFRS 2 relative aux paiements fondés sur des actions, en limitant son application aux seules rémunérations accordées postérieurement au 7 novembre 2002 dont les droits n'étaient pas définitivement acquis au 31 décembre 2003.

## 5.10 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités cédées ou en cours de cession

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs ou groupes d'actifs, sur la ligne « actifs destinés à être cédés ou abandonnés » du bilan dès lors qu'ils sont matériels. Ces actifs ou groupes d'actifs sont mesurés au plus bas de leur valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les passifs d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés sur la ligne « passifs liés aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés » du bilan.

Une activité cédée ou destinée à la vente est définie comme une composante de l'entreprise faisant l'objet soit d'une cession, soit d'un classement en actifs détenus en vue de la vente, qui :

- représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe,
- fait partie d'un plan global de cession d'une activité ou d'une zone géographique significative pour le Groupe,
- ou est une filiale significative acquise uniquement dans l'objectif d'être cédée.

Les éléments du résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités cédées ou abandonnées sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées s'ils présentent un caractère matériel. Les éléments bilantiels relatifs aux années antérieures présentées ne sont pas isolés, seuls les éléments de la dernière période présentée sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés ou abandonnés.

## 5.11 Compte de résultat

Le compte de résultat consolidé adopte une présentation par nature.

### a. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est égal au montant des ventes de produits et services liés aux activités courantes de l'ensemble constitué par les sociétés commerciales consolidées par intégration globale. En ce qui concerne CPR Billets, le chiffre d'affaires retenu est le Produit Net Bancaire. Le chiffre d'affaires comprend, après élimination des opérations internes, le montant net, après retraitements éventuels, du chiffre d'affaires réalisé par les sociétés consolidées par intégration globale.

Les activités opérationnelles recouvrent toutes les activités dans lesquelles une entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

Les produits provenant de prestations de services sont enregistrés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, ou des coûts associés.

### b. Charges de personnel

Le poste « charges de personnel » inclut la participation des salariés et les avantages accordés au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres.

### c. Charges d'impôts sur les résultats

Le poste « impôts sur les résultats » comprend les charges d'impôt exigible et d'impôt différé.

## 5.12 Résultat net par action (RNPA)

Le résultat net par action a été calculé en conformité avec la norme IAS 33.

L'information présentée est calculée selon les deux méthodes suivantes :

- RNPA : Résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice,
- RNPA dilué : Résultat net part du Groupe rapporté au nombre d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions dilutives potentielles relatives aux options de souscription d'actions.

## 5.13 Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou de services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits ou de services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

L'information sectorielle du Groupe TESSI sera donnée uniquement par secteur d'activité, une information par secteur géographique étant considérée comme peu pertinente au vue du positionnement du Groupe quasi exclusivement sur le marché français.

Pour des raisons de risques de préjudices concurrentiels, le Groupe ne délivrera pas d'informations sur ses résultats sectoriels.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs, les autres participations ainsi que les créances et autres actifs financiers non courants.

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs.

En correspondance avec les définitions ci-dessus, et tenant autant compte des synergies développées entre les diverses offres de services que de leurs évolutions liées au marché, le Groupe TESSI identifie trois grands secteurs d'activité :

- le secteur Moyens de Paiement,
- le secteur Traitement de Documents,
- le secteur Marketing Services et GEIDE - Gestion Électronique de l'Information et des Documents pour l'Entreprise (ex-CEGEDIM).

## **NOTE 2 - VARIATION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2007**

### **Variations du périmètre de consolidation et des pourcentages d'intérêts**

#### **1. Sur 2007, acquisitions et créations des sociétés suivantes**

- Acquisition au 2 juillet 2007 et consolidation par intégration globale des sociétés suivantes spécialisées dans le marketing services, la GEIDE et les portails internet déclaratifs :
  - XWZ32
  - MEDIPOST
  - ATELIER PRE SAINT GERVAIS
  - SDI
  - DOCUBASE SYSTEMS
  - ASP ONE.fr
  - DECLARATIS
  - DOCUBASE SYSTEMS Inc, immatriculée aux Etats-Unis
  - XWZ32 MP
  - DOCUBASE SERVICES
- Acquisition par le Groupe les 24 et 27 juillet 2007 des actions aux actionnaires minoritaires de la société TESSI CHEQUE INTERBANCAIRE, spécialisée dans les moyens de paiements. Le pourcentage de participation du Groupe dans la société TESSI CHEQUE INTERBANCAIRE est passé de 50% à 100%.
- Acquisition au 21 octobre 2007 et consolidation par intégration globale de la société ATIP, spécialisée dans les moyens de paiements.
- Acquisition par le Groupe au 31 décembre 2007 des actions aux actionnaires minoritaires de la société C2I, spécialisée dans l'édition de solutions informatiques bancaires destinées aux moyens de paiement. Le pourcentage de participation du Groupe dans la société C2I est passé de 50,02% à 100%.

#### **2. Autres mouvements sur 2007**

- La société SFDD LOGISTIQUE a fusionné avec la société SFDD, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

## NOTE 3 - ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES OU ABANDONNÉES

A la date d'établissement des comptes consolidés, les activités transport de fonds, gestion de valeur et gestion des automates bancaires sont engagées dans un projet de cession et d'abandon d'activité, et sont de ce fait présentées, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5, comme activités destinées à être cédées ou abandonnées dans les états financiers présentés au 31 décembre 2007.

Au 31 décembre 2007, ces activités continuent d'être consolidées à 100%. Cependant, la présentation est séparée en deux lignes distinctes dans le bilan (Actifs destinés à être cédés ou abandonnés et Passifs liés aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés) et en une ligne unique dans le compte de résultat.

Les tableaux ci-après présentent les résultats et les actifs et passifs des activités transport de fonds, gestion de valeur et gestion des automates bancaires.

La présentation du compte de résultat comparatif a été modifiée pour y inclure ces activités classées comme destinées à être cédées ou abandonnées dans la période en cours.

### RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES OU ABANDONNÉES

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
<b>Chiffre d'affaires</b>	10 634	9 923
Autres produits opérationnels	139	129
Achats consommés	-707	-678
Charges de personnel	-8 486	-7 919
Autres charges opérationnelles	-2 364	-2 296
Impôts et taxes	-454	-424
Dotations aux amortissements et aux provisions *	-7 033	-2 705
<b>Résultat opérationnel courant</b>	-8 271	-3 970
Autres charges et produits opérationnels non courants **	-211	28
<b>Résultat opérationnel</b>	-8 482	-3 942
Coût de l'endettement financier net	0	0
Autres charges et produits financiers	0	0
<b>Résultat avant impôt</b>	-8 482	-3 942
Impôts sur les résultats	2 829	1 314
<b>Résultat net des activités destinées à être cédées ou abandonnées</b>	-5 653	-2 628

\* Y compris dotations pour dépréciation des actifs d'un montant de 4 097 milliers d'euros sur 2007.

\*\* Y compris dotations pour dépréciation des goodwill d'un montant de 241 milliers d'euros sur 2007.

### ACTIFS ET PASSIFS DES ACTIVITÉS DESTINÉES À ÊTRE CÉDÉES OU ABANDONNÉES

<i>En milliers d'euros</i>	<i>31/12/2007</i>
<b>Actifs destinés à être cédés ou abandonnés</b>	5 427
Goodwill nets	0
Immobilisations incorporelles	7
Immobilisations corporelles	5 420
<b>Passifs destinés à être cédés ou abandonnés</b>	0
Fournisseurs et autres crédateurs	0
Provisions	0
Autres Passifs	0

## NOTE 4 - INFORMATION SECTORIELLE

### 1. SECTEURS D'ACTIVITÉ

<i>En millions d'euros</i>	<i>Moyens de Paiement</i>	<i>Traitement de Documents</i>	<i>Marketing Services - GEIDE</i>	<i>Total</i>
<b>Exercice clos le 31/12/2007</b>				
<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>				
Chiffre d'affaires brut	95,8	66,0	13,5	175,3
Dont chiffre d'affaires inter secteurs	2,3	1,2	0,1	3,6
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>93,5</b>	<b>64,8</b>	<b>13,4</b>	<b>171,7</b>
Dotations aux amortissements des immobilisations	3,3	1,4	1,0	5,7
<b>BILAN</b>				
<b>ACTIFS SECTORIELS *</b>	<b>59,8</b>	<b>36,4</b>	<b>27,4</b>	<b>123,5</b>
Montant des participations dans les entreprises associées				
Actifs d'impôts				8,4
Autres actifs				125,5
<b>Total des actifs consolidés</b>				<b>257,4</b>
<b>PASSIFS SECTORIELS</b>	<b>26,7</b>	<b>24,9</b>	<b>13,7</b>	<b>65,2</b>
Dettes financières				120,3
Autres dettes (avances sur opérations promotionnelles)				12,9
Passifs d'impôts				1,6
Capitaux propres				57,4
<b>Total des passifs consolidés</b>				<b>257,4</b>
<b>INVESTISSEMENTS NON FINANCIERS**</b>	<b>6,2</b>	<b>1,8</b>	<b>0,9</b>	<b>8,9</b>
<b>AUTRES INFORMATIONS</b>				
Effectifs de clôture ***	1 468	1 189	287	2 944

\* Dont 5,4 millions d'euros d'actifs destinés à être cédés ou abandonnés inclus dans le secteur Moyens de Paiement.

\*\* Dont 2,5 millions d'euros d'investissements non financiers des activités destinées à être cédées ou abandonnées inclus dans le secteur Moyens de Paiement.

\*\*\* Dont 255 salariés des activités destinées à être cédées ou abandonnées inclus dans le secteur Moyens de Paiement.

<i>En millions d'euros</i>	<i>Moyens de Paiement</i>	<i>Traitement de Documents</i>	<i>Total</i>
<b>Exercice clos le 31/12/2006</b>			
<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>			
Chiffre d'affaires brut	96,4	63,0	159,4
Dont chiffre d'affaires inter secteurs	1,5	1,4	2,9
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>94,9</b>	<b>61,6</b>	<b>156,5</b>
Dotations aux amortissements des immobilisations	4,4	1,5	5,9
<b>BILAN</b>			
<b>ACTIFS SECTORIELS</b>	<b>60,8</b>	<b>29,8</b>	<b>90,6</b>
Montant des participations dans les entreprises associées			
Actifs d'impôts			6,1
Autres actifs			153,5
<b>Total des actifs consolidés</b>			<b>250,2</b>
<b>PASSIFS SECTORIELS</b>	<b>28,8</b>	<b>19,6</b>	<b>48,4</b>
Dettes financières			134,5
Autres dettes (avances sur opérations promotionnelles)			10,5
Passifs d'impôts			1,4
Capitaux propres			55,4
<b>Total des passifs consolidés</b>			<b>250,2</b>
<b>INVESTISSEMENTS NON FINANCIERS</b>	<b>4,5</b>	<b>0,7</b>	<b>5,2</b>
<b>AUTRES INFORMATIONS</b>			
Effectifs de clôture *	1 374	1 184	2 558

\* Dont 255 salariés des activités destinées à être cédées ou abandonnées inclus dans le secteur Moyens de Paiement.

## 2. CPR BILLETS

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Intérêts et produits assimilés	1 473	841
Intérêts et charges assimilés	-2 210	-1 923
Commissions (produits/charges)	1 480	2 124
Résultat sur opérations des portefeuilles de négociation	27 796	27 781
Autres produits d'exploitation bancaire	7 154	12 713
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>35 692</b>	<b>41 536</b>

## NOTE 5 - CHARGES DE PERSONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Salaires et traitements	61 434	54 945
Charges sociales	23 260	20 991
Participation des salariés	707	886
Paiement en actions (Stock-options)	131	137
<b>TOTAL</b>	<b>85 532</b>	<b>76 959</b>

- **Effectifs**

	31/12/2007	31/12/2006
Cadres	369	333
Non Cadres	2 575	2 225
<b>TOTAL*</b>	<b>2 944</b>	<b>2 558</b>

\* Dont 255 salariés des activités destinées à être cédées ou abandonnées.

## NOTE 6 - AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPÉRATIONNELS

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Production stockée	-11	0
Production immobilisée	62	0
Subvention d'exploitation	11	5
Reprises amortissements et provisions	1 556	1 094
Autres produits opérationnels	1 131	1 274
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS OPÉRATIONNELS</b>	<b>2 749</b>	<b>2 372</b>

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Autres services extérieurs	25 077	22 325
Autres charges externes	19 387	18 359
Autres charges opérationnelles	606	531
<b>TOTAL AUTRES CHARGES OPÉRATIONNELLES</b>	<b>45 070</b>	<b>41 215</b>

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Plus ou moins values de cession	179	-108
Cession d'activité « Transfert d'argent »	0	1 527
<b>Total plus ou moins values de cession</b>	<b>179</b>	<b>1 419</b>
Litiges	0	-1 184
Dépréciation de goodwill	-185	0
<b>TOTAL AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPÉRATIONNELS NON COURANTS</b>	<b>-6</b>	<b>235</b>

En 2006, la filiale TESSI INFORMATIQUE a été condamnée à verser une indemnité au titre d'un litige l'opposant à l'un de ces clients pour difficultés rencontrées dans l'exécution d'un contrat.

Il convient de noter que ce litige est né à partir d'un contrat signé avant l'acquisition de la société en 2001.

De plus, le logiciel faisait partie d'une offre que le Groupe a cédée au cours de l'année 2006.

## NOTE 7 - DÉTAIL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Amortissements	5 701	5 886
Provisions	1 140	633
<b>TOTAL</b>	<b>6 841</b>	<b>6 519</b>

## NOTE 8 - CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

### Produits sur prêts et placements de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Produits sur prêts	0	0
Produits financiers sur trésoreries	606	456
Réévaluation des titres de placement en option juste valeur	0	0
Autres produits	459	154
<b>TOTAL</b>	<b>1 065</b>	<b>610</b>

### Charges de financement

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Frais financiers sur emprunts	1 402	1 334
Frais financiers sur locations financement	82	52
Frais financiers sur VMP	0	0
Autres frais financiers	179	59
<b>TOTAL</b>	<b>1 663</b>	<b>1 445</b>

## NOTE 9 - IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

### Analyse de la charge d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
<b>Impôts exigibles</b>	<b>7 661</b>	<b>7 443</b>
Impôts sur le résultat de l'exercice	7 601	7 402
Ajustement aux impôts exigibles des exercices antérieurs	0	1
Autres impôts exigibles	60	40
<b>Impôts différés</b>	<b>-165</b>	<b>-484</b>
Liés à la naissance ou à l'inversion des différences temporelles	105	127
Afférents aux variations des taux d'impôt ou aux impôts nouveaux	0	0
Autres impôts différés	-270	-611
<b>IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS</b>	<b>7 496</b>	<b>6 959</b>

## Rapprochement entre la charge d'impôt et le résultat avant impôts

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Taux 2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>	<i>Taux 2006</i>
Résultat net	12 677		11 659	
Intérêts minoritaires	766		1 419	
Résultat net des sociétés mises en équivalence	0		0	
Résultat net des sociétés intégrées	13 443		13 078	
Charge d'impôt du Groupe	7 496		6 959	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>20 939</b>		<b>20 037</b>	
<b>TAUX D'IMPOSITION EN FRANCE</b>		<b>x 33,33%</b>		<b>x 33,33%</b>
<b>CHARGE D'IMPÔT THÉORIQUE</b>	<b>6 979</b>		<b>6 678</b>	
<b>Rapprochement :</b>				
Différences permanentes	130		211	
Différentiel sur fiscalité étrangère	-121		-48	
Impact des différences des taux d'imposition	0		48	
Crédits d'impôts	-7		-9	
IFA	38		40	
Déficits fiscaux non activés	221		42	
Déficits antérieurs non activés et utilisés	-4		-6	
Déficits antérieurs activés et perdus	259		0	
Ajustement aux impôts exigibles des exercices antérieurs	-3		0	
<b>TAUX D'IMPÔT EFFECTIF</b>		<b>x 35,80%</b>		<b>x 34,73%</b>
<b>CHARGE D'IMPÔT RÉELLE</b>	<b>7 496</b>		<b>6 959</b>	

## Les différences permanentes sont principalement liées aux éléments suivants

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Charges et produits non déductibles ou non imposables	152	186
Dépréciations des écarts d'acquisition	142	0
Autres	-165	25
<b>IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS</b>	<b>130</b>	<b>211</b>

## Origine des impôts différés actifs et passifs

<i>En milliers d'euros</i>	2007			2006		
	Actifs	Passifs	Net	Actifs	Passifs	Net
Immobilisations	542	684	-142	377	685	-308
Amortissements (Crédits-Baux)		5	-5		14	-14
Charges à payer / Produits à recevoir	417		417	423		423
Autres actifs	675		675	481		481
Provisions (IFC)	988		988	706		706
Autres passifs		448	-448		231	-231
Reports fiscaux déficitaires	3 348		3 348	2 482		2 482
Impôts différés actifs sociaux						
<b>IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS</b>	<b>5 970</b>	<b>1 137</b>	<b>4 833</b>	<b>4 469</b>	<b>930</b>	<b>3 539</b>
Impôts différés actifs au bilan			5 011			3 722
Impôts différés passifs au bilan			178			183

## NOTE 10 - GOODWILL

<i>En milliers d'euros</i>	TOTAL	Moyens de Paiement	Traitement de Documents	Marketing Services - GEIDE	Autres
Montant brut au 1 <sup>er</sup> janvier 2006	31 503	28 319	2 785		399
Dépréciation cumulée	-150				-150
Net au 1 <sup>er</sup> janvier 2006	31 353	28 319	2 785		249
Acquisitions	15 438	5 705	5	9 728	
Cessions					
Dépréciations	-185				-185
Dépréciations des actifs destinés à être cédés ou abandonnés	-241	-241			
Goodwill au 31 décembre 2007	46 365	33 783	2 790	9 728	64
Montant brut au 31 décembre 2007	46 700	33 783	2 790	9 728	399
Dépréciations cumulées	-335				-335
Net au 31 décembre 2007	46 365	33 783	2 790	9 728	64

Les goodwill sont constatés à la date d'acquisition sur la base de l'allocation provisoire du prix d'acquisition. Le Groupe ajuste cette allocation provisoire au cours de la période d'allocation (n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition) pour refléter les valeurs finales de certains actifs et passifs comme les actifs incorporels, les avantages du personnel, les passifs éventuels et les soldes d'impôt courant et différé.

## NOTE 11 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

### Analyse de la variation

<i>En milliers d'euros</i>	TOTAL	Concessions, brevets, licences	Logiciels en Crédit-bail	Autres immos incorp.	Immos incorp. En cours
Valeur brute à l'ouverture	8 447	6 922	386	1 139	
Cumul des amortissements	-7 754	-6 282	-362	-1 110	
Cumul des pertes de valeur					
Valeur nette au 1 <sup>er</sup> janvier	693	640	24	29	
Acquisitions	979	165	703	77	34
Immobilisations générées en interne					
Variations de périmètre (net)	282	1		272	9
Cessions (net)					
Dotations aux amortissements	-735	-458	-160	-117	
DAP des actifs destinés à être cédés	-8	-8			
Virements de poste à poste		5			-5
Reclassement actifs destinés à être cédés ou abandonnés (net)	-6	-6			
Valeur brute à la clôture	10 992	7 515	1 007	2 432	38
Cumul des amortissements	-9 788	-7 176	-441	-2 171	
Cumul des pertes de valeur					
Valeur nette au 31 décembre	1 204	339	566	261	38

## NOTE 12 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

### Analyse de la variation

	TOTAL	Terrains	Construct°	Install tech., mat. Info et ind.	Install. Techn. En crédit- bail	Autres immos Corp.	Autres immos corp. En crédit- bail	Immos en cours
<i>En milliers d'euros</i>								
Valeur brute à l'ouverture	60 274		2 049	13 147	4 003	40 393	347	336
Cumul des amortissements	-37 720		-309	-9 730	-3 792	-23 736	-152	
Cumul des pertes de valeur								
Valeur nette au 1 <sup>er</sup> janvier	22 554		1 739	3 417	211	16 656	194	336
Investissements	7 955			3 436	169	2 730	1 388	232
Variations de périmètre (net)	4 731	2		4 455	188	95		-9
Cessions (net)	-93			-2		-91		
Dotations aux amortissements	-5 061		-57	-1 985	-279	-2 707	-34	
Dot. des actifs destinés à être cédés ou abandonnés	-6 947			-1 823		-4 766	-240	-118
Virements de poste à poste (net)	17			662		-310	17	-352
Ecart de conversion (net)	6			3		3		
Reclassement actifs destinés à être cédés ou abandonnés (net)	-5 420			-604		-3 582	-1 221	-13
Valeur brute à la clôture	58 008	2	2 085	22 570	4 516	28 518	242	76
Cumul des amortissements	-40 266		-402	-15 013	-4 226	-20 489	-136	
Cumul des pertes de valeur								
Valeur nette au 31 décembre	17 742	2	1 683	7 558	290	8 028	105	76

## NOTE 13 - IMMEUBLE DE PLACEMENT

	Evaluation au coût historique au 31/12/2007	Evaluation au coût historique au 31/12/2006
<i>En milliers d'euros</i>		
Valeur nette à l'ouverture	164	170
Valeur brute	198	198
Cumul des amortissements	-34	-29
Cumul des pertes de valeur	0	0
Amortissements	-5	-5
Pertes de valeur (comptabilisées) reprises dans le compte de résultat	0	0
Autres	0	0
Valeur nette à la clôture	159	164
Valeur brute	198	198
Cumul des amortissements	-39	-34
Cumul des pertes de valeur	0	0

## NOTE 14 - ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>		
Titres de participation	757	772
<b>Prêts et créances à long terme</b>		
Dépôts, cautionnements et prêts	1 803	1 353
<b>Titres disponibles à la vente</b>	0	0
<b>Titres de placement en juste valeur</b>	0	0
<b>Total valeurs brutes</b>	<b>2 559</b>	<b>2 125</b>
Provisions cumulées (titres de participation)	-342	-358
<b>Valeur nette</b>	<b>2 217</b>	<b>1 767</b>

### Titres non consolidés (contribution en valeurs nettes)

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
SOGECOR	0	0
DESA	0	0
SODESA	0	0
CIAT	10	10
ATIP	0	0
24H00	400	400
AUTRES	5	5
<b>Valeur nette</b>	<b>415</b>	<b>415</b>

### Analyse de la variation

<i>En milliers d'euros</i>	<i>TOTAL</i>	<i>Titres de participation</i>	<i>Prêts</i>	<i>Dépôts et conditionnements</i>
Valeur brute à l'ouverture	2 125	772	41	1 312
Cumul des pertes de valeur	-358	-358		
<b>Valeur nette à l'ouverture</b>	<b>1 767</b>	<b>415</b>	<b>41</b>	<b>1 312</b>
Acquisitions	223		24	199
Variations de périmètre	407			407
Cessions	-182		-41	-141
Revalorisation				
Virements de poste à poste				
Ecart de conversion	1			1
Pertes de valeur				
<b>Valeur brute à la clôture</b>	<b>2 559</b>	<b>757</b>	<b>25</b>	<b>1 778</b>
Cumul des pertes de valeur	-342	-342		
<b>Valeur nette au 31 décembre</b>	<b>2 217</b>	<b>415</b>	<b>25</b>	<b>1 778</b>

## NOTE 15 - CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Valeur brute	52 594	34 631
Dépréciation	-2 313	-908
<b>Total valeur nette à l'actif</b>	<b>50 281</b>	<b>33 723</b>
Acomptes et avances reçus	-1 501	-1 134
Produits constatés d'avance	-1 817	-590
<b>Valeur nette Clients *</b>	<b>46 963</b>	<b>31 999</b>

\* Hors activités financières

Valeur nette Clients retraitée *	33 988	31 999
Chiffre d'affaires TTC (Base 12 mois) *	148 752	153 569
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	83,4	76,0

\* Hors activités financières et activités marketing services - GEIDE (ex-CEGEDIM)

## NOTE 16 - AUTRES CRÉANCES ET COMPTES DE RÉGULARISATION

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Avances et acomptes versés	798	1 044
Créances sociales	334	215
Créances fiscales	7 591	4 918
Créances diverses	619	1 439
Charges constatées d'avance	2 271	1 910
Impôts exigibles	3 377	2 355
<b>TOTAL</b>	<b>14 990</b>	<b>11 881</b>

## NOTE 17 - CAPITAL SOCIAL

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Nombre de titres	2 900 788	2 877 534
Valeur nominale	2 euros	2 euros
<b>TOTAL</b>	<b>5 801,5</b>	<b>5 755,0</b>

### Calcul du résultat par action

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Résultat net Part du Groupe de l'ensemble consolidé	7 024	9 031
Nombre moyen d'actions en circulation	2 892 139	2 874 182
<b>Résultat de l'ensemble consolidé en euros par action (base 12 mois)</b>	<b>2,43</b>	<b>3,14</b>

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Résultat net Part du Groupe des activités poursuivies	12 677	11 659
Nombre moyen d'actions en circulation	2 892 139	2 874 182
Résultat des activités poursuivies en euros par action (base 12 mois)	4,38	4,06

### Calcul du résultat dilué par action

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Résultat net Part du Groupe de l'ensemble consolidé	7 024	9 031
Nombre moyen d'actions - dilué	2 956 137	2 947 173
Résultat dilué de l'ensemble consolidé en euros par action (base 12 mois)	2,38	3,06

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Résultat net Part du Groupe des activités poursuivies	12 677	11 659
Nombre moyen d'actions - dilué	2 956 137	2 947 173
Résultat dilué des activités poursuivies en euros par action (base 12 mois)	4,29	3,96

### Ajustements effectués afin de calculer le nombre moyen pondéré d'actions, dilué

	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Nombre d'actions en circulation	2 900 788	2 877 534
Effet dilutif des options d'achats	55 349	69 639
Nombre moyen d'actions après dilution	2 956 137	2 947 173

### Options d'achat d'actions

- **Mouvements de l'exercice**

	<i>Nombre d'options</i>	<i>Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)</i>
Options en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier 2007	69 639	28,52
Options émises pendant l'exercice	10 658	
Options devenues non exerçables pendant l'exercice	-1 694	
Options exercées pendant l'exercice	-23 254	
Options en circulation au 31 décembre 2007	55 349	36,23
Options arrivées à échéance pendant l'exercice	33 834	
Options exerçables au 31 décembre 2007	19 648	

• **Caractéristiques des options d'achat d'actions en circulation à la clôture de l'exercice**

	<i>Date d'échéance de la période d'indisponibilité</i>	<i>Prix d'exercice (en euros)</i>	<i>Nombre d'options</i>
Plan 1	8 juillet 2006	26,92	2 831
Plan 2	10 février 2007	15,57	6 280
Plan 3	8 décembre 2007	29,68	10 537
Plan 4	13 décembre 2008	35,66	11 440
Plan 5	9 décembre 2009	40,27	8 322
Plan 6	9 juin 2010	47,38	5 281
Plan 7	11 juin 2011	49,26	10 658
<b>TOTAL</b>			<b>55 349</b>

## NOTE 18 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

### Analyse de la variation

	<i>TOTAL</i>	<i>Provisions pour indemnité de départ en retraite</i>	<i>Provisions pour contentieux</i>	<i>Provisions pour impôt</i>	<i>Provisions pour perte de change</i>	<i>Autres provisions</i>
<i>En milliers d'euros</i>						
Valeur au 1 <sup>er</sup> janvier	3 859	2 344	1 281	166	0	68
Variation de périmètre	2 186	594	42			1 550
Provisions supplémentaires	436		353			83
Changement méthode : écarts actuariels	106	106				
Augmentation des provisions existantes	341	328	11			2
Montants repris utilisés	-1 480		-1 312	-102		-66
Montants repris non utilisés	-190	-71	-21	-64		-34
Valeur au 31 décembre	5 258	3 301	353	0	0	1 603
Provisions non courantes	4 852	3 301				1 550
Provisions courantes	407		353			53

Les autres provisions couvrent les risques liés aux licenciements et les risques divers.

## NOTE 19 - ENGAGEMENTS DE RETRAITE

### Principales hypothèses actuarielles

<i>En %</i>	<i>2007</i>	<i>2006</i>
Taux d'actualisation	5%	4,25%
Taux attendu d'augmentation des salaires des Cadres	3%	3%
Taux attendu d'augmentation des salaires des Non Cadres	2%	2%
Taux d'inflation	2%	2%

## NOTE 20 - PASSIFS ET CRÉDITEURS

### Passif portant intérêt

<i>Exercice 2007</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>	<i>Total</i>
<i>En milliers d'euros</i>				
Emprunts auprès des établissements de crédit	11 502	29 356		40 858
Contrats de location financement	956	1 176		2 132
Dettes financières diverses	129	2 277		2 406
Découverts bancaires	8 062			8 062
Intérêts courus non échus	157			157
<b>Total des passifs portants intérêts</b>	<b>20 806</b>	<b>32 809</b>		<b>53 615</b>

### Dettes financières de crédit-bail

<i>Exercice 2007</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>	<i>Total</i>
<i>En milliers d'euros</i>				
Contrats de location financement, valeur actuelle des paiements minimaux relatifs à la location	492	519		1 011

### Fournisseurs et autres créditeurs

<i>Exercice 2007</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>	<i>Total</i>
<i>En milliers d'euros</i>				
Dettes fournisseurs	17 315			17 315
Dettes Fournisseurs d'immobilisations				
<b>Total fournisseurs</b>	<b>17 315</b>			<b>17 315</b>
Avances et acomptes reçus	1 501			1 501
Dettes sociales	19 564		761	20 325
Dettes fiscales	17 578			17 578
Avances reçues pour le compte des opérations promotionnelles (SFDD)	12 887			12 887
Dettes liées aux activités financières	66 715			66 715
Dettes diverses	2 840			2 840
Produits constatés d'avance	1 817			1 817
<b>Total autres dettes et comptes de régularisation</b>	<b>122 902</b>		<b>761</b>	<b>123 663</b>
<b>Total Fournisseurs et autres créditeurs</b>	<b>140 217</b>		<b>761</b>	<b>140 978</b>

## NOTE 21 - TRÉSORERIE ET ENDETTEMENT NET

En milliers d'euros	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Valeurs mobilières de placement	13 621	13 923
Disponibilités des activités commerciales	19 172	9 917
Disponibilités des activités financières	80 665	119 745
Découverts bancaires	-8 062	-2 526
<b>Trésorerie</b>	<b>105 396</b>	<b>141 059</b>
Avances reçues pour le compte des opérations promotionnelles	-12 887	-10 532
Trésorerie gérée pour le compte de tiers dans le cadre des activités financières	-66 715	-102 207
<b>Trésorerie nette des avances</b>	<b>25 795</b>	<b>28 319</b>
Dettes financières	-45 396	-29 525
<b>Endettement net</b>	<b>-19 602</b>	<b>-1 206</b>

En milliers d'euros	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>
Dettes financières inférieures à 1 an	12 588	7 992
Dettes financières supérieures à 1 an et inférieures à 5 ans	32 809	21 485
Dettes financières supérieures à 5 ans		48
<b>Dettes financières</b>	<b>45 396</b>	<b>29 525</b>

## NOTE 22 - VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

En milliers d'euros	<i>Exercice clos le 31/12/2007</i>	<i>Exercice clos le 31/12/2006</i>	<i>Mouvements de périmètre</i>	<i>Autres mouvements</i>	<i>Variations de l'exercice</i>
Variation des frais financiers	-157	-204	-5		53
<b>Situation exploitation</b>	<b>2 648</b>	<b>-2 000</b>	<b>1 937</b>	<b>-4</b>	<b>2 715</b>
Stock	589	802	159		-372
Créances d'exploitation	59 004	39 901	16 312	-36	2 827
Dettes d'exploitation	-56 945	-42 703	-14 534	32	260
<b>Situation hors exploitation</b>	<b>-12 675</b>	<b>-9 380</b>	<b>-1 411</b>	<b>21</b>	<b>-1 905</b>
Créances hors exploitation	3 997	3 769	2 799	-64	-2 508
Dettes hors exploitation	-17 126	-14 469	-3 175	80	438
Charges et produits constatés d'avance	454	1 320	-1 035	4	164
<b>Besoin en fonds de roulement</b>	<b>-10 184</b>	<b>-11 584</b>	<b>520</b>	<b>17</b>	<b>863</b>
Avances promotionnelles	12 887	10 532			2 355
<b>Variation du Besoin en fonds de roulement retraité</b>					<b>3 218</b>

## NOTE 23 - JETONS DE PRÉSENCE

Les jetons de présence versés aux membres non salariés du Conseil d'Administration de TESSI SA au titre de 2007 s'élèvent à 60 000 euros.

## NOTE 24 - ENGAGEMENTS DONNÉS - REÇUS

### 1. Engagements donnés

- TESSI SA est solidaire de ses filiales, en cas de défaillance financière de ces dernières, dans la limite de 20 Millions d'euros,
- TESSI SA agit solidairement avec ses filiales dans le cadre des contrats ETICA et ETICA BAIL.

### 2. Engagements reçus

- Le contrat d'ouverture de crédit de 2007 a été utilisé pour partie. Il reste un droit de tirage de 20 M€.

### 3. Engagements réciproques

- Souscription par TESSI ILE DE FRANCE auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant de 252 000 € en garantie des intérêts de l'URSSAF de PARIS, client de TESSI ILE DE FRANCE.

### 4. Dettes garanties par des sûretés réelles

- TESSI SA, nantissement :
  - de 10 000 actions de la société TESSI CHEQUE,
  - de 50 000 actions de la société C2I INGENIERIE,
  - de 239 996 actions de la société CPR BILLETS,
  - de 370 actions de la société XWZ 32,

au profit de CALYON – Crédit Agricole CIB, pari passu avec la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Sud Rhône Alpes, la Caisse Régionale de Agricole Mutuel Centre France, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Est, la Société Générale et la BNP Paribas,

- de 500 actions de la société I.C.S.B. au profit de la Lyonnaise de Banque pari passu avec la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Aquitaine Nord – CEAN,
  - de 250 actions de la société TELE TRAITEMENT ET INFORMATIQUE DE GESTION DE LA REUNION – TIGRE au profit de la Lyonnaise de Banque.
- TESSI SA a accordé une hypothèque de premier rang sur les locaux de Bobigny au profit de la Société Générale en garantie d'un emprunt.

### 5. Autres engagements financiers

- Les deux principaux emprunts souscrits en 2007, pour 28,9 M€, ont fait l'objet conformément au contrat d'ouverture de crédit, d'une couverture d'intérêts à hauteur de 50%.

Aucun retraitement sur la valorisation de ces couvertures n'a été opéré au 31 décembre 2007 dans les comptes consolidés compte tenu du caractère non significatif de l'impact, qui par ailleurs a été apprécié à partir des valorisations des contreparties.

## NOTE 25 - PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2007

### Information relative aux filiales consolidées par secteur d'activités

#### 1. MOYENS DE PAIEMENT

<i>Sociétés</i>	<i>Pays</i>	<i>Contrôle</i>	<i>% intérêt</i>	<i>Méthode de consolidation</i>
PERFO SERVICE	France	100,00	100,00	IG
SMIP-TESSI	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE NANTERRE	France	99,80	99,80	IG
SMTC	France	100,00	100,00	IG
SLTC	France	100,00	100,00	IG
CLIP-TESSI	France	99,80	99,80	IG
BORDEAUX SAISIE	France	100,00	100,00	IG
TDC	France	100,00	100,00	IG
RIB DROME	France	99,80	99,80	IG
RIB HAUTE SAVOIE	France	99,80	99,80	IG
TESSI CHEQUE NORMANDIE	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE	France	100,00	100,00	IG
PROCHEQUE BOURG	France	99,84	99,84	IG
SATC	France	100,00	100,00	IG
SYNERCAM	France	100,00	100,00	IG
PROCHEQUE NORD	France	100,00	99,99	IG
GIP-TESSI	France	100,00	100,00	IG
SDIP-TESSI	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUES ILE DE FRANCE	France	100,00	100,00	IG
TESSI TGD	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE CONSEIL	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE RENNES	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE AUVERGNE	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE INTERBANCAIRE	France	100,00	100,00	IG
TESSI ENCAISSEMENTS	France	100,00	100,00	IG
BIPIO	Ile Maurice	90,00	90,00	IG
C2I	France	100,00	100,00	IG
TIGRE	France	100,00	100,00	IG
TIGRE MADAGASCAR	Madagascar	100,00	100,00	IG
TDI	France	100,00	100,00	IG
TESSI CHEQUE BORDEAUX	France	100,00	100,00	IG
TESCA	France	51,00	51,00	IG
STMP	France	100,00	100,00	IG
CPR BILLETS	France	80,00	80,00	IG
INTACTUS	France	99,64	99,64	IG
KEEPWAY	France	100,00	100,00	IG
TESSI INFORMATIQUE	France	100,00	100,00	IG
ICSB	France	100,00	100,00	IG
ATIA	Vietnam	60,00	60,00	IG
ATIP	France	100,00	100,00	IG

## 2. TRAITEMENT DE DOCUMENTS

<i>Sociétés</i>	<i>Pays</i>	<i>Contrôle</i>	<i>% intérêt</i>	<i>Méthode de consolidation</i>
SEDI	France	99,80	99,80	IG
TESSI ILE DE FRANCE	France	99,90	99,90	IG
RIB RHONE	France	99,80	99,80	IG
TSI ACTION INFO	France	100,00	100,00	IG
RIP-TESSI	France	100,00	100,00	IG
BIP-TESSI	France	100,00	99,90	IG
SIP	France	100,00	99,90	IG
ACCES MANAGEMENT	France	100,00	100,00	IG
ACCES INFORMATIQUES	France	100,00	100,00	IG
ACCES DEVELOPPEMENT INTERACTIF	France	100,00	100,00	IG
SFDD SAS	France	99,93	99,93	IG
TELEDIRECT	France	100,00	100,00	IG
SAMP	France	100,00	100,00	IG
SOFT PROMO	France	100,00	100,00	IG

## 3. MARKETING SERVICES ET GEIDE (ex-CEGEDIM)

<i>Sociétés</i>	<i>Pays</i>	<i>Contrôle</i>	<i>% intérêt</i>	<i>Méthode de consolidation</i>
MEDIPOST	France	100,00	100,00	IG
ATELIER PRE ST GERVAIS	France	100,00	100,00	IG
SDI	France	100,00	100,00	IG
DOCUBASE SYSTEMS	France	100,00	100,00	IG
ASP ONE	France	100,00	100,00	IG
DOCUBASE SERVICES	France	100,00	100,00	IG
XWZ32 MP	France	100,00	100,00	IG
DECLARATIS	France	100,00	100,00	IG
XWZ32	France	100,00	100,00	IG
DOCUBASE SYSTEMS Inc.	Etats-Unis	100,00	100,00	IG

## 4. AUTRES

<i>Sociétés</i>	<i>Pays</i>	<i>Contrôle</i>	<i>% intérêt</i>	<i>Méthode de consolidation</i>
HEXAGONALE CONSULTANTS	France	100,00	100,00	IG
ARTESIA	France	55,00	55,00	IG
COUP DE Foudre	France	55,00	55,00	IG

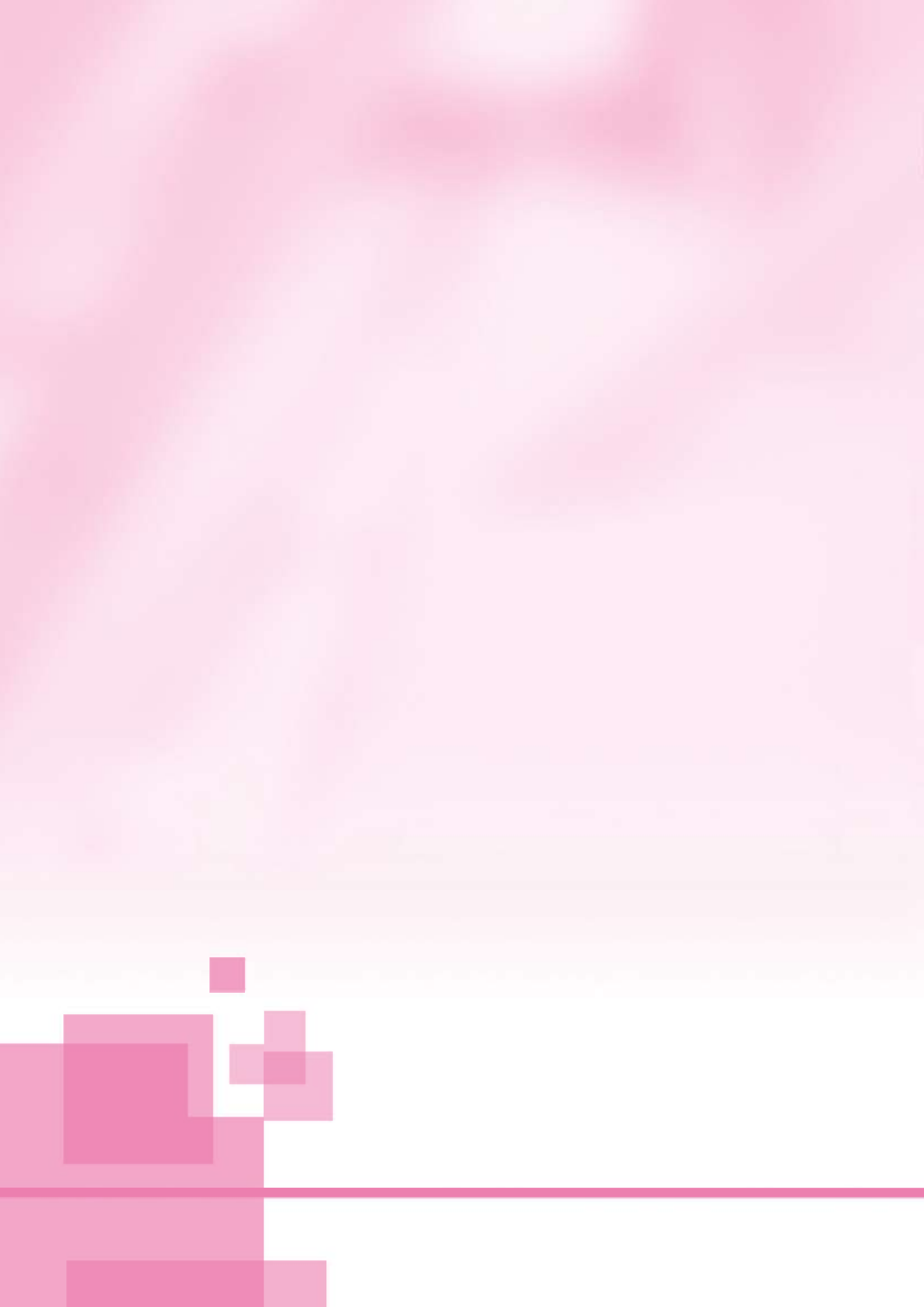
## NOTE 26 - COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PRO FORMA AU 31 DÉCEMBRE 2007

Cette note présente le compte de résultat consolidé au 31 décembre 2007 comme si les sociétés acquises au cours de l'exercice 2007 l'avaient été au 1<sup>er</sup> janvier de l'année.

Cette information concerne les sociétés du métier marketing services et GEIDE (ex-CEGEDIM) acquises en juillet 2007, ainsi que les intérêts minoritaires des sociétés TESSI CHEQUE INTERBANCAIRE et C2I acquis au cours de l'année 2007.

<i>En milliers d'euros</i>	<i>31/12/2007 Pro Forma</i>	<i>31/12/2007</i>
<b>Chiffre d'affaires</b>	184 742	171 717
Autres produits opérationnels	2 790	2 749
Achats consommés	-10 541	-8 788
Charges de personnel	-92 914	-85 532
Autres charges opérationnelles	-49 198	-45 070
Impôts et taxes	-7 210	-6 692
Dotations aux amortissements et aux provisions	-7 761	-6 841
<b>Résultat opérationnel courant</b>	19 908	21 543
Autres charges et produits opérationnels non courants	-6	-6
<b>Résultat opérationnel</b>	19 902	21 537
Coût de l'endettement financier net	-1 154	-879
Autres charges et produits financiers	65	280
<b>Résultat avant impôt</b>	18 813	20 938
Impôts sur les résultats	-6 813	-7 496
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	11 999	13 443
Participation dans des entreprises associées	0	0
Résultat net des activités poursuivies	11 999	13 443
Résultat net des activités destinées à être cédées ou abandonnées	-5 653	-5 653
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	6 347	7 790
Dont intérêts minoritaires	266	766
Dont part du Groupe	6 081	7 024
<b>Résultat net par action de l'ensemble consolidé</b>	2,10	2,43
<b>Résultat net dilué par action de l'ensemble consolidé</b>	2,06	2,38
<b>Résultat net par action des activités poursuivies</b>	4,06	4,38
<b>Résultat net dilué par action des activités poursuivies</b>	3,97	4,29





# Comptes sociaux au 31 décembre 2007

# Situation financière et résultats de TESSI

La situation financière de TESSI est présentée à travers les comptes sociaux de TESSI SA aux 31 décembre 2006 et 2007.

## I. COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2007

### A. COMPTES DE RÉSULTAT SOCIAUX POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2006 ET 2007

<i>En milliers d'euros</i>	2007	2006
Chiffre d'affaires	9 445	8 246
Autres produits d'exploitation	100	20
<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>9 545</b>	<b>8 266</b>
Charges d'exploitation		
Achats et charges externes	3 988	3 077
Impôts, taxes et versements assimilés	392	336
Charges de personnel	2 870	2 214
Dotations aux amortissements	258	243
Autres charges d'exploitation	60	60
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>7 568</b>	<b>5 930</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 977</b>	<b>2 336</b>
Produits financiers	9 142	8 767
Charges financières	5 999	6 322
<b>Résultat financier</b>	<b>3 143</b>	<b>2 445</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>5 120</b>	<b>4 781</b>
Résultat exceptionnel	-30	93
Impôts sur les bénéfices	-758	-391
<b>Résultat net</b>	<b>5 848</b>	<b>5 265</b>

## B. BILANS SOCIAUX AUX 31 DÉCEMBRE 2006 ET 2007

<i>En milliers d'euros</i>	2007	2006
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif immobilisé</b>		
Immobilisations incorporelles	90	89
Immobilisations corporelles	2 291	2 447
Immobilisations financières	77 475	59 125
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>79 856</b>	<b>61 661</b>
<b>Actif circulant</b>		
Stocks et en-cours		
Avances et acomptes versés sur commandes	6	10
Créances clients et avances versées	3 448	2 202
Autres créances	29 321	17 638
Valeurs mobilières de placement	4 097	4 992
Disponibilités	4 905	5 024
Charges constatées d'avance et charges à répartir	211	193
<b>Total actif circulant</b>	<b>41 988</b>	<b>30 059</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>121 844</b>	<b>91 720</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Capitaux propres</b>		
Capital	5 801	5 755
Primes	8 139	7 742
Réserves	13 814	11 444
Report à nouveau	40	38
Résultat net	5 848	5 265
<b>Total capitaux propres</b>	<b>33 642</b>	<b>30 244</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes</b>		
Dettes financières	85 259	58 807
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 295	1 262
Dettes fiscales et sociales	1 570	1 152
Autres dettes et produits constatés d'avance	78	255
<b>Total dettes</b>	<b>88 202</b>	<b>61 476</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>121 844</b>	<b>91 720</b>

## C. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE SOCIAL POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2006 ET 2007

En milliers d'euros

	2007	2006
<b>FLUX LIÉS À L'ACTIVITÉ</b>		
Résultat net	5 848	5 265
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Dotations aux Amortissements et provisions	3 943	1 799
Reprises des Amortissements et provisions	0	0
Plus ou moins values de cession	-44	-117
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>9 791</b>	<b>6 947</b>
Variation du besoin en fonds de roulement <i>Note 10</i>	1 095	1 921
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>10 886</b>	<b>8 868</b>
<b>FLUX LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-103	-194
Produits de cessions d'immobilisations corp. et incorporelles	0	0
	-103	-194
Acquisition / encaissement d'immobilisations financières	-220	-2 510
Produits de cessions d'immobilisations financières	1	147
	-219	-2 363
Décassement / acquisition de titres	-20 641	-4 345
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-20 964</b>	<b>-6 903</b>
<b>FLUX LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Augmentation de capital ou apports	443	122
Dividendes versés aux actionnaires	-2 893	-2 298
Emission / remboursement d'emprunts	12 402	-3 425
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>9 952</b>	<b>-5 601</b>
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>-126</b>	<b>-3 636</b>
<b>TRÉSORERIE À L'OUVERTURE</b>	<b>8 921</b>	<b>12 557</b>
<b>TRÉSORERIE DE CLÔTURE</b>	<b>8 795</b>	<b>8 921</b>

## D. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES SOCIAUX POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2006 ET 2007

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Capital social</i>	<i>Primes</i>	<i>Réserves</i>	<i>Report à nouveau</i>	<i>Résultat</i>	<i>Capitaux propres</i>
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2006	5 746	7 629	7 995	38	5 747	27 155
Changement de méthode		113				113
Primes d'apport - TUP	9					9
Affectation résultat 2005			5 747		-5 747	
Dividendes versés			-2 298			-2 298
Résultat net					5 265	5 265
Au 31 décembre 2006	5 755	7 742	11 444	38	5 265	30 244
Primes d'émission		397(*)				397
Augmentation de capital	46(*)					46
Affectation résultat 2006			5 265		-5 265	
Dividendes versés			-2 895	2		-2 893
Résultat net					5 848	5 848
Au 31 décembre 2007	5 801	8 139	13 814	40	5 848	33 642

\* l'augmentation de 46 K€ correspond à la levée de 23 254 options à 2 €, options levées dans le cadre du plan d'achats d'actions.

Ces levées d'options ont entraîné le versement d'une prime d'émission de 397 K€.

## E. FILIALES ET PARTICIPATIONS

<i>Sociétés</i>	<i>% de détention</i>	<i>Capitaux propres (hors résultat)</i>	<i>Résultat de l'ex. écoulé</i>	<i>Valeur des titres détenus</i>		<i>Dividendes encaissés durant l'ex. écoulé</i>	<i>Chiffre d'affaires de l'ex. écoulé</i>
				<i>Brute</i>	<i>Nette</i>		
ACCES DEV.INTERACTIF	83,30%	7 816	-830	16 001	7 001	0	0
ACCES INFORMATIQUES	51,00%	719 534	409 306	823 222	823 222	102 000	4 208 371
ACCES MANAGEMENT	100,00%	9 682	94 212	726 778	726 778	0	0
ARTESIA	55,00%	-65 435	-114 359	152 571	76 286	0	219 414
ATIA	60,00%	44 721	108 074	45 249	45 249	0	274 433
ATIP	80,00%	-173 417	70 255	1	1	0	1 104 242
BIPIO	90,00%	461 331	196 029	89 303	89 303	0	1 359 839
BIP TESSI	1,00%	64 530	120 260	76	76	100	1 361 017
BORDEAUX SAISIE	99,89%	166 711	100 172	21 343	21 343	59 933	1 063 856
C2I INGENIERIE	100,00%	2 812 099	869 984	10 251 700	10 251 700	126 551	11 033 148
CLIP TESSI	99,80%	361 185	167 695	7 607	7 607	199 600	1 295 400
COUP DE FOUDRE	55,00%	-417 178	-102 525	55 000	0	0	76 321
CPR BILLETS	80,00%	21 168 732	1 092 729	25 999 936	25 999 936	1 271 978	35 691 930
DESA HOLDING	2,88%	o	o	44 607	0	0	o
GIP TESSI	99,00%	336 206	79 716	7 546	7 546	19 800	1 472 261
HEXAGO.CONSULTANTS	100,00%	494 095	-393 117	1 506 480	0	0	422 819
ICSB	100,00%	798 506	-203 150	4 050 000	4 050 000	0	6 783 306
INTACTUS	99,64%	-223 038	-675 937	490 098	0	0	0
KEEPWAY	100,00%	1 494 620	-2 041 727	2 239 922	559 981	0	9 945 476
PERFO SERVICE	100,00%	121 977	112 046	187 198	187 198	150 000	841 111

Sociétés	% de détention	Capitaux propres (hors résultat)	Résultat de l'ex. écoulé	Valeur des titres détenus		Dividendes encaissés durant l'ex. écoulé	Chiffre d'affaires de l'ex. écoulé
				Brute	Nette		
PROCHEQUE	49,88%	-85 212	-126 575	152 396	152 396	0	23 650
PROCHEQUE NORD	99,00%	-80 604	-84 608	99 000	0	0	864 140
RIB DROME	99,80%	218 233	173 619	7 607	7 607	149 700	1 383 824
RIB HAUTE SAVOIE	99,80%	84 548	1 148	7 607	7 607	0	210 758
RIB RHONE	99,80%	103 819	-3 673	7 607	7 607	149 700	897 914
RIP TESSI	99,00%	158 509	138 567	7 546	7 546	0	2 958 883
SAMP	100,00%	39 283	-1 608	40 000	40 000	0	0
SATC	99,80%	144 054	-122 400	7 607	7 607	99 800	431 309
SDIP	99,00%	184 261	173 870	7 546	7 546	99 000	944 686
SEDI	99,80%	1 152 041	178 721	7 607	7 607	0	16 314 510
SFDD	99,93%	5 902 135	-870 007	4 633 974	4 633 974	399 725	22 787 720
SIP	1,00%	293 233	247 223	76	76	3 000	3 288 045
SLTC	99,90%	282 244	175 463	76 148	76 148	199 800	1 596 544
SMIP	99,00%	217 465	200 755	7 546	7 546	247 500	1 181 666
SMTC	99,90%	184 758	-29 709	76 148	76 148	0	457 051
SODESA	2,31%			35 634	0	0	
SOGECOR	99,94%			262 121	0	0	
STMP	100,00%	226 689	154 210	400 000	400 000	150 000	1 264 670
SYNERCAM	100,00%	557 087	132 065	1 219 638	1 219 638	150 000	1 137 953
TDC	99,80%	518 206	280 750	7 607	7 607	49 900	1 577 174
TDI	100,00%	42 724	17 798	50 000	50 000	0	199 141
TELEDIRECT	100,00%	493 801	81 729	421 087	421 087	300 000	2 418 880
TESCA	51,00%	48 080	22 399	18 870	18 870	0	350 263
TESSI CHEQUE	100,00%	1 195 367	664 495	5 784 549	5 784 549	600 000	29 926 104
TESSI CHEQUE AUVERGNE	100,00%	282 608	87 403	37 000	37 000	150 000	1 067 592
TESSI CHEQUE BORDEAUX	100,00%	223 792	262 146	37 000	37 000	0	3 302 223
TESSI CHEQUE CONSEIL	99,80%	91 483	64 790	693 957	693 957	0	2 273 112
TESSI CHEQUE INTERBANCAIRE	100,00%	1 703 891	534 846	726 960	726 960	0	2 170 841
TESSI CHEQUE NANTERRE	99,80%	591 239	1 116 618	19 068	19 068	598 810	4 478 059
TESSI CHEQUE NORMANDIE	99,93%	146 101	70 527	107 553	107 553	99 929	571 774
TESSI CHEQUE RENNES	100,00%	135 897	-12 347	619 138	619 138	0	1 331 822
TESSI CHEQUES IDF	99,00%	328 667	303 615	9 900	9 900	99 000	1 526 957
TESSI ENCAISSEMENTS	100,00%	789 018	281 303	500 000	500 000	0	5 366 568
TESSI ILE DE FRANCE	99,90%	2 530 788	1 717 763	15 230	15 230	2 497 500	32 004 489
TESSI INFORMATIQUE	99,94%	-1 939 841	565 909	1 741 859	1 441 859	0	3 488 498
TESSI TGD	99,99%	1 319	-2 020	1 457 133	0	0	3 538 727
TIGRE	100,00%	848 023	718 669	2 950 000	2 950 000	300 000	4 219 727
TIGRE MADAGASCAR	5,00%	-80 159	78 432	1	1	0	23 343
TSI ACTION INFORMATIQUE	99,00%	135 430	576 166	7 546	7 546	39 600	2 798 671
XWZ32	100,00%	19 434 250	31 730	14 000 000	14 000 000	0	0
24H00	10,68%			399 600	399 600	0	
<b>TOTAUX</b>				<b>83 374 506</b>	<b>77 359 208</b>	<b>8 312 926</b>	

## F. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2007

### NOTE 1 - ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Ils concernent :

- l'acquisition de 10 sociétés du Groupe CEGEDIM :
  - ASP ONE.FR, société spécialisée dans le développement et l'exploitation de portails informatiques,
  - ATELIER PRE ST GERVAIS, société spécialisée dans le traitement et saisie de données,
  - DECLARATIS, société spécialisée dans l'exploitation de portails télé-déclaratifs,
  - DOCUBASE SERVICES, société spécialisée dans le développement et commercialisation de produits informatiques,
  - DOCUBASE SYSTEMS, société spécialisée dans le développement et la commercialisation de tout système informatique d'archivage et de gestion documentaire,
  - DOCUBASE SYSTEMS INC, société basée aux Etats-Unis spécialisée dans l'édition de logiciels,
  - MEDIPOST, société spécialisée dans l'édition et le routage,
  - SOCIETE DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE, société spécialisée dans l'édition et le routage,
  - XWZ32, holding,
  - XWZ32MP, société spécialisée dans l'édition et le routage.
- l'acquisition de la société ATIP le 21 octobre 2007, pour 80% des parts sociales,
- la fusion-absorption de la société SFDD LOGISTIQUE par la société SFDD, le 28 décembre 2007 avec effet rétroactif au 01 janvier 2007.

### NOTE 2 - CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

Néant

### NOTE 3 - PRINCIPES COMPTABLES, MÉTHODES ET RÈGLES D'ÉVALUATION

Les comptes de la société sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises et selon les principes de :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

De plus, comme le prévoit la réglementation comptable, les principes de comptabilisation (règlements CRC 2004-06 et 2002-10) relatifs aux traitements des actifs sont pris en compte depuis le 01/01/2005.

#### 1. Frais de recherche et développement

La société n'a pas engagé de frais de recherche et de développement.

#### 2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition. L'amortissement est calculé suivant le mode linéaire ou dégressif en retenant les durées d'utilisation estimées des différentes catégories d'immobilisations. Dans les cas où il est pratiqué, l'amortissement dégressif correspond à un amortissement économique.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

• aménagements terrains	10 ans
• structure béton	40 ans
• structure métal	35 ans
• couverture	30 ans
• logiciels, licences	2 ans
• agencements	5 à 7 ans
• matériel de bureau et matériel informatique	3 à 5 ans
• mobilier	5 à 10 ans

### 3. Titres de participation

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût historique.

La valeur d'inventaire des titres correspond à leur valeur d'utilité déterminée en tenant compte de la situation nette ré-estimée et des perspectives de rentabilité. Une dépréciation est constatée lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

## NOTE 4 - ACTIF IMMOBILISÉ

### 1. Immobilisations

#### a. Immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/07</i>	<i>Exercice clos le 31/12/06</i>
Fonds de commerce	123	123
Concessions, brevets, licences	217	212
<b>Valeur brute</b>	<b>340</b>	<b>335</b>
Amortissements cumulés	-250	-246
<b>Valeur nette</b>	<b>90</b>	<b>89</b>

#### b. Analyse de la variation

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/07</i>	<i>Exercice clos le 31/12/06</i>
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>89</b>	<b>100</b>
Investissements	5	1
Cessions (net)	0	0
Dotations aux amortissements	-4	-12
<b>Valeur nette au 31 décembre</b>	<b>90</b>	<b>89</b>

Les immobilisations incorporelles sont en partie constituées de fonds de commerce acquis. Une dépréciation est constatée, si nécessaire.

### c. Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/07</i>	<i>Exercice clos le 31/12/06</i>
Constructions	2 247	2 247
Installations techniques, agencements, matériels informatiques et ind.	1 037	975
Autres immobilisations corporelles	467	471
Immobilisations en cours	0	0
<b>Valeur brute</b>	<b>3 751</b>	<b>3 693</b>
Amortissements cumulés	-1 460	-1 246
<b>Valeur nette</b>	<b>2 291</b>	<b>2 447</b>

### d. Analyse de la variation

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/07</i>	<i>Exercice clos le 31/12/06</i>
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>2 447</b>	<b>2 483</b>
Investissements	98	194
Cessions (net)	0	0
Reprise dotations aux amortissements	0	0
Dotations aux amortissements	-254	-230
<b>Valeur nette au 31 décembre</b>	<b>2 291</b>	<b>2 447</b>

Les immobilisations corporelles sont essentiellement composées de constructions et d'installations et agencements.

### e. Immobilisations financières

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/07</i>	<i>Exercice clos le 31/12/06</i>
Titres de participation	83 374	61 897
Dépôts et cautionnements	116	112
<b>Valeur brute</b>	<b>83 490</b>	<b>62 009</b>
Provisions	-6 015	-2 884
<b>Valeur nette</b>	<b>77 475</b>	<b>59 125</b>

### f. Analyse de la variation

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/07</i>	<i>Exercice clos le 31/12/06</i>
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>62 009</b>	<b>55 183</b>
Acquisitions de titres	21 477	6 856
Cessions de titres	0	-30
Acquisitions autres immobilisations financières	4	0
Sorties autres immobilisations financières	0	0
<b>Valeur nette au 31 décembre</b>	<b>83 490</b>	<b>62 009</b>

Au cours de l'exercice 2007 :

- acquisition de 80% des titres de la société ATIP, pour un montant de 1€,
- acquisition de 100% des titres de la société XWZ32, pour un montant de 14 M€,
- souscription de parts de la société C2I, portant le seuil de détention de 50,02% à 100%, pour un montant de 6 M€,
- souscription de parts de la société TESSI CHEQUE INTERBANCAIRE, portant le seuil de détention de 50% à 100%, pour un montant de 363 K€,
- versement de 250 K€ en complément du prix d'acquisition de la société TIGRE,
- souscription à hauteur de 16 K€, suite à l'augmentation de capital de la société ACCES DEVELOPPEMENT INTERACTIF, portant le taux de détention de 50% à 83,30%,
- souscription de titres pour 820 K€, suite à l'augmentation de capital de la société HEXAGONALE CONSULTANTS, par incorporation du compte courant à hauteur de 620 K€ et par un apport en numéraire de 200 K€.

## 2. Dépréciation de titres

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/07</i>	<i>Exercice clos le 31/12/06</i>
Montants au 1 <sup>er</sup> janvier	2 884	1 328
Dépréciation sur immobilisations financières	3 131	1 556
Reprise sur dépréciation d'immobilisations financières	0	0
Montants au 31 décembre	6 015	2 884

Les dépréciations sur immobilisations financières de l'année 2007 concernent principalement les sociétés devant être cédées ou abandonnées en 2008.

## NOTE 5 - AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Les autres créances correspondent à hauteur de 29,3 Millions d'Euros aux comptes courant liés aux opérations de trésorerie, notamment de cash-pooling, avec des sociétés du Groupe.

Une dépréciation est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité de la société à recouvrer l'intégralité des montants dus.

## NOTE 6 - VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENTS

Le portefeuille de VMP est principalement composé de SICAV valorisées selon la méthode PEPS.

## NOTE 7 - CAPITAL SOCIAL

	<i>Exercice clos le 31/12/07</i>	<i>Exercice clos le 31/12/06</i>
Nombre de titres	2 900 788	2 877 534
Valeur nominale	2 euros	2 euros
Total (en K€)	5 801,0	5 755,0

Les opérations impactant le capital social et la prime d'émission sur 2007 s'analysent ainsi :

	<i>Nombre de titres</i>	<i>Capital</i>	<i>Prime d'émission</i>
Au 31/12/2006	2 877 534	5 755 068	7 741 457
Plan d'achat d'actions	23 254	46 508	397 157
Au 31/12/2007	2 900 788	5 801 576	8 138 614

## NOTE 8 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Néant.

## NOTE 9 - DETTES

Sur 2007, des emprunts ont été contractés pour 14 M€ lors de l'acquisition de la société XWZ32 et ses filiales, et pour 6 M€ pour l'acquisition de titres complémentaires sur C2I.

Dans le cadre de ces acquisitions, TESSI a renégocié certains de ses anciens emprunts.

Les emprunts et dettes financières divers correspondent à hauteur de 46,5 millions d'Euros aux comptes courants liés aux opérations de trésorerie, notamment de cash-pooling, avec des sociétés du Groupe.

## NOTE 10 - VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/07</i>	<i>Exercice clos le 31/12/06</i>
Variation des frais financiers	-	-
Variation nette d'exploitation	-1181	-8
Variation de stock	-	-
Transferts de charges à répartir	-	-
Variation des Créances d'exploitation	-1 395	-413
Variation des Dettes d'exploitation	214	405
Variation nette hors exploitation	2 276	1 930
Variation des créances hors exploitation	-12 705	-936
Variation des dettes hors exploitation	14 999	2 864
Charges et produits constatés d'avance	-18	2
Variation du besoin en fonds de roulement	1 095	1 921

## NOTE 11 - COMPTE DE RÉSULTAT

### 1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est principalement réalisé en France.

### 2. Rémunération allouée aux membres des organes d'administration, de direction et de contrôle

Sur 2007, il a été versé des jetons de présence aux administrateurs pour un montant de 60 K€. La rémunération des membres de Direction pour cette période s'est élevée à 754 K€.

### 3. Résultat financier

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Exercice clos le 31/12/07</i>	<i>Exercice clos le 31/12/06</i>
Produits nets financiers liés aux participations <sup>(1)</sup>	8 313	8 135
Produits nets sur cessions de VMP	282	117
Différence positive de change	1	1
Dépréciation sur immobilisations financières <sup>(2)</sup>	-3 689	-1 556
Charges/Produits nets sur intérêts et autres charges assimilées <sup>(3)</sup>	-1 764	-4 252
<b>TOTAL</b>	<b>3 143</b>	<b>2 445</b>

Ventilation au 31.12.2006 :

(2) Cette dotation concerne en totalité une dépréciation sur titres de participations.

(3) Dont 1 089 K€ de charges d'intérêts sur emprunts.

Dont 2 731 K€ d'abandons de créances.

Ventilation au 31.12.2007 :

(1) Ce poste correspond en totalité aux dividendes perçus, en provenance des filiales.

(2) Dont 3 130 K€ concernant une dépréciation sur titres de participations.

Dont 554 K€ concernant une dépréciation de compte courant.

Dont 4 K€ concernant une dépréciation sur VMP.

(3) Dont 1 485 K€ de charges d'intérêts sur emprunts.

Dont 141 K€ de produits financiers divers.

Dont 420 K€ de charges d'intérêts Groupe.

### 4. Résultat exceptionnel

Néant.

### 5. Impôts sur les bénéfices

#### a. Intégration fiscale

La société a signé une convention relative aux modalités d'application de l'intégration fiscale, en conformité avec les règles fixées par l'administration fiscale, avec certaines des sociétés du Groupe qui ont opté pour ce régime.

Liste des sociétés entrant dans le champ d'application de l'intégration fiscale :

- TESSI SA
- SFDD
- TESSI CHEQUE NANTERRE
- TELEDIRECT
- TDC
- HEXAGONALE CONSULTANTS
- KEEPWAY
- INTACTUS
- TESSI INFORMATIQUE

#### b. Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel

L'impôt correspondant au résultat exceptionnel est une économie d'impôt de 10 K€.

#### c. Situation fiscale différée et latente

L'allègement futur d'impôt s'élève à 1 351 K€, au titre du régime d'intégration fiscale.

### 6. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

## NOTE 12 - AUTRES INFORMATIONS

### 1. Echéance des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

<i>En milliers d'euros</i> <b>Créances</b>	<i>Montant brut</i>	<i>&lt; à 1 an</i>	<i>&gt; à 1 an et &lt; à 5 ans</i>	<i>&gt; à 5 ans</i>
<b>Actif immobilisé</b>				
Prêts	1		1	
Autres immobilisations financières	116		116	
<b>Actif circulant</b>				
Clients douteux ou litigieux	5		5	
Autres créances clients	3 447	3 447		
Personnel et comptes rattachés	31	31		
Organismes sociaux				
Taxe sur la valeur ajoutée	66	66		
Impôt sur les sociétés				
Autres impôts	1	1		
Groupe et associés	29 644	29 644		
Débiteurs divers	133	133		
Charges constatées d'avance	211	211		
<b>TOTAL créances</b>	<b>33 655</b>	<b>33 533</b>	<b>122</b>	

<i>En milliers d'euros</i> <b>Dettes</b>	<i>Montant brut</i>	<i>&lt; à 1 an</i>	<i>&gt; à 1 an et &lt; à 5 ans</i>	<i>&gt; à 5 ans</i>
Emprunts auprès des établissements de crédit :				
- à 1 ans maximum à l'origine	206	206		
- à plus de 1 ans à l'origine	38 530	10 915	27 615	
Emprunts et dettes financières divers	5	5		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 295	1 295		
Personnel et comptes rattachés	360	360		
Sécurité sociale et organismes sociaux	365	365		
Etat et autres collectivités publiques :				
- impôts sur les bénéfices				
- taxe sur la valeur ajoutée	818	818		
- autres impôts, taxes et assimilés	28	28		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	46 517	46 517		
Autres dettes	78	78		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL dettes</b>	<b>88 202</b>	<b>60 587</b>	<b>27 615</b>	

## 2. Eléments concernant les entreprises liées

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Entreprises liées</i>
<b>Actif</b>	
Participation	77 359
Créances clients et comptes rattachés	3 256
Autres créances	29 276
<b>Passif</b>	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	413
Autres dettes	46 517
<b>Compte de résultat</b>	
Redevances	8 555
Autres produits d'exploitation	888
Charges d'exploitation	354
Dividendes	8 313
Autres produits financiers	547
Charges financières	967
Dépréciation de compte courant	554
Dépréciation de titres	3 130

## 3. Produits à recevoir et charges à payer

<i>En milliers d'euros</i>	
<b>Charges à payer</b>	
Autres dettes	207
Clients avoirs à accorder	78
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	307
Dettes fiscales et sociales	591
<b>TOTAL charges à payer</b>	<b>1 183</b>
<b>Produits à recevoir</b>	
Autres créances	39
Fournisseurs avoirs à recevoir	100
Clients et comptes rattachés	1 270
Créances fiscales et sociales	1
<b>TOTAL produits à recevoir</b>	<b>1 410</b>

## 4. Effectif moyen

	<i>31/12/07</i>	<i>31/12/06</i>
Cadres	13	13
Non Cadres	47	33
<b>Total</b>	<b>60</b>	<b>46</b>

## 5. Engagements financiers et autres engagements

### a. Engagements donnés

- TESSI SA est solidaire de ses filiales, en cas de défaillance financière de ces dernières, dans la limite de 20 Millions d'euros,
- TESSI SA agit solidairement avec ses filiales dans le cadre des contrats ETICA et ETICA BAIL.

### b. Engagements reçus

Le contrat d'ouverture de crédit 2007 a été utilisé pour partie. Il reste un droit de tirage de 20 M€.

### c. Dettes garanties par des sûretés réelles

Total capital restant dû sur emprunts : 38 530 K€.

Répartition :

- 1° emprunt : 699 K€  
Hypothèque de 1° rang accordée sur les locaux de Bobigny au profit de la Société Générale,
- 2° emprunt : 625 K€  
Nantissement de 250 actions de la société TIGRE au profit de la Lyonnaise de Banque,
- 3° emprunt : 1 226 K€  
Nantissement sur les 500 actions de la société I.C.S.B. au profit de la Lyonnaise de Banque pari passu avec la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Aquitaine Nord - CEAN.

Capital restant dû sur autres emprunts de 2007 : 35 980 K€.

Pour ces emprunts, TESSI SA a accordé une promesse de nantissement de :

- de 10 000 actions de la société TESSI CHEQUE,
- de 50 000 actions de la société C2I INGENIERIE,
- de 239 996 actions de la société CPR BILLETS,
- de 370 actions de la société XWZ 32,

au profit de CALYON - CREDIT AGRICOLE CIB, pari passu avec la CAISSE REGIONALE de CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONE ALPES, la CAISSE REGIONALE de CREDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE FRANCE, la CAISSE REGIONALE de CREDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE EST, la SOCIÉTÉ GENERALE et la BNP PARIBAS.

### e. Autres engagements financiers

Les 2 principaux emprunts souscrits en 2007, pour 28,9 M€, ont fait l'objet, conformément au contrat d'ouverture de crédit, d'une couverture d'intérêts à hauteur de 50%.

### f. Crédit bail

*En milliers d'euros*

<b>VALEUR D'ORIGINE</b>	702 980
<b>AMORTISSEMENTS</b>	
Cumul exercices antérieurs	
Exercice en-cours	136 691
Total	136 691
<b>VALEUR NETTE</b>	566 289
<b>REDEVANCES PAYÉES</b>	
Cumul exercices antérieurs	0
Exercice en-cours	194 352
Total	194 352
<b>REDEVANCES À PAYER</b>	
A un an au plus	287 280
A plus d'un an et moins de 5 ans	359 100
A plus de 5 ans	0
Total	646 380
<b>VALEUR RÉSIDUELLE</b>	1

## g. Autres engagements

Les engagements au titre des indemnités de fin de carrière sont de 40 034 €. Ces indemnités sont calculées au vu des paramètres suivants :

- calcul salarié par salarié,
- probabilité d'espérance de vie et de présence dans la société à la date prévue de départ en retraite,
- prorata ancienneté acquise par rapport à l'ancienneté future à l'âge de la retraite.

Les indemnités ont été calculées par un actuair qualifié utilisant une méthode actuarielle.

Il est considéré que les départs se font à l'initiative de l'employé.

Ces indemnités ne sont pas comptabilisées dans les comptes sociaux.

Le nombre d'heures annuelles relatives à la formation professionnelle (D.I.F.) s'élève pour l'ensemble de l'effectif à 2 657 heures.

## G. RÉSULTATS ET AUTRES CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURES DES INDICATIONS En euros	2003	2004	2005	2006	2007
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	5 746 006	5 746 006	5 746 006	5 755 068	5 801 576
Nombre des actions ordinaires existantes	2 873 003	2 873 003	2 873 003	2 877 534	2 900 788
<b>OPÉRATIONS ET RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>					
Chiffre d'affaires hors taxe	6 089 030	6 877 280	6 556 977	8 246 188	9 445 163
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	5 191 966	4 872 774	6 674 646	6 672 887	9 036 406
Impôts sur les bénéfices	23 531	337 279	-34 578	-391 087	-758 758
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	4 655 241	4 031 111	5 746 600	5 265 175	5 848 246
Résultat distribué	1 867 452	2 011 102	2 154 752	2 298 402	2 893 538
<b>RÉSULTATS PAR ACTION</b>					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	1,80	1,58	2,34	2,45	3,38
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1,62	1,40	2	1,83	2,02
Dividende attribué à chaque action	0,65	0,70	0,75	0,80	1
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	48	45	45	46	48
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 749 108	1 653 278	1 546 045	1 540 544	2 019 878
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	713 283	693 013	658 793	673 736	850 325





# Informations juridiques et financières

- 106** Rapport du Président sur le contrôle interne
- 112** Rapport spécial du Conseil d'Administration
- 114** Texte des résolutions proposées  
à l'Assemblée Générale
- 119** Rapports des Commissaires aux Comptes
- 129** Honoraires des Commissaires aux Comptes

# Rapport du Président du Conseil d'Administration joint au rapport de gestion

## RENDANT COMPTE DES CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL AINSI QUE DES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIÉTÉ

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions des articles L.225-37 du Code de Commerce, je vous rends compte dans un rapport joint au rapport mentionné aux articles L.225-100, L.225-102, L.225-102-1 et L.233-26, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil, ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par votre société.

Sans préjudice des dispositions de l'article L.225-56, le présent rapport indique en outre les éventuelles limitations que le Conseil d'Administration apporte aux pouvoirs du directeur général.

Par ailleurs, conformément à l'article L.225-235, les Commissaires aux Comptes présentent, dans un rapport spécial, leurs observations pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

### A. Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil

#### 1. Composition du Conseil d'Administration

Les statuts disposent que le Conseil d'Administration comprend entre 3 et 18 membres. À ce jour, le Conseil est composé de 6 membres.

Des indications détaillées sur la composition du Conseil d'Administration figurent ci-après.

- Monsieur Marc REBOUAH, Président - Directeur Général :
  - renouvelé aux fonctions d'Administrateur par délibération de l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2007 et de Président Directeur Général par délibération du Conseil d'Administration du 15 juin 2007,
  - ses mandats arriveront à échéance lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2012.
  
- Mademoiselle Corinne REBOUAH, Administrateur :
  - renouvelée aux fonctions d'Administrateur par délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 2006,
  - son mandat arrivera à échéance lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2011.

- Monsieur Julien REBOUAH, Administrateur :
  - renouvelé aux fonctions d'Administrateur par délibération de l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2007,
  - son mandat arrivera à échéance lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2012.
- Monsieur Frédéric VACHER, Administrateur :
  - renouvelé aux fonctions d'Administrateur par délibération de l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2007,
  - son mandat arrivera à échéance lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2012.
- Monsieur Michel ANGÉ, Administrateur :
  - nommé aux fonctions d'Administrateur par délibération de l'Assemblée Générale Mixte du 14 juin 2002 ; son mandat arrive à échéance lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2007,
  - le renouvellement de son mandat sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera convoquée pour le 16 juin 2008.
- La société FONDELYS, Administrateur, représentée par Monsieur Henri DUFER :
  - nommée aux fonctions d'Administrateur par délibération du Conseil d'Administration en date du 11 avril 2003, ratifiée par l'Assemblée Générale Mixte du 10 juin 2003 ; son mandat arrive à échéance lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2007,
  - le renouvellement de son mandat sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera convoquée pour le 16 juin 2008.
- Nombre d'Administrateurs indépendants : deux.
- Nombre d'Administrateurs élus par les salariés : aucun.
- Nombre d'actions qui doivent être détenues par un Administrateur : une.

## 2. Délais moyens de convocation du Conseil

Les administrateurs sont convoqués 8 jours environ à l'avance par lettre simple.

Les Commissaires aux Comptes ont été convoqués à toutes les réunions du Conseil d'Administration par lettre recommandée avec accusé de réception.

## 3. Représentation des Administrateurs

Les administrateurs ont la possibilité de se faire représenter aux séances du Conseil par un autre administrateur. Au cours de l'exercice 2007, aucun administrateur n'a utilisé cette faculté.

## **4. Présidence des séances du Conseil**

Les séances du Conseil sont présidées par le Président ou en son absence, le Conseil désigne à chaque séance celui de ces membres présents qui doit présider la séance.

Sur les quatre séances du Conseil tenues au cours de l'exercice, le Conseil a toujours été présidé par le Président.

Le secrétariat du Conseil est assuré par un cabinet d'Avocats spécialisé en droit des sociétés cotées.

## **5. Visioconférence**

Les statuts prévoient la possibilité pour les administrateurs de participer aux délibérations du Conseil par des moyens de visioconférence.

En application des statuts, le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence, sauf pour l'adoption des décisions suivantes : arrêtés des comptes sociaux ou consolidés, la nomination et la révocation du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués.

En l'absence de règlement intérieur, cette faculté ne peut, pour le moment, être utilisée.

## **6. Information des administrateurs**

Le Président a fourni aux administrateurs dans un délai suffisant, l'information leur permettant d'exercer pleinement leur mission. Chaque administrateur reçoit et peut se faire communiquer les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

## **7. Invités au Conseil**

Au cours de l'exercice, le Directeur Général en charge des Finances du Groupe a assisté à l'ensemble des séances du Conseil et a été entendu par le Conseil à l'occasion des discussions portant sur les comptes sociaux et consolidés du Groupe TESSI.

## **8. Rôle et fonctionnement du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2007.

Taux moyen annuel de présence des membres : 80%.

## **9. Rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux**

Le Conseil d'Administration réuni le 10 décembre 2007 a réparti, sur la proposition du Président du Conseil, le montant des jetons de présence voté par l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 juin 2007.

## B. Description synthétique des procédures de contrôle interne

Le contrôle interne est un processus mis en œuvre par le Directeur Général, les Directeurs Généraux Opérationnels, la Direction Générale en charge des Finances du Groupe ainsi que le personnel destiné à l'encadrement.

L'objectif du contrôle interne est la prévention et la maîtrise des risques résultant de l'activité de l'entreprise et des risques d'erreurs ou de fraude, en particulier dans les domaines comptable et financier, la conformité aux lois et règlements en vigueur.

Un système de contrôle interne, aussi performant soit-il, ne peut fournir une garantie absolue que ces risques soient totalement éliminés.

La société TESSI SA, dont l'activité est celle d'une société holding et de prestations de services pour ses filiales, présente les caractéristiques suivantes :

### 1. Description synthétique de l'organisation comptable et du contrôle de gestion

L'ensemble des comptabilités des filiales du Groupe TESSI est tenu par du personnel TESSI SA, tous basés à Grenoble, à l'exception des sociétés C2I, Tigre Informatique, CPR Billets, Keepway et Intactus (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, les comptabilités C2I et Tigre Informatique sont tenues par TESSI SA).

Ce service est dirigé par un chef comptable, rattaché au Directeur Général en charge des Finances du Groupe TESSI, lui-même reportant directement au Président Directeur Général du Groupe TESSI.

#### 1.1. Production des états comptables, fiscaux (conformément aux dispositions légales)

Toutes les comptabilités sont tenues sous un seul logiciel standard de comptabilité.

Les services comptables du Groupe TESSI sont eux-mêmes subdivisés en différents départements :

- comptabilité générale : suivi de comptabilité, suivi de la trésorerie, déclarations fiscales, arrêtés comptables, élaboration d'un reporting mensuel,
- services fournisseurs : réception des factures fournisseurs pour l'ensemble des sociétés du Groupe, imputation des charges en comptabilité, règlements des fournisseurs.

Les autorisations de signatures bancaires pour effectuer des décaissements sont quasiment, sauf cas particuliers spécifiques et bien identifiés, exclusivement centralisés au niveau de TESSI SA.

Les procédures de « Bon à payer » sont extrêmement rigoureuses et se situent au niveau des Directions Générales Opérationnelles, ou le cas échéant, des Directions Régionales selon le niveau et la nature de la dépense.

- service relance/pré-contentieux : relance des créances clients (écrit et par téléphone), actions de pré-contentieux (mise en demeure, injonction de paiement auprès du Tribunal de commerce, signification par voie d'huissier...)

#### 1.2 Production du reporting mensuel

Le service comptable du Groupe TESSI est en charge de la production du reporting mensuel. Il s'agit en fait d'un tableau de bord indiquant pour l'ensemble des sections analytiques du Groupe un compte d'exploitation détaillé.

Ce reporting mensuel a pour vocation :

- de tirer les écarts entre les réalisations de l'année en cours et les objectifs qui ont été fixés en début d'année pour chacune des sections analytiques,

- de suivre de manière détaillée et/ou globale l'évolution, mois par mois, de la rentabilité de chaque section analytique.

Le fait d'avoir défini une notion fine de section analytique permet d'effectuer un suivi à la fois au niveau du centre de production, de la filiale, et d'avoir des regroupements par régions et métiers.

Chaque section analytique est rattachée opérationnellement à un chef de centre de production, lui-même rattaché à un Directeur régional (le cas échéant selon les métiers), lui-même rattaché au Directeur Général métier.

Ce reporting mensuel sert également à la Direction Générale en charge des Finances du Groupe ainsi qu'au Président Directeur Général.

### **1.3 Etats Consolidés**

Le Groupe TESSI produit des états financiers consolidés tous les 6 mois dans le cadre des arrêtés semestriels et annuels.

Cette consolidation est effectuée par un service dédié et formé aux techniques de consolidation. Nous sommes assistés, dans le cadre de ce processus de consolidation, par un cabinet d'expertise comptable dont les compétences nous permettent de sécuriser cette production.

### **1.4 Facturation**

La facturation est sous la responsabilité des services administratifs de chaque direction générale métier. Cette facturation fait l'objet d'un contrôle par les services comptables du Groupe TESSI.

### **1.5. Contrôle de gestion métiers**

Trois de nos quatre métiers sont désormais dotés d'un contrôle de gestion opérationnelle visant à s'assurer du respect des procédures internes en vigueur, du bon établissement de la facturation et de la mise en place de tous les outils nécessaires aux Directions Générales Opérationnelles contribuant ainsi à un suivi efficace et rigoureux de leurs activités.

## **2. Description synthétique de l'organisation sociale**

TESSI SA est également en charge de l'élaboration des bulletins de paie, déclarations sociales et du suivi des dossiers du personnel par l'ensemble des salariés du Groupe TESSI, à l'exception des sociétés C2I, Tigre Informatique, CPR Billets, Keepway (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le service paie de ces sociétés est assumé par TESSI SA).

Le traitement de la paie est externalisé auprès d'un prestataire de services spécialisé dans ce domaine.

Chacun des gestionnaires des paies est en relation avec les responsables de production des filiales lui permettant de pouvoir prendre en compte tous les éléments variables pouvant impacter le traitement de la fiche de paie. Le responsable du service paie est rattaché au Directeur Général en charge des Finances du Groupe.

Aussi, TESSI SA est en charge de l'élaboration des contrats de travail pour l'ensemble des salariés du Groupe ainsi que de l'organisation des réunions avec l'ensemble des partenaires sociaux.

### 3. Description synthétique de l'organisation juridique

TESSI SA assiste les Directions Générales Opérationnelles dans le cadre de la revue des contrats commerciaux.

Le service juridique est en charge de tous les aspects disciplinaires au niveau social ainsi que de toutes les procédures de licenciements.

En outre, il assure pour le compte des filiales l'ensemble du secrétariat juridique, l'élaboration, la revue des baux commerciaux ainsi que le suivi des contrats d'assurance du Groupe.

Ce service est dirigé par le Directeur Juridique lui-même rattaché au Directeur Général en charge des Finances.

En synthèse, l'organisation des procédures de contrôle interne est basée sur :

- une forte séparation des tâches entre les services fonctionnels de TESSI SA et les directions opérationnelles et leurs collaborateurs,
- une répartition claire des rôles chez TESSI SA,
- une homogénéité dans le traitement de l'information sur l'ensemble des filiales du Groupe, tout en respectant les spécificités de chacune d'elles.

Une telle organisation crée les conditions d'un bon environnement de contrôle.

Cet environnement de contrôle détermine le niveau de sensibilisation du personnel à la nécessité du contrôle et constitue le fondement de tous les autres éléments de contrôle interne en imposant discipline et organisation.

La formalisation de procédure, notamment en matière de délégation de pouvoirs, contribue à renforcer l'environnement du contrôle avec une forte centralisation du contrôle en contre partie de la délégation donnée aux opérationnels.

Il est précisé que la filiale CPR Billets est dotée de méthodes de contrôle qui lui sont propres compte tenu des spécificités comptables et réglementaires liées à son activité financière, elle-même supervisée par la Commission Bancaire.

## C. Pouvoirs du Directeur Général

Je vous précise qu'aucune limitation n'a été apportée aux pouvoirs du Président-Directeur Général.

Le Président du Conseil d'Administration  
Marc REBOUAH

# Rapport spécial du Conseil d'Administration sur les stock-options

## EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2007

Mesdames, Messieurs,

Nous vous rendons compte par le présent rapport du :

1. Nombre, prix et date d'échéance des options consenties durant l'année par la société ou les sociétés de son groupe à chacun des mandataires sociaux dirigeants et des dix salariés non mandataires, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé :

Attribution effectuée par le Conseil d'Administration du 15 juin 2007 :

DEVIN Cécile :	868 options de souscription
FISTAROL Claire :	868 options de souscription
JOLLAND Olivier :	868 options de souscription
REBOUAH Corinne :	868 options de souscription
VACHER Frédéric :	868 options de souscription
LE THE Than :	434 options de souscription
GAMEIRO Tina :	434 options de souscription

25 autres attributions de 218 options de souscription chacune ont également été effectuées par le Conseil d'Administration du 15 juin 2007.

Les options visées ci-dessus ont été attribuées au prix de 49,26 € et devront être exercées dans le respect de la période d'indisponibilité prévue lors de l'attribution et au plus tard le 15 juin 2014.

2. Nombre et prix des actions souscrites ou achetées par l'exercice des options durant l'année par les mandataires sociaux dirigeants de la société et les dix salariés non mandataires dont le nombre d'options est le plus élevé :

2.1 Levées d'options de souscription constatées par le Conseil d'Administration du 10 avril 2007.

Options attribuées par le Conseil d'Administration du 8 juillet 2002 :

<i>Identité</i>	<i>Nombre d'actions souscrites</i>	<i>Prix de souscription d'une action au nominal de 2 €</i>
Julien REBOUAH	1 133	26,92
Cécile DEVIN	1 133	26,92
Olivier DEVIN	283	26,92
Claire FISTAROL	1 133	26,92
Randa BOTQUIN	283	26,92
Isabelle PEZE	283	26,92
Julien DUBREUIL	283	26,92
Claire MUTEL	283	26,92

Options attribuées par le Conseil d'Administration du 10 février 2003 :

<i>Identité</i>	<i>Nombre d'actions souscrites</i>	<i>Prix de souscription d'une action au nominal de 2 €</i>
Randa BOTQUIN	490	15,57
Tina CORREIA FIGUEIRA	490	15,57
Julien DUBREUIL	89	15,57
Annie SANCHEZ	490	15,57
Isabelle PEZE	490	15,57
Martine MALINCONI	490	15,57
Patrick LOSTYS	490	15,57
Claire MUTEL	490	15,57

2.2 Levées d'options de souscription constatées par le Conseil d'Administration du 10 décembre 2007

Options attribuées par le Conseil d'Administration du 8 juillet 2002 :

<i>Identité</i>	<i>Nombre d'actions souscrites</i>	<i>Prix de souscription d'une action au nominal de 2 €</i>
Claire DELARD	283	26,92
Elisabeth FELIX	283	26,92
Olivier JOLLAND	1 133	26,92
Bruno LAVOISIER	566	26,92
Marc LOERTSCHER	283	26,92
Mauricette PINAUD	283	26,92
Frédéric VACHER	1 133	26,92

Options attribuées par le Conseil d'Administration du 10 février 2003 :

<i>Identité</i>	<i>Nombre d'actions souscrites</i>	<i>Prix de souscription d'une action au nominal de 2 €</i>
Pierre CHARARA	490	15,57
Claire DELARD	490	15,57
Cécile DEVIN	1 959	15,57
Olivier DEVIN	490	15,57
Claire FISTAROL	1 959	15,57
Olivier JOLLAND	1 959	15,57
Bruno LAVOISIER	980	15,57
Marc LOERTSCHER	490	15,57
Julien REBOUAH	1 959	15,57
Frédéric VACHER	1 959	15,57

Le Conseil d'Administration

# Texte des résolutions proposées à l'Assemblée Générale mixte du 16 juin 2008

## I. RÉOLUTIONS À CARACTÈRE ORDINAIRE

### PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après la présentation du rapport du Conseil d'Administration et la lecture du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2007, approuve les comptes sociaux tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale approuve également le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices s'élevant à 46 239 euros et prend acte qu'aucun impôt ne sera supporté au titre desdites dépenses pour cet exercice.

En conséquence, elle donne aux Administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

### DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 5 848 246,47 euros de la manière suivante :

- à la réserve légale 4 650,80 euros,
- à titre de dividendes aux actionnaires, la somme de 2 904 370,00 euros,
- le solde, soit la somme de 2 939 225,67 euros  
au poste « Autres réserves ».

Conformément à l'article L.225-210 (al. 4) du Code de Commerce, cette affectation est déterminée au vue des actions existantes. Dans l'éventualité où la société détiendrait une partie de ses propres actions lors de la mise en paiement, le bénéfice correspondant aux dividendes non versés en raison de ces actions sera affecté au compte « report à nouveau ».

Chaque actionnaire recevra ainsi un dividende de 1 € par action de nominal 2 €.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2008.

Conformément aux dispositions de l'article 158 3.2° du Code Général des Impôts, la présente distribution de dividendes est éligible pour les personnes physiques domiciliées fiscalement en France à l'abattement de 40% étant précisé qu'en cas d'option prise individuellement par un actionnaire ou un associé pour le prélèvement forfaitaire libératoire visé à l'article 117 quater du Code Général des Impôts, l'abattement visé ci-avant ne lui sera pas applicable.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividende, pour les trois précédents exercices, ont été les suivantes :

<i>Exercice</i>	<i>Dividende par action</i>	<i>Abattement fiscal pour les personnes physiques</i>
31/12/2004	0,75 €	50%
31/12/2005	0,80 €	40%
31/12/2006	1,00 €	40%

## TROISIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après la présentation du rapport du Conseil d'Administration incluant le rapport de gestion du Groupe et la lecture du rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007, approuve les comptes consolidés tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

## QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, sur les conventions relevant de l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce, prend acte de l'absence de la conclusion de nouvelles conventions au cours de cet exercice et de la poursuite des conventions autorisées au cours d'exercices précédents mentionnées dans ledit rapport spécial.

## CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de Monsieur Michel ANGÉ arrive à expiration ce jour, décide de le renouveler pour une nouvelle durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

## SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, constatant que le mandat d'Administrateur de la société FONDELYS arrive à expiration ce jour, décide de le renouveler pour une nouvelle durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

## SEPTIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale fixe le montant des jetons de présence à répartir entre les Administrateurs pour l'exercice clos au 31 décembre 2008 à 60 000 euros.

## HUITIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide de renouveler l'autorisation donnée à la Société par l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2007, dans le cadre des dispositions de l'article L.225-209 du Code de Commerce et conformément aux dispositions du Règlement Européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003, et sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires applicables au moment de son intervention, d'acheter en Bourse et détenir ses propres actions à concurrence d'un nombre équivalent à 10% maximum du capital social, aux fins exclusives, par ordre de priorité :

- d'interventions réalisées par un prestataire de service d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité établi conformément à la charte de déontologie de l'AFEI,
- de conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport,
- de couverture de plans d'options,
- d'annulation des actions achetées,
- de couverture de titres de créances convertibles en actions.

Les opérations effectuées dans le cadre du programme de rachat seront réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

Les achats d'actions effectués en vertu de cette autorisation seront exécutés dans la limite de cours suivante, sous réserve des ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la société : le prix unitaire maximum d'achat ne devra pas excéder 75 euros (hors frais d'acquisition) par action au nominal de 2 euros.

Le montant maximum théorique destiné à la réalisation de ce programme est de 21 782 775 euros financé soit sur ressources propres soit par recours à du financement externe à court ou moyen terme.

Les rachats d'actions pourront s'opérer par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, en une ou plusieurs fois, y compris en période d'offre publique dans les limites que pourrait permettre la réglementation boursière.

En cas d'opération sur le capital notamment par incorporation de réserves et attributions gratuites, division ou regroupement des titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés en conséquence.

A cet effet, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation au Président-Directeur Général afin de passer tous ordres de Bourse, conclure tous accords en vue, notamment, de la tenue des registres des achats et ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF et tous autres organismes, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette autorisation est accordée jusqu'à la date de la prochaine Assemblée Générale d'approbation des comptes, dans la limite légale de dix-huit mois à compter de ce jour.

Le Conseil d'Administration informera chaque année l'Assemblée Générale Ordinaire des opérations réalisées dans le cadre de la présente autorisation.

## **NEUVIÈME RÉOLUTION**

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'originaux, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal en vue d'accomplir toutes formalités de dépôt et autres qu'il appartiendra.

## **II. RÉOLUTIONS À CARACTÈRE EXTRAORDINAIRE**

### **DIXIÈME RÉOLUTION**

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Conseil d'Administration, à :

- annuler les actions détenues par la société ou acquises par cette dernière non seulement dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par la présente Assemblée Générale aux termes de la huitième résolution ci-dessus mais aussi dans le cadre des précédents programmes, et ce dans la limite de 10% du capital social par période de vingt quatre mois,
- réduire corrélativement le capital social du montant des actions annulées,
- modifier les statuts en conséquence, et d'une manière générale faire tout ce qui sera nécessaire.

La présente autorisation est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée.





# Rapports des Commissaires aux Comptes

- 120** Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007
- 122** Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux
- 124** Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés visés par l'article L.225-38 du Code du Commerce
- 126** Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L.225-235 du Code du Commerce
- 128** Rapport sur la réduction de capital par annulation d'actions achetées

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société TESSI S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation.

## II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- l'évaluation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles a été effectuée en conformité avec les méthodes du Groupe décrites dans la note 1.4 de l'annexe aux comptes consolidés,
- nos travaux ont consisté à examiner la documentation disponible et à apprécier le caractère raisonnable des évaluations retenues,
- la note 1.5 de l'annexe aux comptes consolidés expose les méthodes et règles d'évaluation relatives aux activités destinées à être cédées ou abandonnées. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport de gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Echirolles et Meylan, le 24 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes,

SOVEC  
Société de Commissaires aux Comptes  
représentée par  
Martine PACCOUD



AUDITS et PARTENAIRES  
Société de Commissaires aux Comptes  
représentée par  
René-Charles PERROT



# Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux

## EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société TESSI, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les titres de participation figurent à l'actif du bilan de votre société pour une valeur nette de 83 375 milliers d'euros. La note 1 de l'Annexe précise les méthodes retenues pour la comptabilisation de ces titres ainsi que les approches retenues pour évaluer les provisions pour dépréciation.
- Nous avons vérifié par sondage l'application correcte de ces méthodes et nous avons examiné les approches retenues pour déterminer les provisions. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés, ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs de capital et des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Echirolles et Meylan, le 24 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes,

SOVEC  
Société de Commissaires aux Comptes  
représentée par  
Martine PACCOUD



AUDITS et PARTENAIRES  
Société de Commissaires aux Comptes  
représentée par  
René-Charles PERROT



# Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés visés par l'article L.225-38 du Code du Commerce

## EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2007

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

### I. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L.225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement soumis aux dispositions de l'article L.225-38 du Code de Commerce.

### II. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du Code du Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

- **Convention de caution et engagements divers**

TESSI se porte caution solidaire de ses filiales en cas de défaillance financière de ces dernières dans la limite de 20 millions d'euros.

La liste des engagements donnés au 31 décembre 2007 figure en note 12 de l'annexe aux comptes annuels.

- **Avances en comptes courants non rémunérées**

Les avances en comptes courants consenties par la SA TESSI aux sociétés suivantes n'ont pas été rémunérées :

- SAS INTACTUS :           montants au 31 décembre 2007   554 008 euros

Echirolles et Meylan, le 24 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes,

SOVEC  
Société de Commissaires aux Comptes  
représentée par  
Martine PACCOUD



AUDITS et PARTENAIRES  
Société de Commissaires aux Comptes  
représentée par  
René-Charles PERROT



# Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L.225-235 du Code de Commerce

SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, POUR CE QUI CONCERNE LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

## EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société TESSI et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante,
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante,
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la Société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce.

Echirolles et Meylan, le 24 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes,

SOVEC  
Société de Commissaires aux Comptes  
représentée par  
Martine PACCOUD



AUDITS et PARTENAIRES  
Société de Commissaires aux Comptes  
représentée par  
René-Charles PERROT



# Rapport sur la réduction de capital par annulation d'actions achetées

## EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société TESSI et en exécution de la mission prévue par l'article L.225-209 du Code de Commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée sont régulières.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'achat par votre société, dans la limite de 10% de son capital, de ses propres actions, dans les conditions prévues à l'article L.225-209 du Code de Commerce. Cette autorisation d'achat est proposée, par ailleurs, à l'approbation de votre Assemblée Générale et serait donnée pour une période de 18 mois.

Votre Conseil d'Administration vous demande de lui déléguer, pour une période équivalente, au titre de la mise en œuvre de l'autorisation d'achat par votre société de ses propres actions, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10% de son capital, par période de 24 mois, les actions ainsi achetées.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, étant rappelé que celle-ci ne peut être réalisée que dans la mesure où votre Assemblée approuve au préalable l'opération d'achat, par votre société, de ses propres actions.

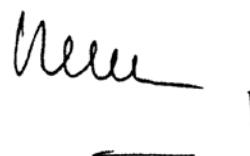
Echirolles et Meylan, le 24 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes,

SOVEC  
Société de Commissaires aux Comptes  
représentée par  
Martine PACCLOUD



AUDITS et PARTENAIRES  
Société de Commissaires aux Comptes  
représentée par  
René-Charles PERROT



# Tableau relatif à la publicité des honoraires des contrôleurs légaux des comptes et des membres de leur réseau

## EXERCICE COUVERTS : 2007 et 2006 (a)

	SOVEC				AUDITS ET PARTENAIRES			
	Montant (HT) en K€		%		Montant (HT) en K€		%	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
<b>Audit</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (b)								
TESSI	37	37	15%	17%	38	37	19%	20%
Filiales intégrées globalement	205	181	85%	83%	166	145	81%	80%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes (c)								
TESSI								
Filiales intégrées globalement								
<i>Sous-Total</i>	242	218	100%	100%	204	182	100%	100%
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement (d)</b>								
Juridique, fiscal, social								
Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audits)								
<i>Sous-Total</i>	0	0	0%	0%	0	0	0%	0%
<b>TOTAL</b>	242	218	100%	100%	204	182	100%	100%

(a) Concernant la période à considérer, il s'agit des prestations effectuées au titre d'un exercice comptable prises en charge au compte de résultat.

(b) Y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du Commissaire aux Comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes

(c) Cette rubrique reprend les diligences et prestations directement liées rendues à l'émetteur ou à ses filiales :  
 - par le commissaire aux comptes dans le respect des dispositions de l'article 10 du code de déontologie,  
 - par un membre du réseau dans le respect des dispositions des articles 23 et 24 du code de déontologie.

(d) Il s'agit des prestations hors Audits rendues, dans le respect des dispositions de l'article 24 du code de déontologie, par un membre du réseau aux filiales de l'émetteur dont les comptes sont certifiés.

## Documents

116, rue de Silly  
92100 Boulogne-Billancourt  
Tél. : 01 41 31 53 83  
Fax : 01 41 31 53 89



**tessi data**

56 rue de Billancourt  
92100 Boulogne-Billancourt  
Tél. : 01 49 09 22 80  
Fax : 01 49 09 28 53

**docubase**  
*Information suite for business*

137 rue d'Aguesseau  
92641 Boulogne-  
Billancourt Cedex  
Tél. : 01 49 09 87 37  
Fax : 01 49 09 87 40

**ASPOne.fr**  
*Portail Déclaratif*

## Marketing Services

Boulevard des Arpents  
78310 Coignières  
Tél. : 01 30 13 92 00  
Fax : 01 30 13 91 99

 **sfdd**

[www.sfdd.fr](http://www.sfdd.fr)

ZI la vigne aux Loups  
4 rue Georges Sand  
91160 Longjumeau  
Tél. : 01 64 54 62 00  
Fax : 01 64 54 62 20

**SDi**  
groupe tessi

59 rue de l'Ancienne Mairie  
92100 Boulogne Billancourt  
Tél. : 01 41 10 33 00  
Fax : 01 41 10 33 29

 **MediPOST**  
groupe tessi

# Moyens de Paiements



**tessi**

25 avenue Jules Carteret  
69007 Lyon  
Tél. : 04 72 71 68 80  
Fax : 04 72 71 68 95



**tessi**

81 rue Hoche  
33200 Bordeaux  
Tél. : 05 57 22 20 61  
Fax : 05 57 22 20 64



**tessi**  
encaissements

39 rue des Hautes Pâtures  
92885 Nanterre Cedex 9  
Tél. : 01 47 69 53 00  
Fax : 01 47 69 53 01



**CPR BILLETS**  
**CPR OR**

Immeuble Le Cardinet  
5 impasse Chalabre  
75017 Paris  
Tél. : 01 53 06 24 30  
Fax : 01 45 96 01 39

Marc REBOUAH  
Président Directeur Général

Cécile DEVIN  
Directeur Général SFDD

Jean-Pierre DJIAN  
Président du Directoire CPR

Claire FISTAROL  
Directeur Général TESSI Data

Olivier JOLLAND  
Directeur Général en charge des Finances

Corinne REBOUAH  
Secrétaire Général,  
Responsable de la Communication Financière

Frédéric VACHER  
Directeur Général TESSI CHEQUE

Thanh Le THE  
Conseiller du Président  
pour les activités bancaires



**tessi**  
**www.tessi.fr**

TESSI S.A.  
177 cours de la Libération  
38 100 GRENOBLE

Tél. : +(33) 4 76 70 59 10  
Fax : +(33) 4 76 96 62 72